





MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Elections régionales, à l'assemblée de Corse, et aux assemblées de Guyane et de Martinique

6 et 13 décembre 2015

DOSSIER DE PRESSE

Secrétariat général

-

Direction de la modernisation et de l'action territoriale
Bureau des élections et des études politiques

Délégation à l'information et à la communication

Les élections des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse auront lieu les 6 et 13 décembre 2015 (décret n° 2015-939 du 30 juillet 2015 portant convocation des collèges électoraux pour procéder à l'élection des conseillers régionaux, des conseillers à l'Assemblée de Corse, des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique).

La loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral a modifié la carte des régions métropolitaines et apporté certaines modifications au scrutin régional, s'agissant tant de la période d'organisation des élections que de la durée des mandats ou encore des modalités de répartition des sièges :

- **calendrier** : initialement prévu par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 concomitamment au renouvellement général des conseils départementaux en mars 2015, le **renouvellement général des conseils régionaux a été reporté à décembre 2015** (article 10-II-1° de la loi du 16 janvier 2015);

- **durée des mandats** : pour les mandats acquis lors du présent renouvellement, **la durée du mandat est réduite de neuf mois, ceux-ci prenant fin en mars 2021** (article 10-II-4° de la loi précitée) ;

- **effectif et répartition des sièges** : le nombre total des conseillers régionaux et leur répartition entre les régions reconfigurées demeurent inchangés. Le nombre de candidats par section départementale, fixé par le tableau n° 7 annexé au code électoral (article 5 de la loi précitée), a été établi en fonction de l'importance démographique de chaque département.

Par ailleurs, **les conseils régionaux doivent désormais compter au moins deux conseillers régionaux issus de chaque département dont la population est inférieure à 100 000 habitants et quatre conseillers issus de chaque département dont la population est de 100 000 habitants et plus** (article 6 de la loi précitée).

Sera également expérimentée à l'occasion des élections régionales de décembre 2015 la mise en ligne de la propagande sur un site spécialement dédié, sous réserve d'un accord des candidats.

Les programmes seront disponibles à l'adresse <http://www.programme-candidats.interieur.gouv.fr> à partir du 23 novembre.

Chaque électeur continuera toutefois de recevoir à son domicile une enveloppe contenant les circulaires et les bulletins de vote des listes candidates.

Les élections régionales et des assemblées de Corse de Guyane et de Martinique : comprendre ce qui change

Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre 2015. A partir du 1^{er} janvier 2016, en application de la loi 2015-29 du 16 janvier 2015, la France sera organisée en 13 régions métropolitaines créées à partir des 22 anciennes (en incluant la collectivité territoriale de Corse). Certaines régions ont fusionné, sans modification des départements qui les composent.

Pour qui vote-t-on en décembre prochain ?

- Les 1671 conseillers régionaux des nouvelles régions métropolitaines (hors Corse) ;
- Les 51 membres de l'Assemblée de Corse, qui sont élus selon un mode de scrutin spécifique ;
- Les 41 conseillers régionaux de la Guadeloupe et les 45 conseillers régionaux de La Réunion ;
- Les conseils régionaux et généraux de Guyane et de Martinique seront remplacés à l'occasion des élections régionales de 2015 par une collectivité territoriale unique dans chacun de ces territoires (51 conseillers territoriaux à élire en Guyane et 51 en Martinique).

Quelles nouveautés pour le mode de scrutin ?

Les assemblées régionales sont renouvelées intégralement tous les 6 ans. La loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ne change pas le mode de scrutin, mais redéfinit le nombre des élus de chaque département au sein des conseils régionaux.

Les informations qui suivent sont valables pour les élections régionales. Pour les élections à l'Assemblée de Corse (cf. fiche 8) et aux assemblées de Guyane et de Martinique (art. L 558-1 et suivants du code électoral), les modes de scrutin sont légèrement différents.

- Au premier tour :

La liste qui recueille **la majorité absolue des suffrages exprimés reçoit un quart des sièges à pourvoir**, arrondi à l'entier supérieur (art. L338).

Les **autres sièges sont répartis** selon la règle de la plus forte moyenne **entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés**.

- Au second tour :

Si aucune liste n'obtient la majorité absolue, il est procédé à un second tour.

Seules sont autorisées à se présenter les listes ayant obtenu **au moins 10% des suffrages exprimés au premier tour**. En Corse, seules peuvent se présenter au second tour de scrutin les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 7 % du total des suffrages exprimés.

Par ailleurs, **entre les deux tours, les listes peuvent être modifiées**, notamment pour **fusionner avec des listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés**.

La répartition des sièges se fait selon les **mêmes règles que pour le premier tour**, à ceci près que la majorité absolue n'est plus requise.

La loi du 6 juin 2000 implique que les listes de candidats soient constituées selon un principe de **parité stricte au niveau des sections départementales**.

Les départements dont la population est inférieure à 100 000 habitants doivent disposer d'au moins 2 conseillers régionaux, contre 4 pour les départements dont la population est égale ou supérieure à 100 000 habitants.

Pourquoi une nouvelle carte des régions ?

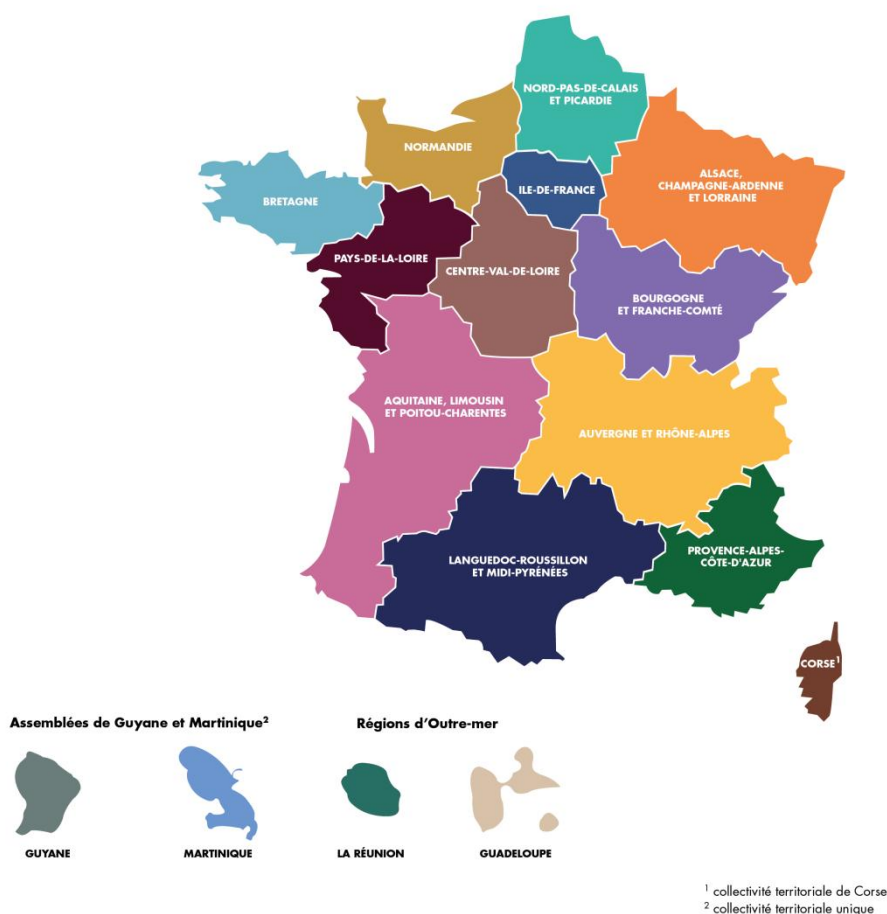
La réforme territoriale a pour objectif de rendre l'Etat plus efficace dans le nouveau cadre régional créé par la loi du 16 janvier 2015.

La réforme de l'Etat vise à renforcer les **capacités de pilotage stratégique** au niveau des grandes régions. Elle s'accompagne d'une **modernisation de la fonction publique**, avec comme objectifs **l'amélioration de la qualité du service public**, son **accessibilité** dans tous les territoires et le renforcement de la cohésion sociale territoriale. Au total, la France métropolitaine passera de 22 régions à 13 (en incluant la collectivité territoriale de Corse).

APRÈS LA RÉFORME

13 régions métropolitaines

(dont la collectivité territoriale de Corse¹)



Qui peut voter ?

Pour voter aux élections régionales, il faut être de nationalité française, âgé de 18 ans révolus, jouir de ses droits civils et politiques et être inscrit sur la liste électorale d'une des régions ou collectivités concernées par ce scrutin.

Combien de régions sont concernées par ce scrutin ?

- 13 régions métropolitaines (en incluant la collectivité territoriale de Corse)
- 2 régions d'Outre-mer (la Guadeloupe et La Réunion)
- 2 collectivités territoriales uniques (la Guyane, la Martinique)

La CORSE

La Corse élira les conseillers de son assemblée aux mêmes dates que les élections régionales.

La GUADELOUPE et La REUNION

La Réunion et la Guadeloupe participent aux élections régionales, en tant que régions d'Outre-mer.

La GUYANE et La MARTINIQUE

La Guyane et la Martinique, jusqu'ici régions d'Outre-mer, deviendront des collectivités territoriales uniques (régies par l'article 73 dernier alinéa) en même temps que les élections des 6 et 13 décembre prochains. La Guyane et la Martinique éliront leurs assemblées respectives aux mêmes dates que les élections régionales.

MAYOTTE

Mayotte ne participe pas aux élections régionales dans la mesure où il s'agit d'une collectivité territoriale unique qui exerce les compétences à la fois d'un département et d'une région d'Outre-mer. Ses conseillers départementaux ont été élus lors des élections départementales de mars 2015.

Les élections régionales et la réforme territoriale : ce qu'il faut savoir

Que prévoit la réforme ?

L'un des objectifs de la réforme territoriale est de clarifier le rôle de chaque échelon du territoire : commune, département, région. La refonte de la carte des régions, qui passe de 22 à 13 en métropole (en incluant la collectivité territoriale de Corse), devrait permettre de donner un poids plus important à ces collectivités, tant sur le plan géographique que démographique et économique.

Sept préfets préfigureurs sont chargés de la fusion des régions.

Les **noms provisoires des nouvelles régions** sont les noms des régions fusionnées juxtaposés par ordre alphabétique, sauf pour la Haute et la Basse-Normandie qui deviennent la « Normandie » ainsi que pour le Centre qui devient « Centre-Val-de Loire ».

Le **chef-lieu provisoire des nouvelles régions** a été déterminé par le décret **du 31 juillet 2015**, sauf pour la région « Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine », pour laquelle la loi avait disposé que le chef-lieu serait Strasbourg.

La loi prévoit que le nouveau conseil régional adopte, **avant le 1^{er} juillet 2016, une résolution unique** dans laquelle il se prononce sur le **nom définitif de la région**, le **chef-lieu définitif de la région**, l'emplacement **de l'hôtel de la région**, les règles de détermination des **lieux de réunion** des différentes instances de la région, et sur le programme de gestion des implantations immobilières de la région.

Quelles sont les compétences des régions ?

La région est la plus grande des collectivités territoriales. Elle est administrée par le conseil régional et son président, renouvelé tous les 6 ans.

Compétences des régions :

Développement économique
Gestion des fonds européens
Formation professionnelle, apprentissage et coordination des politiques des acteurs de l'emploi
Lycées
Environnement

Compétences partagées avec le département :

Tourisme
Culture
Sport

Le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République en cours d'examen au Parlement, prévoit de **renforcer les compétences de la région**, notamment en matière de **développement économique**, d'**aménagement du territoire** et de **transport**.

Quel est le rôle des préfets préfigureurs ?

Le Premier ministre a désigné en avril 2015 sept préfets préfigureurs chargés de préparer d'ici la fin juillet 2015 l'adaptation de l'organisation territoriale de l'Etat à la nouvelle carte des régions qui entre en vigueur au 1^{er} janvier prochain.

Les préfets préfigureurs sont chargés avec l'ensemble des équipes régionales, d'animer et de coordonner la réforme, de mener le dialogue avec les élus et la concertation avec les organisations syndicales. Ils doivent élaborer un projet d'organisation régionale, proposer une organisation fonctionnelle et une implantation géographique pour chaque direction régionale.

- **Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine**, le préfet de la région Alsace
- **Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes**, le préfet de la région Aquitaine
- **Bourgogne et Franche-Comté**, le préfet de la région Bourgogne
- **Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées**, le préfet de la région Midi-Pyrénées
- **Normandie**, le préfet de la région Haute-Normandie
- **Nord-Pas-de-Calais et Picardie**, le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
- **Auvergne et Rhône-Alpes**, le préfet de la région Rhône-Alpes

Quels étaient les derniers taux de participation aux élections régionales ?

Dans le cadre de comparaisons avec d'anciens taux de participation, il est nécessaire de rappeler que certaines régions fusionnent et qu'ainsi le nombre d'électeurs concernés dans une région ne sera pas le même pour ce scrutin.

Elections régionales 2004 / Métropole

Premier tour

- à **12h** : 18,48 %

- à **17h** : 49,66 %

* Taux de participation France entière : 60,84 %

Second tour

- à **12h** : 16,55 %

- à **17h** : 51,24 %

* Taux de participation France entière : 65,66 %

Elections régionales 2010 / Métropole

Premier tour

- à **12h** : 16,07 %

- à **17h** : 39,29 %

* Taux de participation France entière : 46,33 %

Second tour

- à **12h** : 18,57 %

- à **17h** : 43,47 %

* Taux de participation France entière : 51,21 %

Pour en savoir plus :

- **Secrétariat général - Dicom - Porte Parolat :**
01 40 07 26 78 / unitemedias-dicom@interieur.gouv.fr

- **Site internet du ministère de l'Intérieur :**
<http://www.interieur.gouv.fr/Elections>

- **Réseaux sociaux :**



@Place_Beauvau



www.facebook.com/ministere.interieur

SOMMAIRE

Fiche 1	Les principes généraux Les textes applicables Le calendrier électoral Le mode de scrutin Qui peut voter ? Le vote par procuration
Fiche 2	Les conditions de candidature, d'inéligibilité et d'incompatibilité Les conditions de candidature Les conditions d'inéligibilité Les incompatibilités
Fiche 3	La déclaration de candidature Le contenu de la déclaration de candidature Les délais et modalités de dépôt des déclarations de candidature
Fiche 4	La campagne électorale Les moyens de propagande Les moyens de propagande autorisés et interdits sur internet La communication des collectivités territoriales La commission de propagande
Fiche 5	Le financement de la campagne électorale Le mandataire financier Le compte de campagne Les financements Le contrôle du financement
Fiche 6	Les opérations de vote Les heures d'ouverture et de clôture du scrutin La commission de contrôle des opérations de vote Règles de validité des suffrages Compte-rendu des opérations de vote Le vote des personnes handicapées
Fiche 7	Le recensement général des votes et le contentieux Le recensement général des votes Le contentieux
Fiche 8	L'élection à l'Assemblée de Corse L'Assemblée de Corse L'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse
Fiche 9	L'après élection L'élection des présidents des assemblées régionales Déclaration de situation patrimoniale

ANNEXES

Annexe 1	Le calendrier des opérations électorales
Annexe 2	L'effectif des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique, et nombre de candidats par section départementale
Annexe 3	La carte de France avant-après la réforme
Annexe 4	Les inéligibilités tenant aux fonctions exercées
Annexe 5	Les taux de participation aux élections régionales depuis 1986
Annexe 6	La participation électorale sous la V ^e République
Annexe 7	La participation à 12h et 17h en métropole lors des précédents scrutins
Annexe 8	Les résultats des élections des 14 et 21 mars 2010
Annexe 9	Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2004
Annexe 10	Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2010
Annexe 11	Statistiques concernant les élus à l'issue des élections de 2010
Annexe 12	La liste des présidents des conseils régionaux (au 1er septembre 2015)
Annexe 13	Coordonnées utiles

Fiche 1 - Les principes généraux

L'élection des conseillers régionaux aura lieu le dimanche 6 décembre 2015 et en cas de second tour le dimanche 13 décembre 2015 (décret n° 2015-939 du 30 juillet 2015 portant convocation des collèges électoraux pour procéder à l'élection des conseillers régionaux, des conseillers à l'Assemblée de Corse, des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique).

A - Les textes applicables

- Code général des collectivités territoriales (CGCT) : art. L. 4131-1, L. 4131-3 et L. 4132-1 ;
- Code électoral : art. L. 1^{er} à L. 118-4, L. 335 à L. 363, R. 1^{er} à R. 97, R. 99, R. 109-2 et R. 182 à R. 190 ;
- Loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion ;
- Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (art. 13, 14, 16 et 108) ;
- **NOUVEAU** Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- **NOUVEAU** Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

B - Le calendrier électoral

Cf. Annexe 1 : le calendrier électoral

C - Le mode de scrutin

Les conseillers régionaux sont élus pour 6 ans et sont rééligibles. Les mandats des conseillers régionaux élus lors du présent renouvellement général seront toutefois d'une durée légèrement inférieure à 6 ans dans la mesure où la loi du 16 janvier 2015 prévoit expressément que ces mandats prendront fin en mars 2021.

Les conseils régionaux se renouvellent intégralement (article L. 336 du code électoral).

Conformément aux dispositions de l'article L. 338 du code électoral, les conseillers régionaux sont élus au suffrage universel direct, dans chaque région au scrutin de liste à deux tours, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

Les listes sont régionales mais constituées d'autant de sections qu'il y a de départements dans la région.

NOUVEAU La métropole de Lyon est assimilée à un département (article 4 de la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015).

NOUVEAU L'article 7 de la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral prévoit que le renouvellement général des conseils régionaux a lieu dans le cadre des nouvelles délimitations régionales.

NOUVEAU Le nombre de candidats par section départementale, défini dans le tableau n° 7 annexé à l'article L. 337, est désormais fonction de l'évolution démographique de chaque département (cf. annexe 2 : effectifs des conseils régionaux et nombre de candidats par section départementale).

L'élection est acquise au premier tour de scrutin si une liste recueille la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas contraire, il est procédé à un second tour.

Pour qu'une liste puisse se présenter au second tour, elle doit avoir obtenu au premier tour un nombre de voix au moins égal à 10 % du nombre des suffrages exprimés au niveau de la région. Si aucune liste n'obtient ce score ou si une seule liste l'obtient, les deux listes arrivées en tête peuvent se présenter au second tour (art. L. 346).

Toutefois, la composition de ces listes peut être modifiée par rapport au premier tour en incluant des candidats de listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés et avec l'accord du candidat tête de la liste sur laquelle ils figuraient au premier tour.

Les candidats d'une même liste au premier tour ne peuvent pas figurer sur des listes différentes au second tour.

A l'issue de l'élection, il est procédé à l'attribution des sièges :

1) Attribution des sièges entre les listes (art. L. 338 et suivants)

Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix dans la région une prime égale au quart du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes qui ont obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

2) Attribution des sièges de chaque liste au sein des sections départementales

Les sièges attribués à chaque liste sont répartis entre les différentes sections départementales qui la composent au prorata des voix obtenues par la liste dans chaque département. Cette attribution opérée, les sièges restant à attribuer sont répartis entre les sections départementales selon la règle de la plus forte moyenne.

Si plusieurs sections départementales ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la section départementale qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section départementale.

NOUVEAU 3) Instauration d'un nombre minimal de sièges par département

Si après cette répartition des sièges un département dont la population est inférieure à 100 000 habitants ne compte pas au moins deux conseillers régionaux, un ou plusieurs sièges

attribués à la liste arrivée en tête au niveau régional sont réattribués à la section ou aux sections départementales de cette liste afin que chaque département dispose de deux sièges au moins.

De la même manière, si un département dont la population est égale ou supérieure à 100 000 habitants ne compte pas au moins quatre conseillers régionaux, un ou plusieurs sièges attribués à la liste arrivée en tête au niveau régional sont réattribués à la section ou aux sections départementales de cette liste afin que chaque département dispose au moins de quatre sièges.

Le ou les sièges ainsi réattribués correspondent au dernier siège ou aux derniers sièges attribués à la liste arrivée en tête au niveau régional et répartis entre les sections départementales, sous réserve du cas où les départements prélevés seraient attributaires d'un seul ou de deux sièges si le département compte une population de moins de 100 000 habitants, ou de moins de cinq sièges si le département compte au moins 100 000 habitants.

D - Qui peut voter ?

Pour pouvoir voter, deux conditions doivent être remplies :

1) Etre électeur

Sont électeurs tous les Français et Françaises :

- âgés de 18 ans ;
- jouissant de leurs droits civils et politiques ;
- n'étant dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi.

2) Etre inscrit sur les listes électorales

L'élection se fera sur la base des listes électorales telles qu'elles ont été arrêtées **au 30 novembre 2015**, à la suite de l'adoption de la loi n° 2015-852 du 13 juillet 2015 visant à la réouverture exceptionnelle des délais d'inscription sur les listes électorales et de son décret d'application n° 2015-882 du 17 juillet 2015.

Cas particulier des Français établis hors de France :

Ils ne pourront voter que s'ils sont inscrits sur la liste électorale d'une commune en France.

Les Français établis hors de France pourront dans ce cas voter personnellement ou par procuration dans la commune dans laquelle ils figurent sur les listes électorales.

E - Le vote par procuration

Il est possible de voter par procuration lors des élections régionales.

Le vote par procuration permet de se faire représenter, le jour d'une élection, par un électeur de son choix.

1) Qui peut voter par procuration ?

L'article L. 71 du code électoral fixe les trois catégories d'électeurs qui sont autorisés à voter par procuration :

- les électeurs attestant sur l'honneur qu'en raison d'une obligation professionnelle, d'un handicap, pour raison de santé ou en raison de l'assistance apportée à une personne malade ou infirme, il leur est impossible d'être présent dans leur commune d'inscription le jour du scrutin ou de participer à celui-ci en dépit de leur présence dans la commune ;

- les électeurs attestant sur l'honneur qu'en raison d'une obligation de formation, parce qu'ils sont en vacances, ou parce qu'ils résident dans une commune différente de celle où ils sont inscrits sur une liste électorale, ils ne sont pas présents dans leur commune d'inscription le jour du scrutin ;
- les personnes placées en détention provisoire et les détenus purgeant une peine n'entraînant pas une incapacité électorale.

2) Le mandataire

La personne que le mandant choisit pour voter en son nom (le mandataire) doit jouir de ses droits électoraux et être inscrite sur les listes électorales de la même commune que l'électeur qui donne procuration (le mandant). A Paris, Lyon et Marseille, il n'est pas nécessaire d'être inscrit dans le même arrondissement. Il n'est pas non plus nécessaire que le mandataire soit inscrit dans le même bureau de vote que le mandant.

Un mandataire ne peut disposer, pour chaque scrutin, de plus de deux procurations, dont une seule établie en France.

3) Comment et auprès de qui établir une procuration ?

C'est le mandant qui la demande. Le mandataire n'a pas besoin d'être présent.

La procuration peut concerner soit le premier tour, soit le second tour, soit les deux tours d'une élection, soit toutes les élections à partir d'un délai maximal d'un an à compter de la demande de procuration. La procuration peut être établie tout au long de l'année.

L'électeur a deux possibilités pour établir sa procuration :

- soit remplir un formulaire cartonné disponible dans les tribunaux, commissariats, gendarmeries ou consulats ;
- soit remplir la demande de procuration en ligne ou l'imprimer et la remplir manuellement.

A cet effet, un formulaire CERFA a été mis en ligne sur www.service-public.fr. Le mandant doit ensuite se déplacer auprès des autorités habilitées pour prouver son identité et la réalité de son consentement, puis dater et signer sur place le formulaire.

Les autorités habilitées à recevoir les procurations sont les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, les tribunaux d'instance et les consulats.

La procuration peut être établie dans le ressort du lieu de résidence ou du lieu de travail.

Pour des raisons pratiques liées à la nécessité de prévenir la commune du mandataire, il est recommandé d'effectuer les demandes de procuration le plus tôt possible.

Une procuration peut être résiliée à tout moment selon la même procédure que celle de son établissement.

Il est fortement recommandé d'informer le mandataire de ce changement pour éviter toute difficulté.

Fiche 2 - Les conditions de candidature, d'inéligibilité et d'incompatibilité

A - Les conditions de candidature

Chaque candidat doit remplir plusieurs conditions pour pouvoir figurer régulièrement sur une liste :

- avoir dix-huit ans révolus au plus tard le 5 décembre 2015 ;
- avoir la qualité d'électeur et jouir de ses droits civils et politiques ;
- être domicilié dans la région ou y être inscrit au rôle d'une des contributions directes au 1^{er} janvier 2015 ou justifier devoir y être inscrit à cette date ;
- ne pas être candidat sur plus d'une liste et dans plus d'une région ;
- ne pas être dans un cas d'inéligibilité ou d'incapacité prévu par la loi.

B - Les conditions d'inéligibilité

L'inéligibilité interdit de se présenter à une élection. Les conditions d'éligibilité s'apprécient à la date du premier tour de scrutin.

Il y a deux types d'inéligibilité :

- les inéligibilités tenant à la personne :

Ne peuvent être élues :

- les personnes placées sous curatelle ou sous tutelle ;
- les personnes qui ne justifient pas avoir satisfait aux obligations concernant le service national ;
- les personnes dont la condamnation empêche temporairement l'inscription sur une liste électorale ;
- les personnes privées par décision judiciaire de leur droit d'éligibilité, en application des lois qui autorisent cette privation ;
- les personnes déclarées inéligibles par une décision définitive du juge de l'élection pour non respect de la législation sur les comptes de campagne ou qui ont accompli des manœuvres frauduleuses ayant eu pour objet ou pour effet de porter atteinte à la sincérité du scrutin et dont l'inéligibilité court.

- les inéligibilités tenant aux fonctions :

Le code électoral fixe la liste des personnes inéligibles au mandat de conseiller régional, en raison de l'exercice de fonctions susceptibles d'influencer les électeurs (Cf. annexe 3).

C - Les incompatibilités

L'incompatibilité n'interdit pas la candidature mais s'oppose à la conservation simultanée du mandat et de la fonction mettant l' élu en situation d'incompatibilité. Ainsi, en cas d'élection, le candidat élu devra opter entre le mandat acquis et la fonction ou le mandat incompatible. L'existence d'une incompatibilité est donc sans incidence sur la régularité de l'élection.

Les incompatibilités ne s'appliquent qu'aux conseillers régionaux proclamés élus et non aux suivants de liste non encore appelés à exercer les fonctions de conseiller régional.

L'exercice de certaines fonctions est ainsi incompatible avec la qualité de conseiller régional.

Ces incompatibilités sont indépendantes du ressort d'exercice des fonctions et sont donc applicables dans toute la France quelle que soit la circonscription dans lequel l'intéressé est élu.

Le conseiller régional qui se trouve, à la suite de son élection, en situation d'incompatibilité, doit choisir entre l'exercice de son mandat de conseiller régional et la conservation de son emploi. Dans cette hypothèse, l'intéressé dispose d'un délai d'un mois à partir de la date de l'élection pour mettre fin à la situation d'incompatibilité. A défaut d'option dans ce délai, il est réputé démissionnaire d'office de son mandat. Cette démission est constatée par arrêté du préfet de région (art. L. 344).

En cas de contestation de l'élection, les incompatibilités prennent effet à la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.

Sont ainsi incompatibles avec le mandat de conseiller régional, les fonctions suivantes :

- les militaires de carrière ou assimilés, en activité de service ou servant au-delà de la durée légale ;
- les préfets, les sous-préfets, secrétaires généraux, directeurs de cabinet de préfet ou sous-préfets chargés de mission auprès d'un préfet, ainsi que les secrétaires en chef de sous-préfecture ;
- les fonctionnaires des corps actifs de police ;
- les agents salariés de la région ;
- les entrepreneurs des services régionaux ;
- les agents salariés des établissements publics et agences créés par les régions ;
- les membres du conseil économique, social et environnemental régional ;
- les magistrats des chambres régionales des comptes dans le ressort des chambres régionales auxquelles appartiennent ou ont appartenu depuis moins de cinq ans les magistrats.

En ce qui concerne le cumul des mandats, un conseiller régional ne peut détenir qu'un seul autre des mandats locaux suivants : conseiller municipal, conseiller départemental, conseiller de Paris, conseiller à l'assemblée de Guyane, conseiller à l'assemblée de Martinique.

Par ailleurs, le mandat de député, de sénateur ou de représentant au Parlement européen ne peut être cumulé avec plus d'un des mandats locaux suivants : conseiller municipal d'une commune d'au moins 1 000 habitants, conseiller de Paris, conseiller départemental, conseiller régional, conseiller de l'Assemblée de Corse, conseiller à l'Assemblée de Guyane, conseiller à l'Assemblée de Martinique.

En outre, nul ne peut être membre de plusieurs conseils régionaux ou conseiller régional et conseiller de l'Assemblée de Corse.

Nouveau Enfin, la loi organique n° 2014-125 du 14 février 2014 interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député ou de sénateur a introduit un nouvel article L.O. 141-1 selon lequel le mandat de député ou de sénateur est incompatible avec les fonctions de président et de vice-président de conseil régional. Ces dispositions s'appliqueront à tout parlementaire à compter du premier renouvellement de l'assemblée à laquelle il appartient suivant le 31 mars 2017.

Fiche 3 - La déclaration de candidature

A - Le contenu de la déclaration de candidature

La déclaration de candidature est obligatoire pour chaque liste de candidats et pour les deux tours de scrutin.

Le nombre de sièges à pourvoir et de candidats exigés figure dans l'annexe 2.

Il n'est pas possible de déclarer une liste incomplète ne présentant pas le nombre de candidats requis dans chaque section départementale ou de présenter une liste uniquement pour une ou plusieurs sections qui ne recouvriraient pas l'ensemble des départements de la région.

La liste de candidats doit être composée de sections départementales dans lesquelles alternent des candidats de chaque sexe. La parité ne s'apprécie donc pas au sein de la liste dans son ensemble mais au sein de chaque section départementale. Ainsi rien n'interdit que les premiers de liste des différentes sections soient tous de même sexe.

Ces règles s'appliquent également aux listes présentes au second tour et issues de la fusion de listes présentes au premier tour.

La déclaration de candidature est faite collectivement par le candidat désigné tête de liste ou un mandataire désigné par ce dernier.

Désormais, la déclaration de candidature doit être rédigée sur un imprimé. Un modèle de déclaration composée de deux formulaires CERFA est mis à disposition des candidats dans le **mémento à l'usage des candidats** disponible sur les sites Internet des services du représentant de l'État ainsi que sur le site Internet du ministère de l'intérieur : www.interieur.gouv.fr.

A la déclaration de candidature sont jointes les pièces de nature à prouver que chaque candidat possède la qualité d'électeur et dispose d'une attache avec la région telle qu'elle est définie à l'article L. 339.

Pour chaque tour de scrutin, la déclaration comporte la signature de chaque candidat, sauf, pour le second tour, lorsque la composition d'une liste n'a pas été modifiée.

On ne peut être candidat sur plus d'une liste et dans plus d'une région ou collectivité.

B - Les délais et modalités de dépôt des déclarations de candidature

1) Les délais et lieux de dépôt

La déclaration de candidature est déposée à la préfecture désignée chef-lieu de région ou de collectivité.

Pour le premier tour, les déclarations de candidature sont déposées à partir du lundi 2 novembre 2015 et jusqu'au lundi 9 novembre 2015 à midi.

Les déclarations de candidature **pour le second tour** de scrutin sont déposées à partir du lundi 7 décembre 2015 et jusqu'au mardi 8 décembre 2015 à 18 heures.

2) Les modalités

La déclaration de candidature est déposée par le candidat tête de liste ou par le mandataire qu'il aura désigné.

Aucun autre mode de déclaration de candidature, notamment par voie postale, par télécopie ou par messagerie électronique, n'est admis.

Pour le premier tour, un reçu provisoire est délivré au candidat désigné tête de liste ou à son mandataire attestant du dépôt de la déclaration de candidature. Les services du représentant de l'État dans la région vérifient ensuite que la déclaration de candidature est régulière. Après ce contrôle, les listes régulières en la forme et sur le fond sont définitivement enregistrées et un récépissé définitif attestant de l'enregistrement de la liste est alors délivré au plus tard le vendredi 13 novembre 2015 à 12 heures. Si tel n'est pas le cas, la liste est rejetée, le refus d'enregistrement devant être motivé.

En cas de refus d'enregistrement, le candidat désigné tête de liste ou son mandataire dispose d'un délai de quarante-huit heures pour contester ce refus devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le chef-lieu de région, qui statue sous trois jours. Si le tribunal administratif ne s'est pas prononcé dans ce délai, la liste doit être enregistrée.

Lorsque le refus d'enregistrement est motivé par l'inéligibilité d'un candidat, la liste dispose d'un délai de 48 heures pour se compléter à compter de ce refus ou de la décision du tribunal administratif confirmant ce refus.

En cas de second tour, le récépissé définitif est délivré dès le dépôt de la déclaration, si la liste est conforme aux dispositions du code électoral.

Le candidat désigné tête de liste ou son mandataire dispose d'un délai de vingt-quatre heures pour contester l'éventuel refus d'enregistrement devant le tribunal administratif qui statue dans les vingt-quatre heures de la requête. Si le tribunal administratif ne s'est pas prononcé dans ce délai, la liste doit être enregistrée.

Dans tous les cas, les décisions du tribunal administratif ne peuvent être contestées qu'à l'occasion d'un recours contre l'élection.

Pour chaque tour de scrutin, aucun retrait de candidature à titre individuel n'est autorisé.

Les listes complètes peuvent être retirées au plus tard le samedi 14 novembre 2015 à midi pour le premier tour et le mardi 8 décembre 2015 à 18 heures pour le second tour.

Le retrait peut intervenir sous la forme d'un document collectif comportant la signature de la majorité des candidats de la liste en regard de leur nom ou sous la forme de retraits individuels de candidature présentés par la majorité des candidats. Le retrait d'une liste permet, le cas échéant, aux candidats de la liste de figurer dans une nouvelle déclaration de candidature déposée dans le délai de dépôt des candidatures.

Fiche 4 - La campagne électorale

La campagne électorale est ouverte à partir du lundi 23 novembre 2015 à zéro heure et s'achève le samedi 5 décembre 2015 à minuit, pour le premier tour et, le cas échéant, du lundi 7 décembre 2015 à zéro heure jusqu'au samedi 12 décembre 2015 à minuit pour le second tour.

A - Les moyens de la propagande

1 - Les moyens de propagande licites

- **Les réunions électorales**

Les réunions électorales peuvent être tenues dans les conditions prévues par la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion et par la loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques.

Les réunions publiques sont libres et peuvent donc avoir lieu sans autorisation préalable.

- **L'affichage électoral**

Les listes de candidats disposent d'emplacements d'affichage dès l'ouverture de la campagne électorale. Chaque liste ne dispose que d'un seul emplacement.

Dès l'ouverture de la campagne électorale, les panneaux d'affichage destinés à l'apposition des affiches électorales sont mis en place par les mairies.

Les emplacements d'affichage sont attribués en fonction d'un tirage au sort effectué à l'issue du délai de dépôt des candidatures, entre les liste de candidats dont la déclaration de candidature a été enregistrée.

Les affiches sont imprimées et apposées par les soins des candidats ou de leurs représentants.

Elles permettent à la liste d'exposer son programme.

Les affiches doivent avoir une largeur maximale de 594 millimètres et une hauteur maximale de 841 millimètres. Les affiches électorales sur papier blanc ou qui comprennent la combinaison des trois couleurs bleu, blanc et rouge à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique sont interdites.

Le nombre d'affiches pouvant être apposées sur les emplacements prévus à cet effet n'est pas limité. Seul est réglementé le nombre des affiches pouvant faire l'objet d'un remboursement dans le cadre des dépenses de propagande.

- **La propagande électorale (professions de foi et bulletins de vote)**

 *Expérimentation de dématérialisation de la propagande*

À l'occasion de ces élections, le ministère de l'intérieur met en place à titre expérimental un dispositif de publication sur internet des professions de foi et des bulletins de vote des listes de candidats pour chacun de ces scrutins. Ils seront consultables à l'adresse : www.programme-candidats.interieur.gouv.fr.

Cette expérimentation a pour finalité de favoriser la participation électorale et d'améliorer l'information des électeurs lors des élections, en leur permettant d'accéder dès le début de la campagne officielle aux documents de propagande des listes de candidats. La communication des documents se fait sur un site internet dédié, accessible à tout moment et à partir de n'importe quelle connexion internet.

Ainsi, dans l'ensemble des régions et collectivités concernées par ces scrutins, outre les documents de propagande qu'ils recevront par voie postale à leur domicile, les électeurs disposeront d'un moyen d'information complémentaire sur les candidatures et les programmes de ces listes.

Les documents de propagande numérisés seront consultables pour chaque région ou collectivité sur un site internet spécifique mis à disposition par le ministère de l'intérieur.

Les professions de foi

Chaque liste de candidats peut faire adresser à chaque électeur, par la commission de propagande, une seule circulaire, d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré et d'un format de 210 x 297 millimètres. La combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique, est interdite. La circulaire peut être imprimée *recto verso*.

Son texte doit être uniforme pour l'ensemble de la région, il ne peut ainsi y avoir de circulaires différentes par section départementale.

L'impression des circulaires est à la charge des listes de candidats.

Les bulletins de vote

Ils doivent être imprimés en une seule couleur sur papier blanc (art. R. 30).

Les bulletins doivent être d'un grammage compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré et avoir le format 210 x 297 millimètres.

Depuis le décret n° 2013-938 du 18 octobre 2013, les bulletins de vote doivent être au format paysage c'est-à-dire horizontal.

Les bulletins mis à disposition des électeurs doivent comporter le titre de la liste, les nom et prénoms du candidat désigné tête de liste ainsi que les nom et prénom(s) de chacun des candidats, par section départementale, dans l'ordre de présentation résultant de la déclaration enregistrée en préfecture.

Les bulletins peuvent être imprimés *recto verso*.

Le bulletin peut comporter des photos, l'emblème d'un ou plusieurs partis ou groupements politiques, sous réserve que ces photos ou emblèmes soient imprimés d'une seule couleur. Il peut également y être fait mention, par exemple, de mandats électoraux, titres, distinctions, âge, qualité, profession et appartenance politique des candidats.

Le bulletin de vote doit être le même dans l'ensemble de la circonscription électorale.

L'impression des bulletins est à la charge des listes de candidats.

2 - Les moyens de propagande interdits

Il est interdit à tout agent de l'autorité publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, professions de foi et circulaires de listes de candidats (art. L. 50).

- **Sont interdits depuis le 1er juin 2015 et jusqu'à la date du scrutin où le résultat est acquis :**

- toute campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin ;
- l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle ;
- le recours à tout affichage relatif à l'élection en dehors des emplacements réservés à cet effet, sur l'emplacement réservé aux autres candidats ainsi qu'en dehors des panneaux d'affichage d'expression libre lorsqu'il en existe ;
- le fait de porter à la connaissance du public par un candidat ou à son profit un numéro d'appel téléphonique ou télématique gratuit.

- **Sont interdits à compter du lundi 23 novembre 2015 et jusqu'à la clôture du second tour :**

- les affiches électorales sur papier blanc ou qui comprennent la combinaison des trois couleurs : bleu, blanc et rouge, à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique ;
- l'impression et l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de circulaires, affiches et bulletins de vote pour la propagande électorale, en dehors des conditions fixées par les dispositions en vigueur (art. L. 211 par renvoi prévu aux articles L. 356 et L. 377) ;
- tout affichage relatif à l'élection sur l'emplacement réservé aux autres listes de candidats.

- **Il est interdit, à partir du samedi 5 décembre 2015 à zéro heure pour le premier tour et du samedi 12 décembre 2015 à zéro heure pour le deuxième tour :**

- de distribuer ou faire distribuer des bulletins, circulaires et autres documents, notamment des tracts (L. 49, 1^{er} alinéa) ;
- de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication au public par voie électronique tout message ayant le caractère de propagande électorale (art. L. 49, 2^{ème} alinéa) ;
- de procéder, par un système automatisé ou non, à l'appel téléphonique en série (technique dite du « *phoning* ») des électeurs afin de les inciter à voter pour un candidat (art. L.49-1).

- **Interdiction le jour du scrutin**

- Il est interdit de distribuer ou faire distribuer le jour du scrutin des bulletins, circulaires et autres documents (art. L. 49).
- Aucun résultat d'élection, partiel ou définitif, ne peut être communiqué au public par la voie de la presse ou par tout moyen de communication au public par voie électronique, en métropole, avant la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain (art. L. 52-2). Il en est de même dans chaque région ou collectivité d'outre-mer avant la fermeture de son dernier bureau de vote.
- La loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion prévoit que la veille de chaque tour de scrutin ainsi que le jour de celui-ci, sont interdits, par quelque moyen que ce soit, la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage ayant un rapport avec l'élection. Cette interdiction est également applicable aux sondages ayant fait l'objet d'une publication, d'une diffusion ou d'un commentaire avant la veille

de chaque tour de scrutin. Elle ne fait pas obstacle à la poursuite de la diffusion des publications parues ou des données mises en ligne avant cette date.

B - Les moyens de propagande autorisés et interdits sur Internet

L'article L. 48-1 prévoit que les interdictions et restrictions prévues par le code électoral en matière de propagande sont applicables à tout message ayant le caractère de propagande électorale diffusé par tout moyen de communication au public par voie électronique.

1 - Publicité commerciale et Internet

Il est interdit de recourir, à des fins de propagande électorale, à tout procédé de publicité commerciale par voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle pendant les six mois précédant le premier jour du mois de l'élection, soit depuis 1^{er} juin 2015.

La réalisation et l'utilisation d'un site Internet ou d'un blog ne revêtent pas le caractère d'une publicité commerciale au sens de ces dispositions (CE, 8 juillet 2002, n°239220 ; CE, 30 avril 2009, n° 322149). En revanche, cette interdiction peut être entendue comme s'appliquant à tous les procédés de publicité couramment employés sur Internet (achat de liens sponsorisés ou de mots-clefs, ou référencement payant notamment). Les listes ne peuvent donc pas y recourir pendant cette période.

Par ailleurs, l'affichage de messages publicitaires sur leur site pourrait avoir pour conséquence de mettre les listes en infraction avec les dispositions de l'article L. 52-8 qui prohibe tout financement de campagne électorale par une personne morale, à l'exception des partis ou groupements politiques. Cependant, le juge de l'élection considère que l'utilisation d'un service gratuit de l'hébergement de sites Internet, proposé de manière indifférenciée à tous les sites licites par une société se réservant le droit d'inclure un bandeau ou des fenêtres publicitaires sur les sites hébergés, ne méconnaît pas les dispositions de l'article L. 52-8 dès lors que la gratuité de l'hébergement en contrepartie de la diffusion de messages publicitaires ne constitue pas un avantage spécifique au candidat (CE, 18 octobre 2002, n°240048).

2 - Sites Internet la veille et le jour du scrutin

Le premier alinéa de l'article L. 49, qui « *interdit de distribuer ou faire distribuer, le jour du scrutin, des bulletins, circulaires et autres documents* », n'a pas pour effet d'empêcher le maintien en ligne d'un site ce jour-là (CE, 8 juillet 2002, n°240048).

Le deuxième alinéa de cet article L. 49, qui interdit « *à partir de la veille du scrutin à zéro heure (...) de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication au public par voie électronique tout message ayant le caractère de propagande électorale* », s'applique aux sites Internet, « blogs », aux pages Facebook des candidats ou aux messages sur le réseau social Twitter (CE n°385859 du 17 juin 2015, élections municipales de Montreuil). Cependant, cette disposition n'est pas interprétée par la jurisprudence comme prohibant le maintien en ligne du site mais seulement comme interdisant une modification qui s'analyserait comme un nouveau message la veille et le jour du scrutin.

Les candidats sont ainsi incités à « bloquer » les discussions entre internautes se déroulant sur leur site Internet la veille du scrutin à zéro heure, soit le samedi à zéro heure (ce qui correspond au vendredi à minuit).

C - La communication des collectivités territoriales

Aucune disposition ne contraint les collectivités territoriales à cesser de mener des actions de communication à l'approche de l'élection. Néanmoins, la communication des collectivités ne doit pas être constitutive d'une propagande électorale en faveur des listes.

1 - Organisation d'événements

Les inaugurations, cérémonies ou fêtes locales doivent avoir un contenu neutre et informatif, portant sur des thèmes d'intérêt général, sans qu'il ne soit fait référence à l'élection à venir ou à la présentation des projets qu'il est envisagé de mener après l'élection. Ces dispositions concernent notamment les discours qui pourraient être prononcés à cette occasion, les documents remis aux participants ainsi que les films présentés.

Par ailleurs, l'événement ne doit pas avoir lieu spécialement à l'approche des élections mais doit être organisé conformément à une périodicité habituelle et dans des conditions identiques à une manifestation équivalente.

2 - Bulletins d'information

Un bulletin d'information doit avoir un caractère neutre et informatif et être consacré à des projets ou à des manifestations intéressant la vie locale. Ce document doit présenter un contenu habituel et revêtir une présentation semblable (texte et photographies éventuelles) aux précédentes éditions.

3 - Sites Internet des collectivités territoriales

Les sites Internet des collectivités territoriales sont tenus de respecter le principe de neutralité des moyens publics et n'ont donc pas vocation à participer directement ou indirectement à la campagne électorale des candidats.

L'utilisation d'un site Internet d'une collectivité territoriale pour les besoins de la campagne électorale d'un candidat est assimilable à un financement par une personne morale, prohibé par le deuxième alinéa de l'article L. 52-8.

Un lien établi à partir d'un site Internet institutionnel vers le site d'un candidat pourrait être assimilé à un avantage en nature de la part d'une personne morale, prohibé par les dispositions ci-dessus.

Toutes les campagnes de promotion publicitaire ne sont pas interdites aux collectivités à compter de la période mentionnée ci-dessus mais seulement celles qui, assurant la promotion de leurs réalisations ou de leur gestion, peuvent avoir un lien avec les élections régionales, notamment lorsqu'elles évoquent un candidat.

D - La commission de propagande

Il est institué, au plus tard le lundi 16 novembre 2015, dans chaque département, une commission chargée d'assurer l'envoi et la distribution de tous les documents de propagande électorale.

Toutefois, le contrôle de conformité avant envoi est effectué par la commission de propagande du département chef-lieu de région, qui transmet sans délai ses décisions aux commissions de propagande des autres départements de la région.

La commission adresse à tous les électeurs avant chaque tour de scrutin une circulaire et un bulletin de vote de chaque liste et envoie dans chaque mairie avant chaque tour de scrutin tous les bulletins de vote de chaque liste en nombre au moins égal à celui des électeurs inscrits.

Les documents doivent être envoyés aux électeurs au plus tard le mercredi 2 décembre 2015 pour le premier tour et le jeudi 10 décembre pour le second tour.

La liste ou son mandataire peut également assurer elle-même la distribution de ses bulletins de vote en les remettant aux maires, au plus tard la veille du scrutin à midi, ou au président du bureau de vote le jour du scrutin.

La liste ou son mandataire peut, à tout moment, demander le retrait de ses bulletins de vote à l'autorité qui les détient. Sa candidature reste néanmoins valable et figure toujours sur les états récapitulatifs des candidatures.

En ce qui concerne la propagande mise en ligne dans le cadre de l'expérimentation, elle doit au même titre que la propagande papier être validée par la commission de propagande.

Fiche 5 - Le financement de la campagne électorale

Les dispositions du code électoral prévoient un système de financement des campagnes électorales inspiré par trois objectifs :

- la transparence des financements avec l'établissement d'un compte de campagne ;
- la maîtrise du montant des dépenses, limitées par un plafond ;
- le contrôle des comptes de campagne par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

A - Le mandataire financier

Pour le recueil des fonds nécessaires au financement de la campagne, le recours à un mandataire est obligatoire.

Le mandataire est l'intermédiaire obligatoire entre le candidat et les tiers qui participent au financement de la campagne. Il a un rôle essentiel dans l'organisation matérielle et financière de la campagne.

Il peut s'agir :

- soit d'une personne morale dénommée « association de financement électorale » (association régie par la loi 1901) ;
- soit d'une personne physique appelée « mandataire financier ».

Le mandataire financier doit ouvrir et gérer un compte de dépôt spécialement et expressément affecté aux opérations financières de la campagne et tenir des comptes qui seront annexés au compte de campagne.

Le mandataire est chargé de percevoir les recettes, d'effectuer les dépenses et de gérer le compte bancaire par lequel transitent les fonds.

La désignation d'un mandataire financier s'impose à chaque candidat tête de liste.

Un mandataire financier ne peut être commun à plusieurs candidats tête de liste pour une même élection (art. L. 52-4 du code électoral). Cette interdiction vaut pour l'ensemble des circonscriptions régionales. En conséquence, une personne déjà déclarée mandataire financier d'un candidat tête de liste ne peut devenir mandataire financier d'un autre candidat tête de liste même si ces candidats tête de liste ne se présentent pas dans la même région.

B - Le compte de campagne

Il doit être tenu un compte de campagne unique retraçant l'ensemble des recettes perçues et des dépenses en vue de l'élection pendant l'année qui a précédé celle-ci. Le compte de campagne doit être présenté en équilibre ou en excédent. Il ne doit pas être déficitaire.

Dans le cadre de la campagne électorale des élections régionales, la période pour la tenue du compte de campagne s'est ouverte le 1^{er} décembre 2014.

Le compte de campagne est établi sous le contrôle d'un expert-comptable. Il doit être transmis avec ses pièces justificatives à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) au plus tard **le vendredi 12 février 2016 à 18 heures**.

Pour toute information complémentaire sur le compte de campagne, le guide du candidat et de son mandataire est consultable sur le site de la commission : www.cnccfp.fr.

C - Les financements

1) Les recettes d'origine privée

Les dons doivent être versés au compte du mandataire. Ils peuvent être perçus jusqu'à la date de dépôt du compte de campagne.

Seuls sont admis les dons des personnes physiques ainsi que les apports des partis politiques.

Sont donc interdits les dons ou aides matérielles de toute autre personne morale de droit privé ou de droit public, notamment d'Etats étrangers, de syndicats ou d'associations autres que celles ayant la qualité de parti politique.

Les financements privés sont réglementés dans leur montant.

Les dons des personnes physiques sont plafonnés à 150 € pour les versements en espèces.

Tout don de plus de 150 € doit être effectué par chèque, virement, prélèvement automatique ou carte bancaire. Le mandataire délivre au donateur un reçu attestant de la date et du montant du don. Il ouvre droit aux avantages fiscaux prévus par le code général des impôts.

Le montant des dons consentis aux candidats ne peut excéder 4 600 € par personne physique, quel que soit le nombre de candidats soutenus.

Outre les recettes d'origine privée, l'Etat contribue au financement de la campagne électorale.

2) Le remboursement des dépenses de campagne

- Le remboursement des dépenses de propagande

Il s'agit des dépenses liées à l'impression des bulletins de vote, des circulaires et des affiches officielles ainsi que les frais d'apposition des affiches.

Seules les listes ayant obtenu **au moins 5 %** des suffrages exprimés et ayant respecté les prescriptions légales relatives aux comptes de campagne peuvent voir leurs dépenses remboursées.

Le remboursement par l'Etat des frais d'impression ou de reproduction et d'affichage exposés par les candidats est effectué, sur présentation des pièces justificatives, pour les imprimés suivants :

- un nombre de circulaires égal au nombre d'électeurs, majoré de 5% ;
- un nombre de bulletins de vote égal au double du nombre d'électeurs, majoré de 10% ;
- deux affiches identiques d'un format maximal de 594 mm X 841 mm par panneau d'affichage ou emplacement réservé à l'affichage électoral ;

- deux affiches d'un format maximal de 297 mm X 420 mm, par panneau d'affichage ou emplacement pour annoncer soit explicitement, soit en renvoyant à la consultation d'un site Internet dont l'adresse sera parfaitement lisible, la tenue de réunions électorales. Elles peuvent donc être identiques ou différentes.

Pour donner droit à remboursement, les professions de foi et les bulletins de vote doivent être imprimés sur du papier de qualité écologique, répondant au moins à l'un des deux critères suivants :

- papier contenant au moins 50 % de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification internationale de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent (art. R. 39 du code électoral).

Le coût du transport des documents n'est pas inclus dans les dépenses de propagande. Il doit être comptabilisé, s'il y a lieu, dans le compte de campagne du candidat.

- Le remboursement forfaitaire des dépenses de campagne

Outre les dépenses de propagande, l'article L. 52-11-1 prévoit un remboursement forfaitaire par l'État des autres dépenses de campagne exposées par les candidats têtes de liste et retracées dans son compte de campagne dans la limite de 47,5 % du montant plafond des dépenses.

Le versement de ce remboursement forfaitaire est subordonné au respect par la liste des prescriptions légales relatives au compte de campagne. Il n'est dû, le cas échéant, qu'aux candidats tête de liste des listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés au premier tour de scrutin.

D - Le contrôle du financement

Le contrôle des financements est confié à la CNCCFP et au juge de l'élection.

Après examen du compte de campagne de chaque candidat tête de liste, la CNCCFP approuve le compte, le rejette ou le réforme dans les six mois qui suivent son dépôt (dans les deux mois si le juge administratif est saisi de la contestation de l'élection).

Elle statue après une procédure contradictoire. Le préfet procède alors au remboursement du candidat ou de la liste sur la base du montant arrêté par la CNCCFP.

Fiche 6 - Les opérations de vote

L'élection des conseillers régionaux a lieu les **dimanches 6 et, en cas de second tour, 13 décembre 2015**. Les électeurs ont été convoqués par décret publié au Journal officiel du 1^{er} août 2015 (décret n° 2015-939 du 30 juillet 2015 portant convocation des collèges électoraux pour procéder à l'élection des conseillers régionaux, des conseillers à l'Assemblée de Corse, des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique - art. L. 357).

A - Les heures d'ouverture et de clôture du scrutin

Le scrutin est ouvert de 8 heures à 18 heures (heures locales). Cependant, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, un arrêté préfectoral peut être pris pour avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin dans certaines communes. Le scrutin ne pourra être clos après 20 heures.

Cet arrêté devra être publié et affiché dans la ou les communes intéressées au plus tard le cinquième jour avant celui du scrutin, soit le mardi 1^{er} décembre 2015 pour le premier tour de scrutin et en cas de second tour, le mardi 8 décembre 2015.

B - La commission de contrôle des opérations de vote

Dans chaque commune de plus de 20 000 habitants, une commission de contrôle des opérations de vote est installée par arrêté préfectoral.

La commission de contrôle des opérations de vote veille à la régularité de la composition des bureaux de vote ainsi qu'à celle des opérations de vote, du dépouillement des bulletins et du dénombrement des suffrages. Elle a également pour rôle de garantir aux électeurs ainsi qu'aux candidats ou listes en présence le libre exercice de leurs droits.

La commission peut agir soit directement, soit par l'intermédiaire de délégués chargés de les représenter dans les bureaux de vote. Pour remplir leur rôle, les membres des commissions ou leurs délégués ont accès à tout moment aux bureaux de vote et peuvent exiger l'inscription de leurs observations au procès-verbal avant ou après la proclamation des résultats.

Les maires et les présidents des bureaux de vote sont tenus de fournir tous les renseignements et de communiquer tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission de la commission de contrôle.

C - Règles de validité des suffrages

L'élection des conseillers régionaux s'effectue au scrutin de liste : le panachage est par conséquent interdit.

Les règles de validité des bulletins de vote résultent des articles L. 66, L. 191, R. 66-2 et R. 186.

Sont ainsi nuls et n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement :

1. Les bulletins qui ne comportent pas le titre de la liste tel qu'il a été enregistré ;

2. Les bulletins qui comportent une modification dans l'ordre de présentation des candidats, une adjonction de noms ou une suppression de noms par rapport à la déclaration de candidature ;
3. Les bulletins établis au nom d'une liste dont la candidature n'a pas été régulièrement enregistrée ;
4. Les bulletins comportant un ou plusieurs noms autres que celui des candidats. Toutefois, il est possible de mentionner dans le titre de la liste le nom d'une personne non candidate dès lors que ce nom figure bien dans le titre de la liste tel qu'enregistré lors du dépôt de déclaration de candidature ;
5. Les bulletins imprimés d'un modèle différent de ceux qui ont été produits par les candidats, les bulletins manuscrits ou qui comportent une mention manuscrite ;
6. Les circulaires utilisées comme bulletin ;
7. Les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ;
8. Les bulletins ne comportant pas une désignation suffisante ;
9. Les bulletins et enveloppes sur lesquels les votants se sont fait connaître ;
10. Les bulletins trouvés dans des enveloppes non réglementaires ;
11. Les bulletins écrits sur papier de couleur ;
12. Les bulletins portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance et les bulletins contenus dans des enveloppes portant ces signes ;
13. Les bulletins portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers et les bulletins contenus dans des enveloppes portant ces mentions ;
14. Les bulletins établis au nom de listes différentes lorsqu'ils sont contenus dans une même enveloppe ;
15. Les bulletins qui ne respectent pas la réglementation en matière de taille, de grammage ou de présentation (art. R. 30 et R. 66-2). Entrent notamment dans cette dernière catégorie les bulletins de vote qui ne sont pas en format paysage.

Le fait qu'un bulletin de vote soit accompagné d'une profession de foi d'une liste portée sur ce bulletin n'est pas par elle-même contraire aux dispositions de l'article R. 66-2 et ne peut être regardée comme constituant un signe de reconnaissance (CE 27 mai 2009, *Election municipale de Morangis*, n°322129).

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins désignant la même liste, ces bulletins ne comptent que pour un seul (art. L. 65).

Suite à l'adoption de la loi n° 2014-172 du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections, l'article L. 66 du code électoral a été modifié. Sont désormais exclus du champ des bulletins nuls les bulletins blancs ainsi que les enveloppes sans bulletin. En effet, ceux-ci sont à présent décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils sont mentionnés dans les résultats du scrutin mais ne sont en aucun cas pris en compte dans la détermination des suffrages exprimés.

D - Compte-rendu des opérations de vote

Un procès-verbal des opérations de vote est rédigé par le secrétaire dans la salle de vote, en présence des électeurs, à la fin du dépouillement. Il reprend notamment les réclamations des électeurs, des délégués des candidats et les décisions motivées prises par le bureau sur les incidents qui ont pu se produire.

Le procès-verbal est établi en deux exemplaires, signés par tous les membres du bureau et contresignés par les délégués des candidats.

Une fois le procès-verbal établi, les résultats du bureau de vote sont proclamés en public par le président du bureau de vote et affichés.

La lecture des résultats comporte les indications suivantes :

- a) le nombre des électeurs inscrits ;
- b) le nombre de votants d'après la liste d'émargement ;
- c) le nombre de votes nuls ;
- d) le nombre de votes blancs ;
- e) le nombre de suffrages exprimés ;
- f) le nombre des suffrages obtenus par chaque liste de candidats en présence.

Aucun résultat d'élection, partiel ou définitif, ne peut être communiqué au public par la voie de la presse ou par tout moyen de communication au public par voie électronique, en métropole, avant la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans chaque région ou collectivité d'outre-mer avant la fermeture de son dernier bureau de vote. Toute infraction à cette interdiction est passible d'une amende de 3 750 euros.

Un exemplaire des procès-verbaux des opérations électorales de chaque commune et ses annexes est transmis au préfet pour être remis à la commission chargée du recensement des votes. Si la commune comporte plusieurs bureaux de vote, les procès-verbaux de tous les bureaux sont joints, avec leurs annexes, au procès-verbal récapitulatif établi par le bureau centralisateur de la commune.

E - Le vote des personnes handicapées

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a posé le principe général de non-discrimination. La collectivité nationale doit garantir les conditions de l'égalité des droits et des chances à tous les citoyens, notamment aux personnes handicapées, quelle que soit la nature de leur handicap.

Afin de favoriser l'accès à la citoyenneté, les articles 72 et 73 de la loi ont introduit dans le code électoral des dispositions législatives relatives à l'accessibilité des personnes handicapées aux bureaux et aux techniques de vote.

- Accessibilité du bureau de vote

Le décret n° 2006-1287 du 20 octobre 2006 relatif à l'exercice du droit de vote par les personnes handicapées prévoit à ce titre :

- l'accessibilité des locaux dans lesquels sont implantés les bureaux de vote aux personnes handicapées le jour du scrutin, au moyen d'aménagements définitifs ou provisoires ;

- l'obligation pour les bureaux de vote d'être équipés d'au moins un isoloir adapté aux personnes en fauteuil roulant ;
- l'accessibilité de l'urne aux personnes en fauteuil roulant.

Le vote est un acte personnel et l'électeur doit voter seul. Il doit donc passer seul dans l'isoloir et introduire lui-même son enveloppe dans l'urne.

Toutefois, les personnes handicapées peuvent avoir besoin de se faire assister physiquement afin d'accomplir leur devoir électoral. L'article L. 64 du code électoral permet à tout électeur infirme de se faire assister par un autre électeur de son choix au moment de l'accomplissement des formalités de vote.

L'électeur accompagnateur peut lui aussi rentrer dans l'isoloir. Il peut également introduire l'enveloppe dans l'urne à la place de l'électeur qu'il accompagne.

Si la personne handicapée ne peut signer elle-même la liste d'émargement, l'électeur qui l'accompagne peut signer à sa place avec la mention manuscrite : « L'électeur ne peut signer lui-même. »

- Vote par procuration en cas d'impossibilité de se déplacer

L'article L. 71 du code électoral prévoit expressément la possibilité de voter par procuration pour les personnes invalides.

La présence de la personne qui souhaite faire établir une procuration est indispensable mais les intéressés peuvent parfois être dans l'impossibilité de se déplacer. Les officiers de police judiciaire ou leurs délégués se rendent alors à leur domicile pour établir la procuration.

Un mémento relatif à l'accessibilité du processus électoral aux personnes handicapées est accessible sur le site Internet du ministère de l'intérieur (www.interieur.gouv.fr, rubriques : « Comment voter ? » puis « Le vote des personnes handicapées »).

Le ministère des affaires sociales et de la santé a édité un guide de recommandation aux candidats concernant l'accessibilité du processus électoral aux personnes handicapées. Il est disponible à l'adresse suivante : <http://www.social-sante.gouv.fr/mementos-accessibilite,2940/>.

Fiche 7 - Le recensement général des votes et le contentieux

A - Le recensement général des votes

Le recensement des votes est effectué, dans chaque département, par une commission départementale de recensement, en présence des représentants de chaque liste. Ces derniers ont le droit d'exiger l'inscription de toute observation, protestation ou contestation au procès-verbal des opérations de la commission.

Elle tranche les questions que peut poser, en dehors de toute réclamation, la comptabilisation des bulletins et procède aux rectifications nécessaires. Elle se prononce également sur la validité des bulletins contestés.

Elle rend publics les résultats du recensement auquel elle a procédé.

Les résultats du recensement des votes sont constatés, dans chaque département, par un procès-verbal établi en double exemplaire et signé de tous les membres de la commission départementale.

Le recensement général des votes est effectué par la commission compétente pour le département où se trouve le chef-lieu de la région. Elle ne peut modifier les résultats constatés par chaque commission départementale.

Cette commission est chargée de proclamer les résultats et le nom des personnes élues, au plus tard à 18 heures, le lundi suivant le jour du scrutin soit :

- le lundi 7 décembre 2015 pour le premier tour de scrutin ;
- le lundi 14 décembre 2015 en cas de second tour de scrutin.

B - Le contentieux

En application de l'article L. 361 du code électoral, les élections au conseil régional peuvent être contestées devant le Conseil d'État par tout candidat ou tout électeur de la région, dans les dix jours suivant la proclamation des résultats soit :

- au plus tard le jeudi 17 décembre 2015 à minuit pour une élection acquise au premier tour de scrutin ;
- le jeudi 24 décembre 2015 pour une élection acquise au second tour de scrutin.

Le même droit est ouvert au représentant de l'Etat dans la région s'il estime que les formes et conditions légalement prescrites n'ont pas été respectées.

Les requêtes doivent contenir le nom, les prénoms, la qualité (électeur ou candidat) du requérant, l'identité du candidat ou de la liste dont l'élection est contestée et les moyens d'annulation invoqués.

La requête n'a pas d'effet suspensif. Les conseillers régionaux élus restent en fonctions jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur les réclamations.

Fiche 8 - L'élection à l'Assemblée de Corse

A - L'Assemblée de Corse

L'article L. 364 du code électoral fixe à 51 le nombre de conseillers de l'Assemblée de Corse. Ils sont élus pour 6 ans et sont rééligibles.

L'Assemblée de Corse se renouvelle intégralement.

B - L'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse

L'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse présente des similitudes importantes avec les élections régionales. Des différences existent en raison, pour l'essentiel, de la particularité du mode de scrutin et de l'étendue de la circonscription électorale.

1) Le mode de scrutin

Cette élection se déroule dans le cadre d'une circonscription unique.

L'élection a lieu au scrutin de liste à deux tours avec dépôt de listes complètes comportant autant de noms que de sièges à pourvoir, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

L'élection est acquise au premier tour de scrutin si une liste recueille la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas contraire, il est procédé à un second tour.

A l'issue de l'élection, il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix neuf sièges. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces neuf sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

Les autres sièges sont répartis à la proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés.

Au second tour, seules peuvent se présenter les listes ayant obtenu au premier tour au moins 7% du total des suffrages exprimés.

Ces listes peuvent être modifiées dans leur composition pour comprendre des candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci aient obtenu au moins 5% des suffrages exprimés et ne se présentent pas au second tour.

Les candidats d'une même liste au premier tour ne peuvent pas figurer sur des listes différentes au second tour.

Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation de chaque liste.

Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller à l'Assemblée de Corse élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

2) Les conditions à remplir pour être candidat

Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste et, par conséquent, dans plus d'une région ou dans une région et en Corse.

Les cas d'inéligibilité sont énumérés à l'article L. 367 qui étend l'application des dispositions des articles L. 339 à L. 341-1 à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse.

Concernant les incompatibilités, l'article L. 368 rend applicable aux conseillers à l'Assemblée de Corse les articles L. 342 à L. 344.

Sont également incompatibles avec le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse :

- le mandat de conseiller régional ;
- la fonction de membre du conseil économique, social et culturel de Corse ;
- les fonctions de magistrat des chambres régionales des comptes dans le ressort des chambres régionales auxquelles appartiennent ou ont appartenu depuis moins de cinq ans les magistrats ;
- la fonction de membre du conseil exécutif de Corse.

3) La déclaration de candidature

La déclaration de candidature est obligatoire pour chaque tour de scrutin. Elle doit être désormais rédigée sur un imprimé.

Les listes de candidats sont composées alternativement de candidats de chaque sexe. Cette règle s'applique également aux listes présentes au second tour et issues de la fusion de listes présentes au premier tour.

Chaque liste comporte autant de noms que de sièges à pourvoir, soit 51 noms.

La déclaration de candidature est déposée à la préfecture de la collectivité territoriale de Corse.

Pour le premier tour, les déclarations de candidature sont déposées à partir du lundi 2 novembre 2015 et jusqu'au lundi 9 novembre 2015 à midi, aux heures d'ouverture du service chargé de recevoir les candidatures.

En cas de second tour, les déclarations de candidature sont déposées à partir du lundi 7 décembre 2015 et jusqu'au mardi 8 décembre 2015 à 18 heures, dans les mêmes conditions.

4) La campagne électorale

La campagne électorale est ouverte à partir du lundi 23 novembre 2015 à zéro heure et s'achève le samedi 5 décembre 2015 à minuit, pour le premier tour et, le cas échéant, du lundi 7 décembre 2015 à midi jusqu'au samedi 12 décembre 2015 à minuit pour le second tour.

Les antennes du service public de la télévision et de la radio-diffusion en Corse sont mises à la disposition des listes dont la candidature a été régulièrement enregistrée pour une durée totale de 3 heures à la télévision et de 3 heures à la radio à répartir également entre toutes les listes.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est chargé de fixer les conditions de production, de programmation et de diffusion de ces émissions.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'Etat.

5) Commission de propagande

L'article L. 376 prévoit l'institution dans la circonscription électorale de Corse d'une commission de propagande unique chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents de propagande.

Pour bénéficier du concours de la commission de propagande, les listes de candidats doivent remettre leurs documents électoraux au président de la commission de propagande au plus tard le deuxième jeudi qui précède le jour du scrutin, à midi, soit le jeudi 26 novembre.

Par ailleurs, les listes n'ayant pas effectué ce dépôt ne sont pas admises pour la dernière semaine précédant le jour du scrutin à la répartition des temps d'antenne dans le cadre de la campagne

6) Recensement général des votes

L'article L. 379 dispose que le recensement général des votes est effectué par une commission au chef-lieu de la collectivité territoriale de Corse le lundi qui suit le scrutin avant midi en présence des représentants des listes soit :

- le lundi 7 décembre pour le premier tour de scrutin ;
- et le lundi 14 décembre en cas de second tour.

7) Contentieux de l'élection

L'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse peut être contestée dans les dix jours suivant la proclamation des résultats devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux au plus tard le jeudi 17 décembre 2015 à minuit pour une élection acquise au premier tour ou le jeudi 24 décembre à minuit pour une élection acquise au second tour.

Fiche 9 - L'après élection

A - L'élection des présidents des assemblées régionales

En application des articles L. 4133-1, L. 4132-7 et L. 4133-5 du code général des collectivités territoriales, l'élection du président et des vice-présidents du conseil régional aura lieu le **vendredi 11 décembre 2015** si le conseil régional a été élu au premier tour, ou le **vendredi 18 décembre 2015** s'il a été élu au second tour. Dans le cas des **régions fusionnées**, l'élection du président et des vice-présidents du conseil régional aura lieu le **lundi 4 janvier 2016**.

B - Déclaration de situation patrimoniale des présidents de conseil régional et de certains conseillers régionaux

- **La déclaration de fin de mandat**

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les présidents de conseils régionaux et les conseillers régionaux titulaires d'une délégation de signature du président du conseil régional dont le mandat s'achève doivent déposer une déclaration de leur situation patrimoniale auprès du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Cette déclaration doit intervenir deux mois au plus tôt et un mois au plus tard avant l'expiration de leur mandat ou de leurs fonctions.

- **La déclaration de début de mandat**

Les personnes nouvellement élues disposent de deux mois à compter de leur prise de fonctions pour déposer une déclaration de patrimoine ainsi qu'une déclaration d'intérêts auprès du président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Pour les présidents de conseil régional, la date d'élection dans les fonctions exécutives fait courir le délai de deux mois.

Aucune nouvelle déclaration complète n'est exigée de la personne qui a établi une déclaration depuis moins de six mois au titre d'une fonction ministérielle, d'un mandat parlementaire ou d'un mandat local.

Par ailleurs, pour les personnes qui auront été réélues, la déclaration de fin de fonctions vaudra déclaration d'entrée en fonctions. Toutefois, la déclaration d'intérêts n'étant pas prévue en fin de mandat, les personnes réélues devront déposer une déclaration d'intérêts au début de leur nouveau mandat ou de leurs nouvelles fonctions.

Le fait de ne pas déposer une déclaration de situation patrimoniale ou d'intérêts, d'omettre de déclarer une partie substantielle de son patrimoine ou de ses intérêts ou de fournir une évaluation mensongère de son patrimoine est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende (art. 26 de la loi du 11 octobre 2013).

Peut être prononcée, à titre de peine complémentaire, l'interdiction des droits civiques, en particulier l'inéligibilité pour une durée maximale de dix ans, suivant les modalités prévues aux articles 131-26 et 131-26-1 du code pénal. Une peine d'interdiction d'exercer une fonction publique (article 131-27 du code pénal) peut également être prononcée.

Par ailleurs, en application de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le défaut de déclaration de situation patrimoniale de la part d'un candidat élu qui y est astreint entraîne également la perte du droit au remboursement forfaitaire des dépenses électorales.

ANNEXES

Annexe 1	Le calendrier des opérations électorales
Annexe 2	L'effectif des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique, et nombre de candidats par section départementale
Annexe 3	La carte de France avant-après la réforme
Annexe 4	Les inéligibilités tenant aux fonctions exercées
Annexe 5	Les taux de participation aux élections régionales depuis 1986
Annexe 6	La participation électorale sous la V ^e République
Annexe 7	La participation à 12h et 17h en métropole lors des précédents scrutins
Annexe 8	Les résultats des élections des 14 et 21 mars 2010
Annexe 9	Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2004
Annexe 10	Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2010
Annexe 11	Statistiques concernant les élus à l'issue des élections de 2010
Annexe 12	La liste des présidents des conseils régionaux (au 1er septembre 2015)
Annexe 13	Coordonnées utiles

Annexe 1

Le calendrier des opérations électorales

Dates	Nature de l'opération
ANNÉE 2014	
Lundi 1 ^{er} décembre	- Début de la période pendant laquelle les recettes et les dépenses en vue de l'élection sont comptabilisées au compte de campagne
ANNÉE 2015	
Lundi 1 ^{er} juin	<ul style="list-style-type: none"> - Début de la période d'interdiction des campagnes de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion des collectivités - Début de la période d'interdiction d'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de presse ou par tout moyen de communication audiovisuelle - Début de la période d'interdiction d'affichage électoral en dehors des emplacements réservés à cet effet
Lundi 2 novembre	- Ouverture du délai de dépôt des déclarations de candidatures en vue du premier tour, auprès du représentant de l'Etat dans la région
Lundi 9 novembre à 12 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture du délai de dépôt des déclarations de candidatures - Tirage au sort établissant l'ordre des listes de candidats (les emplacements d'affichage sont attribués dans l'ordre du tirage au sort)
Vendredi 13 novembre à 12 heures	- Heure limite pour la délivrance du récépissé définitif aux listes de candidats
Samedi 14 novembre à 12 heures	- Heure limite de retrait des listes complètes de candidats
Dimanche 15 novembre à 12 heures	- Heure limite pour qu'une liste se complète ou saisisse le tribunal administratif à la suite du refus d'enregistrement (dans le cas où ce refus lui a été notifié le 13 novembre à 12 heures)
Mercredi 18 novembre	- Date limite pour que le tribunal administratif rende sa décision (dans le cas où il a été saisi à la date ultime)
Vendredi 20 novembre	- Date limite pour qu'une liste se complète (dans le cas où le tribunal administratif a été saisi et a statué à la date ultime)
Samedi 21 novembre	<ul style="list-style-type: none"> - Date limite de publication, dans chaque département, de l'arrêté du préfet de région fixant l'état des listes de candidats pour le premier tour - Date limite de communication aux maires de cet arrêté
Lundi 23 novembre	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de la campagne électorale - Mise en place des emplacements d'affichage
Mardi 1 ^{er} décembre	- Date limite de publication et d'affichage dans les mairies de l'éventuel arrêté du représentant de l'Etat modifiant les heures d'ouverture ou de clôture du scrutin
Mercredi 2 décembre	- Date limite d'envoi, par la commission de propagande, des documents aux électeurs et aux maires
Samedi 5 décembre à zéro heure à 12 heures à 24 heures	<ul style="list-style-type: none"> - Début de l'interdiction de diffusion de messages de propagande électorale par tout moyen de communication au public par voie électronique - Heure limite de remise des bulletins de vote aux maires par les listes ou leurs mandataires qui en assurent elles-mêmes la distribution - Clôture de la campagne électorale
Dimanche 6 décembre	Premier tour de scrutin
Lundi 7 décembre à zéro heure	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de la campagne électorale pour le second tour - Ouverture du délai de dépôt des déclarations de candidatures en vue du second tour, auprès du représentant de l'Etat dans la région

à 18 heures	- Heure limite d'achèvement des travaux de la commission du département chef-lieu de région chargée du recensement général des votes
Mardi 8 décembre à 18 heures	- Heure limite de dépôt des déclarations de candidatures en vue du second tour, auprès du représentant de l'Etat dans la région - Heure limite pour le retrait des listes complètes de candidats
Mercredi 9 décembre à 12 heures	- Date limite de publication, dans chaque département, de l'arrêté du préfet de région fixant l'état des listes de candidats pour le second tour - Heure limite de dépôt, fixée par arrêté du représentant de l'Etat, des documents à envoyer aux électeurs et aux maires
Jeudi 10 décembre	- Date limite d'envoi, par la commission de propagande, des documents aux électeurs et aux maires
Samedi 12 décembre à 12 heures à 24 heures	- Heure limite de remise des bulletins de vote aux maires par les listes ou leurs mandataires qui en assurent elles-mêmes la distribution - Clôture de la campagne électorale
Dimanche 13 décembre	Second tour de scrutin
Lundi 14 décembre à 18 heures	- Heure limite d'achèvement des travaux de la commission du département chef-lieu de région chargée du recensement général des votes et de proclamation des résultats définitifs
Jeudi 17 décembre à 24 heures	- Heure d'expiration du délai de recours devant le Conseil d'Etat pour une élection acquise au premier tour
Jeudi 24 décembre à 24 heures	- Heure d'expiration du délai de recours devant le Conseil d'Etat pour une élection acquise au second tour
ANNÉE 2016	
Vendredi 12 février à 18 heures	- Heure limite de dépôt des comptes de campagne des listes à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques

Annexe 2

Effectifs des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique, et nombre de candidats

Effectif des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique, avant et après la réforme

Situation avant la réforme		Situation après la réforme	
Régions	Nombre de conseillers	Régions	Nombre de conseillers
Alsace	47	Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	169
Champagne Ardenne	49		
Lorraine	73		
Aquitaine	85	Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	183
Limousin	43		
Poitou-Charentes	55		
Auvergne	47	Auvergne et Rhône-Alpes	204
Rhône-Alpes	157		
Bourgogne	57	Bourgogne et Franche-Comté	100
Franche Comté	43		
Bretagne	83	Bretagne	83
Centre - Val de Loire	77	Centre - Val de Loire	77
Ile-de-France	209	Ile-de-France	209
Languedoc-Roussillon	67	Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	158
Midi-Pyrénées	91		
Nord-Pas-de-Calais	113	Nord-Pas-de-Calais et Picardie	170
Picardie	57		
Basse-Normandie	47	Normandie	102
Haute-Normandie	55		
Pays de la Loire	93	Pays de la Loire	93
Provence-Alpes-Côte-D'azur	123	Provence-Alpes-Côte-D'azur	123
Corse	51	Corse	51
Guadeloupe	41	Guadeloupe	41
La Réunion	45	La Réunion	45
Martinique	41	Martinique	51
Guyane	31	Guyane	51

Nombre de candidats par section départementale

(Tableau n° 7 annexé au code électoral)

RÉGION	EFFECTIF du conseil régional	DÉPARTEMENT	NOMBRE DE CANDIDATS par section départementale
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	169	Ardennes	11
		Aube	11
		Marne	19
		Haute-Marne	8
		Meurthe-et-Moselle	24
		Meuse	8
		Moselle	34
		Bas-Rhin	35
		Haut-Rhin	25
		Vosges	14
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	183	Charente	13
		Charente-Maritime	22
		Corrèze	10
		Creuse	6
		Dordogne	15
		Gironde	48
		Landes	14
		Lot-et-Garonne	12
		Pyrénées-Atlantiques	23
		Deux-Sèvres	14
		Vienne	16
		Haute-Vienne	14
Auvergne et Rhône-Alpes	204	Ain	18
		Allier	11
		Ardèche	11
		Cantal	6
		Drôme	15
		Isère	34
		Loire	22
		Haute-Loire	8
		Métropole de Lyon	37
		Puy-de-Dôme	19

		Rhône	14
		Savoie	13
		Haute-Savoie	22
Bourgogne et Franche-Comté	100	Côte-d'Or	21
		Doubs	21
		Jura	11
		Nièvre	10
		Haute-Saône	10
		Saône-et-Loire	22
		Yonne	14
		Territoire de Belfort	7
Bretagne	83	Côtes-d'Armor	17
		Finistère	25
		Ille-et-Vilaine	28
		Morbihan	21
Centre -Val de Loire	77	Cher	11
		Eure-et-Loir	15
		Indre	9
		Indre-et-Loire	20
		Loir-et-Cher	12
		Loiret	22
Guadeloupe	41	Guadeloupe	43
Ile-de-France	209	Paris	42
		Seine-et-Marne	25
		Yvelines	27
		Essonne	24
		Hauts-de-Seine	30
		Seine-Saint-Denis	29
		Val-de-Marne	25
		Val-d'Oise	23
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	158	Ariège	6
		Aude	12
		Aveyron	10
		Gard	22
		Haute-Garonne	38
		Gers	7
		Hérault	32
		Lot	7
		Lozère	4

		Hautes-Pyrénées	9
		Pyrénées-Orientales	15
		Tarn	13
		Tarn-et-Garonne	9
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	170	Aisne	17
		Nord	76
		Oise	25
		Pas-de-Calais	44
		Somme	18
Normandie	102	Calvados	23
		Eure	20
		Manche	17
		Orne	11
		Seine-Maritime	41
Pays de la Loire	93	Loire-Atlantique	35
		Maine-et-Loire	22
		Mayenne	10
		Sarthe	17
		Vendée	19
Provence-Alpes-Côte d'Azur	123	Alpes-de-Haute-Provence	6
		Hautes-Alpes	6
		Alpes-Maritimes	29
		Bouches-du-Rhône	51
		Var	27
		Vaucluse	16
La Réunion	45	La Réunion	47

Assemblée de Corse

	EFFECTIF de l'Assemblée	NOMBRE DE CANDIDATS
Corse	51	51

Annexe 3

Carte de France avant – après la réforme

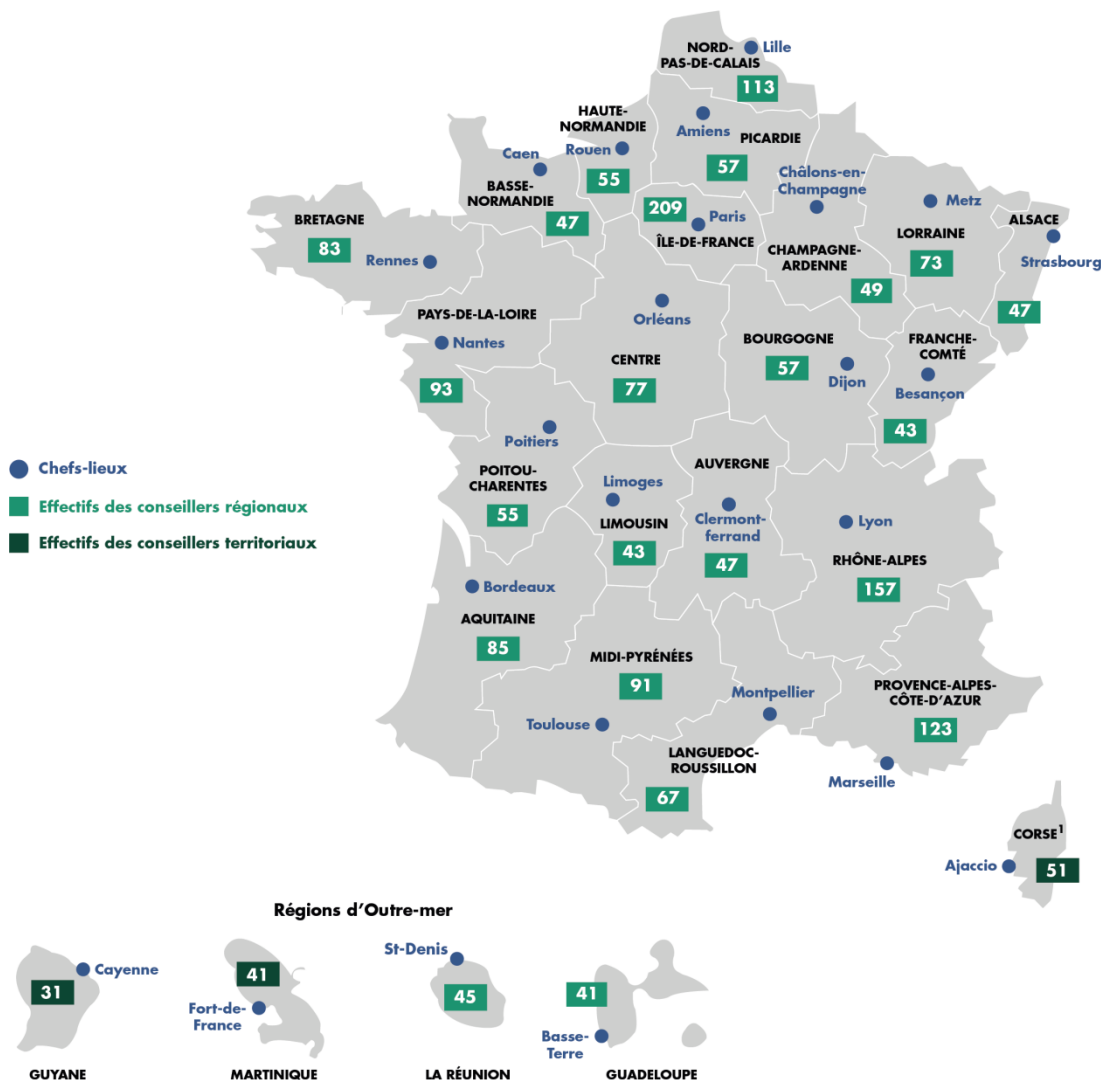
RÉGIONALES 2015

Élections des conseillers régionaux et
des conseillers des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique

AVANT LA RÉFORME

22 régions métropolitaines

(dont la collectivité territoriale de Corse¹)



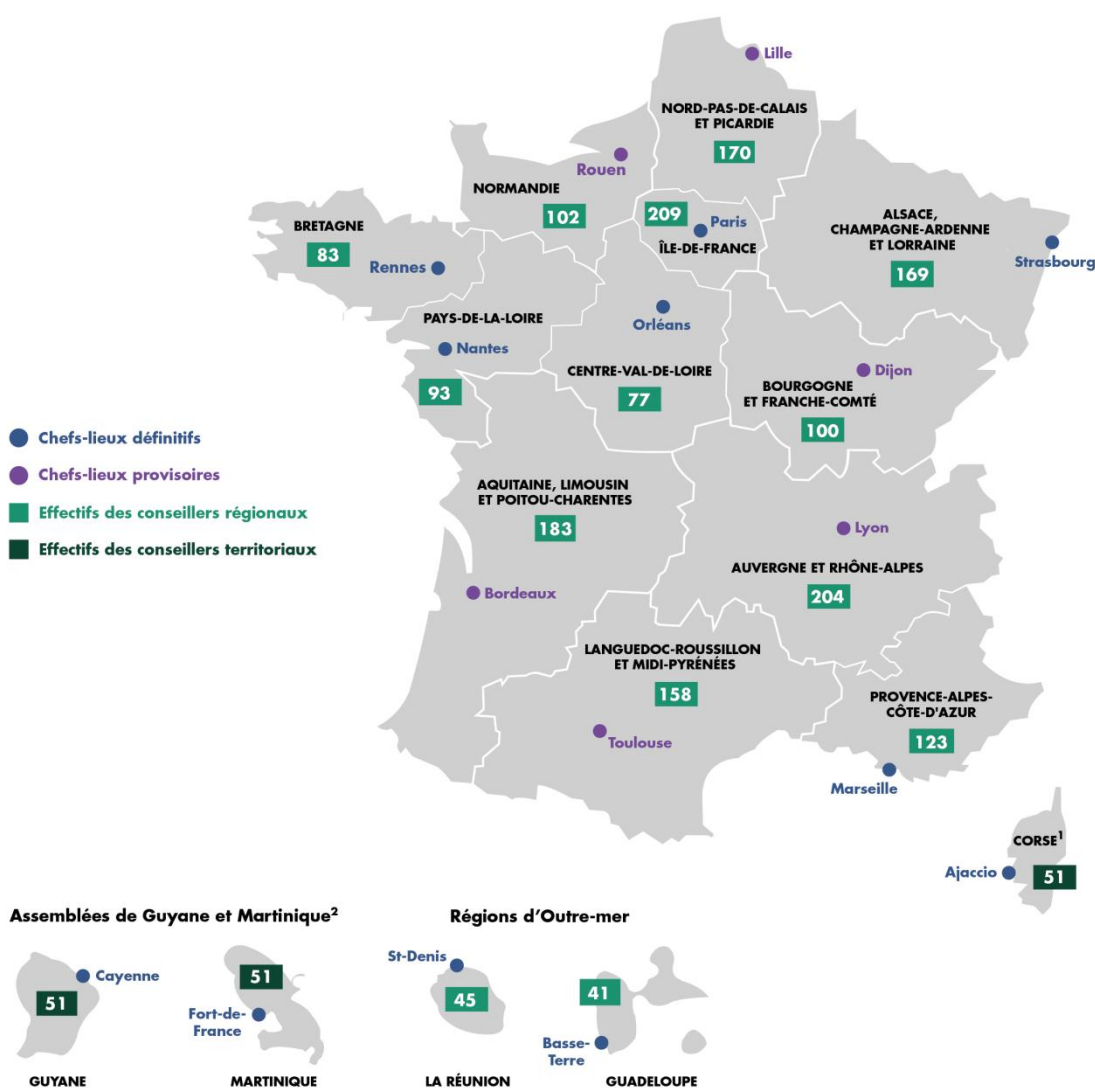
¹ collectivité territoriale de Corse

RÉGIONALES 2015

Élections des conseillers régionaux et
des conseillers des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique

APRÈS LA RÉFORME

13 régions métropolitaines
(dont la collectivité territoriale de Corse¹)



¹ collectivité territoriale de Corse

² collectivité territoriale unique

Annexe 4

Inéligibilités professionnelles avec le mandat de conseiller régional

Ne sont pas éligibles au titre de l'article L. 340 du code électoral :

1° Les personnes énumérées aux articles L. 195 et L. 196 (*voir ci-après*), lorsque leurs fonctions concernent ou ont concerné tout ou partie du territoire de la région

2° Les fonctionnaires placés auprès du représentant de l'Etat dans la région et affectés au secrétariat général pour les affaires régionales en qualité de secrétaire général ou de chargé de mission ;

Pendant la durée de ses fonctions, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté ne peut être candidat à un mandat de conseiller régional s'il n'exerçait le même mandat antérieurement à sa nomination.

Pendant la durée de ses fonctions, le Défenseur des droits ne peut être candidat à un mandat de conseiller régional (Article L. 340-1 du code électoral).

Ne peuvent être élus membres du conseil régional au titre de l'article L. 195 :

1° Les préfets dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins de trois ans, les sous-préfets, secrétaires généraux, directeurs de cabinet de préfet ou sous-préfets chargés de mission auprès d'un préfet, ainsi que les secrétaires en chef de sous-préfecture, dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'une année ;

2° les magistrats du siège et du parquet des cours d'appel, dans le ressort de la juridiction où ils exercent ou ont exercé depuis moins d'un an ;

3° les membres des tribunaux administratifs ainsi que les magistrats et les secrétaires généraux des chambres régionales des comptes, dans le ressort de la juridiction où ils exercent ou ont exercé depuis moins d'un an ;

4° les magistrats des tribunaux de grande instance et d'instance, dans le ressort de la juridiction où ils exercent ou ont exercé depuis moins d'un an ;

5° les officiers des armées de terre, de mer et de l'air dans l'étendue de toute circonscription comprise dans le ressort où, dotés d'un commandement territorial, ils ont exercé leur autorité depuis moins d'un an ;

6° les fonctionnaires des corps actifs de police dans les cantons où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

7° dans les départements où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an : les ingénieurs en chef, ingénieurs en chef adjoints et ingénieurs des ponts et chaussées ;

8° les ingénieurs du service ordinaire des mines, dans les cantons où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

9° Les recteurs d'académie, dans tous les départements compris dans l'académie où ils exercent ou ont exercé depuis moins d'un an ;

10° les inspecteurs d'académie et les inspecteurs de l'enseignement primaire dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

11° les agents et comptables de tout ordre agissant en qualité de fonctionnaire, employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes, et au paiement des dépenses publiques de toute nature, dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

12° les directeurs départementaux et inspecteurs principaux des postes et télécommunications, dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

13° les ingénieurs en chef chargés de la direction d'un établissement du service des manufactures de tabac, les inspecteurs des manufactures de tabac et les directeurs du service de la culture et des magasins de tabac, dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

14° les ingénieurs en chef, ingénieurs principaux, ingénieurs des travaux et autres agents du génie rural, des eaux et des forêts dans les cantons où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

15° les inspecteurs des instruments de mesure dans les cantons où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

16° les directeurs départementaux et inspecteurs de l'action sanitaire et sociale dans le département où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

17° Les directeurs et chefs de service régionaux des administrations civiles de l'Etat dans les départements où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

18° Les membres du cabinet du président du conseil départemental et du président du conseil régional, les directeurs généraux, les directeurs, les directeurs adjoints, les chefs de service et les chefs de bureau de conseil départemental et de conseil régional dans la circonscription où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an ;

19° Les membres du cabinet du président de l'Assemblée et les membres du cabinet du président du conseil exécutif de Corse, les directeurs généraux, les directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de la collectivité territoriale de Corse et de ses établissements publics dans les départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, s'ils y exercent leurs fonctions ou les ont exercées depuis moins d'un an.

Les délais mentionnés aux 2° à 19° ci-dessus ne sont pas opposables aux candidats qui, au jour de l'élection, auront été admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Ne peuvent être élus membres du conseil régional au titre de l'article L. 196 :

Les vétérinaires inspecteurs en chef, vétérinaires inspecteurs principaux et vétérinaires inspecteurs chargés des fonctions de directeur des services vétérinaires ne peuvent être élus dans la région où ils exercent leurs fonctions qu'un an après la cessation de ces fonctions.

Les ingénieurs en chef et ingénieurs des services agricoles affectés à une direction des services agricoles ou à une inspection de la protection des végétaux ne peuvent être candidats dans la région où ils exercent qu'un an après la cessation de leurs fonctions.

Interprétation jurisprudentielle du code électoral

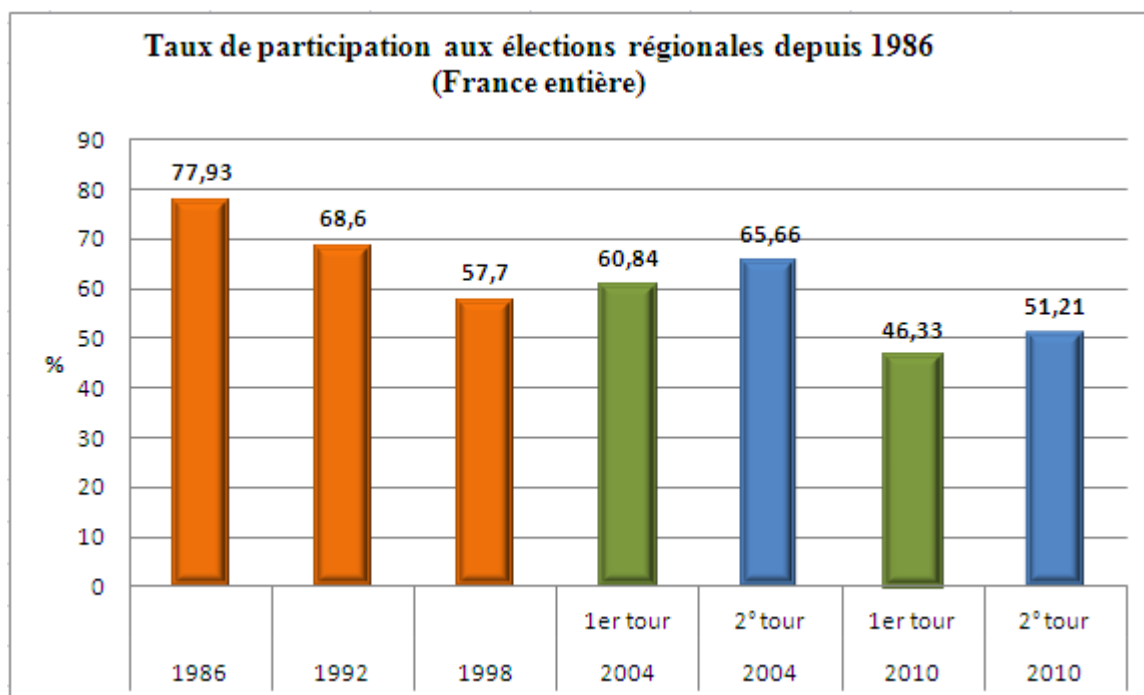
La jurisprudence considère que la liste des fonctions inéligibles est limitative et par conséquent, les fonctionnaires qui n'exercent pas les fonctions désignées par ces articles sont *a priori* éligibles au mandat de conseiller régional.

A contrario, les fonctionnaires exerçant de telles fonctions, même si leur appellation est différente, sont inéligibles. Ainsi, le juge de l'élection s'attache peu au titre de l'agent mais tient compte, pour apprécier l'existence d'une inéligibilité, de la réalité des fonctions et de la nature des responsabilités exercées. Il recherche si les fonctions exercées par la personne concernée lui confèrent un réel pouvoir de décision (eu regard notamment à la délégation de signature, la fiche de poste, l'organigramme,...) ou lui permettent d'exercer une influence déterminante sur les avantages dont la circonscription électorale dans laquelle elle a été élue, pourrait éventuellement bénéficier de la part de la collectivité dans laquelle elle est employée (CE, 25 mars 2009, *Elections cantonales de Seyches*, n° 317069).

Annexe 5

Les taux de participation aux élections régionales depuis 1986 (France entière)

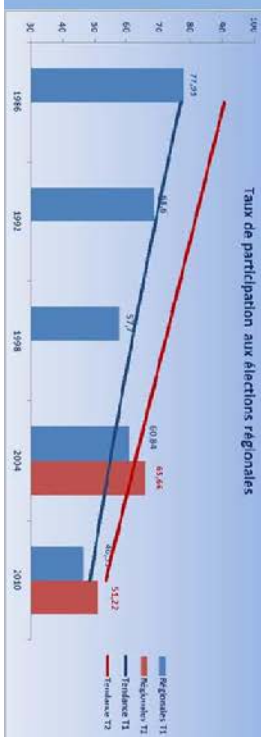
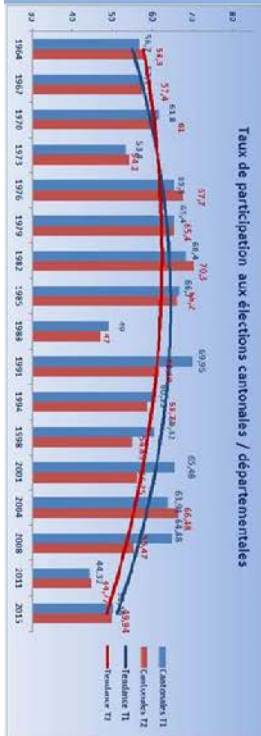
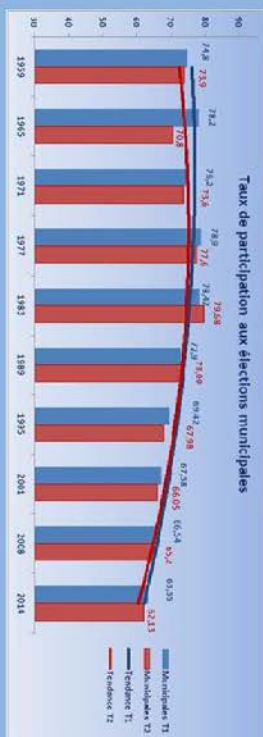
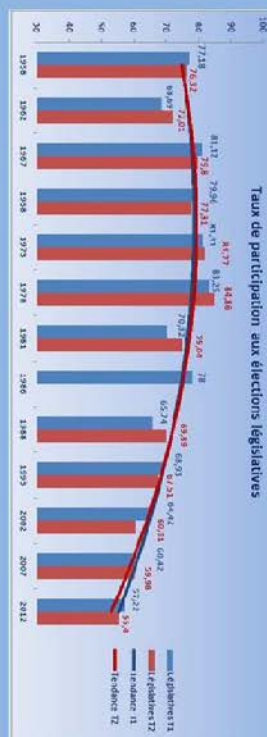
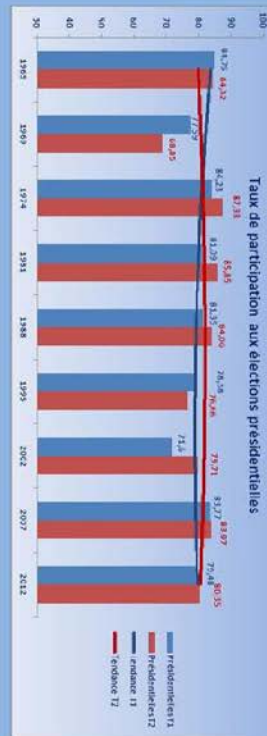
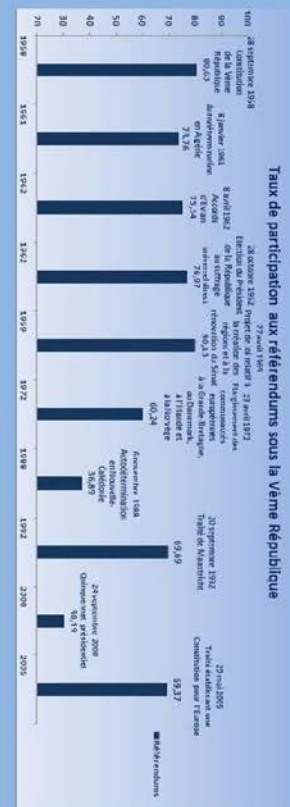
Date de scrutin	tour	Taux (%)
16 mars 1986	Tour unique	77,93
22 mars 1992	Tour unique	68,60
15 mars 1998	Tour unique	57,70
21 mars 2004	1er tour	60,84
28 mars 2004	2° tour	65,66
14 mars 2010	1er tour	46,33
21 mars 2010	2° tour	51,21



Taux de participation aux élections des 14 et 21 mars 2010 (France entière)

	Tour 1	Tour 2
12 heures	16,11%	18,65%
17 heures	39,22%	43,52%
Définitif	46,33%	51,21%

Annexe 6

La participation électorale sous la V^e RépubliqueParticipation électorale sous la V^e République

Annexe 7

La participation à 12h et 17h en métropole lors des précédents scrutins

		Taux 12h	Taux 17h
Elections municipales tour 1	2001	20,57 %	53,28 %
Elections municipales tour 2	2001	20,21 %	54,59 %
Elections européennes	2004	13,65 %	33,24 %
Elections régionales tour 1	2004	18,48 %	49,66 %
Elections régionales tour 2	2004	16,55 %	51,24 %
Elections municipales tour 1	2008	23,00 %	56,25 %
Elections municipales tour 2	2008	23,68 %	54,45 %
Elections européennes	2009	14,81 %	33,18 %
Elections régionales tour 1	2010	16,07 %	39,29 %
Elections régionales tour 2	2010	18,57 %	43,47 %
Election présidentielle tour 1	2012	28,29 %	70,59 %
Election présidentielle tour 2	2012	30,66 %	71,96 %
Elections législatives tour 1	2012	21,06 %	48,31 %
Elections législatives tour 2	2012	21,41 %	46,16 %
Elections municipales tour 1	2014	23,16 %	54,72 %
Elections municipales tour 2	2014	19,83 %	52,36 %
Elections européennes	2014	15,70 %	35,07 %
Elections départementales tour 1	2015	18,02 %	42,98 %
Elections départementales tour 2	2015	15,63 %	41,94 %

Annexe 8

Les résultats des élections des 14 et 21 mars 2010

France entière

.	Tour_1	%ins	%vot	.	Tour_2	%ins	%vot
Inscrits	43 643 115				43 350 368		
Abstentions	23 423 347	53,67			21 150 041	48,79	
Votants	20 219 768	46,33			22 200 327	51,21	
Blancs et nuls	743 875	1,7	3,68		1 006 104	2,32	4,53
Exprimés	19 475 893	44,63	96,32		21 194 223	48,89	95,47

Nuance	Sièges	.	Sièges_T1	%	Voix_T1	%_ins	%_exp	.	Sièges_T2	%	Voix_T2	%_ins	%_exp
LEXG					662 155	1,52	3,4						
LCOP	6				1 136 756	2,6	5,84		6	0,33	56 092	0,13	0,26
LSOC	89		31	75,61	4 579 849	10,49	23,52		58	3,15	660 189	1,52	3,11
LVEC	11				2 372 379	5,44	12,18		11	0,6	207 435	0,48	0,98
LDVG	96		4	9,76	594 999	1,36	3,06		92	5	698 556	1,61	3,3
LUG	1 006				1 094 058	2,51	5,62		1 006	54,7	9 834 500	22,69	46,4
LAUT	2		2	4,88	366 352	0,84	1,88						
LREG	27				146 118	0,33	0,75		27	1,47	117 742	0,27	0,56
LCMD	10				817 556	1,87	4,2		10	0,54	178 858	0,41	0,84
LMAJ	515		4	9,76	5 067 443	11,61	26,02		511	27,79	7 496 560	17,29	35,37
LDVD					241 151	0,55	1,24						
LFN	118				2 223 808	5,1	11,42		118	6,42	1 944 291	4,49	9,17
LEXD					173 269	0,4	0,89						
	1 880		41		19 475 893				1 839		21 194 223		

Métropole

.	Tour_1	%ins	%vot	.	Tour_2	%ins	%vot
Inscrits	42 429 716				42 428 984		
Abstentions	22 769 560	53,66			20 758 321	48,92	
Votants	19 660 156	46,34			21 670 663	51,08	
Blancs et nuls	719 249	1,7	3,66		987 932	2,33	4,56
Exprimés	18 940 907	44,64	96,34		20 682 731	48,75	95,44

Nuance	Sièges	.	Sièges_T1	%	Voix_T1	%_ins	%_exp	.	Sièges_T2	%	Voix_T2	%_ins	%_exp
LEXG					654 341	1,54	3,45						
LCOP	6				1 136 756	2,68	6		6	0,35	56 092	0,13	0,27
LSOC	52				4 470 317	10,54	23,6		52	3,02	600 256	1,41	2,9
LVEC	11				2 360 679	5,56	12,46		11	0,64	207 435	0,49	1
LDVG	44				424 828	1	2,24		44	2,56	493 180	1,16	2,38
LUG	1 006				1 094 058	2,58	5,78		1 006	58,42	9 834 500	23,18	47,55
LAUT					316 346	0,75	1,67						
LREG	15				102 379	0,24	0,54		15	0,87	51 383	0,12	0,25
LCMD	10				816 206	1,92	4,31		10	0,58	178 858	0,42	0,86
LMAJ	460				4 959 607	11,69	26,18		460	26,71	7 316 736	17,24	35,38
LDVD					208 313	0,49	1,1						
LFN	118				2 223 808	5,24	11,74		118	6,85	1 944 291	4,58	9,4
LEXD					173 269	0,41	0,91						
	1 722		0		18 940 907				1 722		20 682 731		

Outre Mer

.	Tour_1	%ins	%vot	.	Tour_2	%ins	%vot
Inscrits	1 213 399				921 384		
Abstentions	653 787	53,88			391 720	42,51	
Votants	559 612	46,12			529 664	57,49	
Blancs et nuls	24 626	2,03	4,4		18 172	1,97	3,43
Exprimés	534 986	44,09	95,6		511 492	55,51	96,57

Nuance	Sièges	.	Sièges_T1	%	Voix_T1	%_ins	%_exp	.	Sièges_T2	%	Voix_T2	%_ins	%_exp
LEXG					7 814	0,64	1,46						
LSOC	37		31	75,61	109 532	9,03	20,47		6	5,13	59 933	6,5	11,72
LVEC					11 700	0,96	2,19						
LDVG	52		4	9,76	170 171	14,02	31,81		48	41,03	205 376	22,29	40,15
LAUT	2		2	4,88	50 006	4,12	9,35						
LREG	12				43 739	3,6	8,18		12	10,26	66 359	7,2	12,97
LCMD					1 350	0,11	0,25						
LMAJ	55		4	9,76	107 836	8,89	20,16		51	43,59	179 824	19,52	35,16
LDVD					32 838	2,71	6,14						
	158		41		534 986				117		511 492		

Les résultats par régions

ALSACE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 248 887				1 248 892		
Abstentions	707 359	56,64			610 883	48,91	
Votants	541 528	43,36			638 009	51,09	
Blancs et nuls	21 503	1,72	3,97		21 468	1,72	3,36
Exprimés	520 025	41,64	96,03		616 541	49,37	96,64

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. RICHERT Philippe	MAJORITE ALSACIENNE	0	181705	34,94	14,55
LSOC	M. BIGOT Jacques	LISTE PARTI SOCIALISTE	0	98629	18,97	7,9
LVEC	M. FERNIQUE Jacques	EUROPE ECOLOGIE ALSACE	0	81117	15,6	6,5
LFN	M. BINDER Patrick	FRONT NATIONAL	0	70173	13,49	5,62
LEXD	M. CORDONNIER Jacques	ALSACE D'ABORD	0	25906	4,98	2,07
LCMD	M. WEHRLING Yann	LISTE ALSACE DEMOCRATE	0	23073	4,44	1,85
LCOP	M. CAUSER Jean-Yves	ENSEMBLE ALSACE A GAUCHE	0	9712	1,87	0,78
LEXG	M. ZIMMERMANN Yvan	NPA	0	8550	1,64	0,68
LAUT	M. SANTIAGO Manuel	ECOLOGIE SOCIALE	0	8376	1,61	0,67
LDVD	M. STRIBY Patrick	LISTE CENTRE DROIT	0	8303	1,6	0,66
LEXG	M. WOSTYN Julien	LUTTE OUVRIERE	0	4481	0,86	0,36

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. RICHERT Philippe	MAJORITE ALSACIENNE	28	284595	46,16	22,79
LUG	M. BIGOT Jacques	SOCIALISTE - EUROPE ECO.	14	242114	39,27	19,39
LFN	M. BINDER Patrick	FRONT NATIONAL	5	89832	14,57	7,19

AQUITAINE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	2 280 386				2 280 179		
Abstentions	1 150 299	50,44			1 073 680	47,09	
Votants	1 130 087	49,56			1 206 499	52,91	
Blancs et nuls	48 891	2,14	4,33		63 741	2,8	5,28
Exprimés	1 081 196	47,41	95,67		1 142 758	50,12	94,72

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. ROUSSET Alain	LISTE D'ALAIN ROUSSET	0	406871	37,63	17,84
LMAJ	M. DARCOS Xavier	LISTE DE XAVIER DARCOS	0	238367	22,05	10,45
LCMD	M. LASSALLE Jean	FORCES AQUITAINE	0	112737	10,43	4,94
LVEC	Mme DE MARCO Monique	EUROPE ECOLOGIE	0	105405	9,75	4,62
LFN	M. COLOMBIER Jacques	FRONT NATIONAL AQUITAINE	0	89378	8,27	3,92
LCOP	M. BOULANGER Gérard	FRONT DE GAUCHE	0	64370	5,95	2,82
LEXG	M. POUTOU Philippe	LISTE NPA	0	27290	2,52	1,2
LAUT	M. CHRETIEN Michel	ALLIANCE ECOLOGISTE INDEP	0	20952	1,94	0,92
LEXG	Mme MALATY Nelly	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	8519	0,79	0,37
LREG	M. TELLECHEA Jean	EUSKADI EUROPAN	0	7086	0,66	0,31
LREG	M. LARRALDE Xavier-Philippe	EUSKAL HERRI BAI	0	221	0,02	0,01

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. ROUSSET Alain	ENSEMBLE AQUITAINE AVANCE	58	643763	56,33	28,23
LMAJ	M. DARCOS Xavier	LISTE DE XAVIER DARCOS	17	320137	28,01	14,04
LCMD	M. LASSALLE Jean	FORCES AQUITAINE	10	178858	15,65	7,84

AUVERGNE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	994 145				994 100		
Abstentions	494 044	49,7			448 633	45,13	
Votants	500 101	50,3			545 467	54,87	
Blancs et nuls	22 205	2,23	4,44		33 026	3,32	6,05
Exprimés	477 896	48,07	95,56		512 441	51,55	93,95

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. MARLEIX Alain	UNION POUR L'Auvergne	0	137232	28,72	13,8
LSOC	M. SOUCHON René	Auvergne Juste & Solidaire	0	133925	28,02	13,47
LCOP	M. CHASSAIGNE André	L'Humain Avant Tout	0	68146	14,26	6,85
LVEC	M. BOUCHARDY Christian	Europe-Ecologie Auvergne	0	51106	10,69	5,14
LFN	M. FAUROT Eric	Front National	0	40106	8,39	4,03
LCMD	M. FANGET Michel	Auvergne Démocrate Écolo	0	21513	4,5	2,16
LEXG	M. LAFFONT Alain	La Gauche 100% Sociale	0	20033	4,19	2,02
LEXG	Mme SAVRE Marie	Lutte Ouvrière	0	5835	1,22	0,59

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. SOUCHON René	RASSEMBLEMENT	33	305828	59,68	30,76
LMAJ	M. MARLEIX Alain	UNION POUR L'AUVERGNE	14	206613	40,32	20,78

BOURGOGNE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 165 711				1 166 091		
Abstentions	626 846	53,77			561 030	48,11	
Votants	538 865	46,23			605 061	51,89	
Blancs et nuls	22 847	1,96	4,24		25 352	2,17	4,19
Exprimés	516 018	44,27	95,76		579 709	49,71	95,81

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. PATRIAT François	LA BOURGOGNE POUR TOUS	0	187345	36,31	16,07
LMAJ	M. SAUVADET François	LA BOURGOGNE DYNAMIQUE	0	148783	28,83	12,76
LFN	M. FERRAND Edouard	FRONT NATIONAL FRANCAIS D	0	62150	12,04	5,33
LVEC	M. HERVIEU Philippe	EUROPE ECOLOGIE BOURGOGNE	0	50758	9,84	4,35
LEXG	Mme FAYE-PASTOR Sylvie	L'AUTRE GAUCHE EN BOURGOG	0	22290	4,32	1,91
LCMD	M. DESEILLE François	RASSEMBLONS LA BOURGOGNE	0	19458	3,77	1,67
LAUT	M. GONZALEZ Julien	ALLIANCE ECOLOGISTE INDEP	0	10531	2,04	0,9
LEXG	Mme ROCHER Claire	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	8062	1,56	0,69
LDVG	M. MEKHANTAR Joël	POUR LA BOURGOGNE CITOYEN	0	6641	1,29	0,57

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. PATRIAT François	LA BOURGOGNE POUR TOUS	37	305226	52,65	26,18
LMAJ	M. SAUVADET François	LA BOURGOGNE DYNAMIQUE	14	194370	33,53	16,67
LFN	M. FERRAND Edouard	FRONT NATIONAL FRANCAIS D	6	80113	13,82	6,87

BRETAGNE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	2 332 894				2 332 945		
Abstentions	1 193 846	51,17			1 089 958	46,72	
Votants	1 139 048	48,83			1 242 987	53,28	
Blancs et nuls	40 495	1,74	3,56		48 902	2,1	3,93
Exprimés	1 098 553	47,09	96,44		1 194 085	51,18	96,07

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. LE DRIAN Jean-Yves	BRETAGNE SOLIDAIRE	0	408551	37,19	17,51
LMAJ	Mme MALGORN Bernadette	DESSINONS LA BRETAGNE	0	260731	23,73	11,18
LVEC	M. HASCOËT Guy	EUROPE ECOLOGIE BRETAGNE	0	134161	12,21	5,75
LFN	M. FELIX Jean-Paul William	BRETAGNE LE PEN 2010	0	67895	6,18	2,91
LCMD	M. JONCOUR Bruno	BRETAGNE AU CENTRE	0	58847	5,36	2,52
LREG	M. TROADEC Christian	NOUS TE FERONS BRETAGNE	0	47109	4,29	2,02
LCOP	M. PERRON Gérard	ENSEMBLE BRETAGNE A GAUCH	0	38556	3,51	1,65
LAUT	M. LAOT Charles	TERRES DE BRETAGNE	0	29021	2,64	1,24
LEXG	Mme DE BOUARD Laurence	VRAIMENT A GAUCHE	0	27417	2,5	1,18
LEXG	Mme HAMON Valérie	LUTTE OUVRIERE	0	16080	1,46	0,69
LAUT	M. NOURY Alexandre	BRETAGNE PHARE NOUV. MOND	0	10185	0,93	0,44

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. LE DRIAN Jean-Yves	BRETAGNE SOLIDAIRE	52	600256	50,27	25,73
LMAJ	Mme MALGORN Bernadette	DESSINONS LA BRETAGNE	20	386394	32,36	16,56
LVEC	M. HASCOËT Guy	EUROPE ECOLOGIE BRETAGNE	11	207435	17,37	8,89

CHAMPAGNE-ARDENNE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	917 748				917 947		
Abstentions	522 978	56,98			468 628	51,05	
Votants	394 770	43,02			449 319	48,95	
Blancs et nuls	15 595	1,7	3,95		20 186	2,2	4,49
Exprimés	379 175	41,32	96,05		429 133	46,75	95,51

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. WARSMANN Jean-Luc	UNE NOUVELLE DYNAMIQUE	0	120468	31,77	13,13
LUG	M. BACHY Jean-Paul	AVEC JEAN-PAUL BACHY	0	117588	31,01	12,81
LFN	M. SUBTIL Bruno	LISTE FRONT NATIONAL	0	60264	15,89	6,57
LVEC	M. LOISELET Eric	EUROPE ECOLOGIE	0	32163	8,48	3,5
LDVG	M. SMITH Anthony	TOUS ENSEMBLE A GAUCHE	0	18448	4,87	2,01
LCMD	Mme GRAFTEAUX-PAILLARD Marie	OSONS, ENSEMBLE	0	16472	4,34	1,79
LAUT	M. WYSOCINSKI Ghislain	ALLIANCE ECOLOGISTE INDEP	0	7527	1,99	0,82
LEXG	M. ROSE Thomas	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	6245	1,65	0,68

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. BACHY Jean-Paul	AVEC JEAN-PAUL BACHY	29	190162	44,31	20,72
LMAJ	M. WARSMANN Jean-Luc	UNE NOUVELLE DYNAMIQUE	14	165261	38,51	18
LFN	M. SUBTIL Bruno	LISTE FRONT NATIONAL	6	73710	17,18	8,03

FRANCHE-COMTE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	811 387				811 352		
Abstentions	396 512	48,87			341 234	42,06	
Votants	414 875	51,13			470 118	57,94	
Blancs et nuls	15 818	1,95	3,81		17 661	2,18	3,76
Exprimés	399 057	49,18	96,19		452 457	55,77	96,24

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. JOYANDET Alain	MAJORITE PRES. UMP	0	128225	32,13	15,8
LSOC	Mme DUFAY Marie-Guite	FRANCHE-COMTE D'AVANCE	0	119160	29,86	14,69
LFN	Mme MONTEL Sophie	FRONT NATIONAL	0	52440	13,14	6,46
LVEC	M. FOUSSERET Alain	EUROPE ECOLOGIE	0	37333	9,36	4,6
LCOP	Mme TERNANT Evelyne	FRONT DE GAUCHE	0	16171	4,05	1,99
LCMD	M. GRUDLER Christophe	RASSEMBLER LA F-C	0	14036	3,52	1,73
LEXG	Mme LYONNAIS Laurence	GAUCHE ANTICAPITALISTE	0	13087	3,28	1,61
LEXD	M. DEVILLERS Christophe	LA LIGUE COMTOISE	0	9820	2,46	1,21
LAUT	M. BUCHOT Claude	ECOLOGIE SOLIDAIRE	0	4471	1,12	0,55
LEXG	M. TREPPO Michel	LUTTE OUVRIERE	0	4314	1,08	0,53

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	Mme DUFAY Marie-Guite	UNION GAUCHE	27	214582	47,43	26,45
LMAJ	M. JOYANDET Alain	MAJORITE PRES. UMP	12	173505	38,35	21,38
LFN	Mme MONTEL Sophie	FRONT NATIONAL	4	64370	14,23	7,93

LANGUEDOC-ROUSSILLON

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 852 959				1 853 111		
Abstentions	931 427	50,27			878 908	47,43	
Votants	921 532	49,73			974 203	52,57	
Blancs et nuls	32 469	1,75	3,52		64 087	3,46	6,58
Exprimés	889 063	47,98	96,48		910 116	49,11	93,42

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LDVG	M. FRECHE Georges	TOUS POUR LR AVEC FRECHE	0	304810	34,28	16,45
LMAJ	M. COUDERC Raymond	CHANGER EN LANGUEDOC	0	174523	19,63	9,42
LFN	Mme JAMET France	FRONT NATIONAL	0	112656	12,67	6,08
LVEC	M. ROUMEGAS Jean-Louis	EUROPE ECOLOGIE LANGUEDOC	0	81120	9,12	4,38
LCOP	M. REVOL René	A GAUCHE MAINTENANT !	0	76418	8,6	4,12
LSOC	Mme MANDROUX Hélène	RETRouvON VALEUR MANDROUX	0	68774	7,74	3,71
LAUT	M. DREVET Patrice	ALLIANCE ECOLOGISTE	0	34430	3,87	1,86
LDVD	M. JEANJEAN Christian	UNION REPUBLICAINE	0	18017	2,03	0,97
LEXD	M. MARTINEZ Jean-Claude	LISTE MARTINEZ	0	6607	0,74	0,36
LEXD	M. ROUDIER Richard	LA LIGUE DU MIDI	0	6086	0,68	0,33
LEXG	M. PLANA Liberto	LUTTE OUVRIERE	0	5622	0,63	0,3

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LDVG	M. FRECHE Georges	TOUS POUR LR AVEC FRECHE	44	493180	54,19	26,61
LMAJ	M. COUDERC Raymond	CHANGER EN LANGUEDOC	13	240556	26,43	12,98
LFN	Mme JAMET France	FRONT NATIONAL	10	176380	19,38	9,52

LIMOUSIN

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	548 016				547 814		
Abstentions	253 238	46,21			234 301	42,77	
Votants	294 778	53,79			313 513	57,23	
Blancs et nuls	15 691	2,86	5,32		19 807	3,62	6,32
Exprimés	279 087	50,93	94,68		293 706	53,61	93,68

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. DENANOT Jean-Paul	LIMOUSIN TERRE D'AVENIR	0	106203	38,05	19,38
LMAJ	M. ARCHER Raymond	LA FRANCE CHANGE	0	67427	24,16	12,3
LCOP	M. AUDOUIN Christian	LIMOUSIN TERRE DE GAUCHE	0	36634	13,13	6,68
LVEC	Mme JEANNOT PAGES Ghislaine	EUROPE ECOLOGIE	0	27178	9,74	4,96
LFN	Mme DACCORD-GAUTHIER Nicole	FRONT NATIONAL LIMOUSIN	0	21648	7,76	3,95
LCMD	M. BELEZY Jean-Jacques	LIMOUSIN DEMOCRATE	0	9950	3,57	1,82
LAUT	M. RANC Jean-Louis	ALLIANCE ECOLOGISTE	0	5681	2,04	1,04
LEXG	Mme FAUCON Elisabeth	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	4366	1,56	0,8

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. DENANOT Jean-Paul	LIMOUSIN TERRE D'AVENIR	27	140826	47,95	25,71
LMAJ	M. ARCHER Raymond	LA FRANCE CHANGE	10	96788	32,95	17,67
LCOP	M. AUDOUIN Christian	LIMOUSIN TERRE DE GAUCHE	6	56092	19,1	10,24

LORRAINE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 665 261				1 665 175		
Abstentions	973 152	58,44			881 774	52,95	
Votants	692 109	41,56			783 401	47,05	
Blancs et nuls	31 178	1,87	4,5		32 173	1,93	4,11
Exprimés	660 931	39,69	95,5		751 228	45,11	95,89

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. MASSERET Jean-Pierre	LA GAUCHE AVEC J.P. MASSE	0	227061	34,35	13,64
LMAJ	M. HENART Laurent	PRIORITE EMPLOI - RASSEMB	0	157082	23,77	9,43
LFN	M. GOURLOT Thierry	F.N. POUR LA LORRAINE ET	0	98269	14,87	5,9
LVEC	M. BEGUIN Daniel	EUROPE ECOLOGIE LORRAINE	0	60559	9,16	3,64
LCMD	M. BELLEI Claude	LA LORRAINE DE TOUTES NOS	0	20901	3,16	1,26
LEXD	Mme MARTIN Annick	NON AUX MINARETS	0	19847	3	1,19
LDVG	M. LECLERCQ Philippe	FRONT LORRAIN DE GAUCHE	0	19833	3	1,19
LAUT	M. KAAS Jean-Claude	ALLIANCE ECOLOGISTE INDEP	0	16318	2,47	0,98
LDVD	M. ANDRE Jean-Luc	DEBOUT LA LORRAINE	0	14861	2,25	0,89
LEXG	M. BOUET Jean-Noël	N.P.A.	0	14815	2,24	0,89
LEXG	M. RINALDI Mario	L.O. SOUTENUE PAR A. LAGU	0	8544	1,29	0,51
LAUT	M. VILLA Victor	LA VOIX LORRAINE	0	2337	0,35	0,14
LAUT	M. LEFEUVRE Patrice	LORRAINE GENERATION SOLID	0	504	0,08	0,03

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. MASSERET Jean-Pierre	LA GAUCHE ET LES ECOLOGIS	46	375660	50,01	22,56
LMAJ	M. HENART Laurent	PRIORITE EMPLOI - RASSEMB	17	237019	31,55	14,23
LFN	M. GOURLOT Thierry	F.N. POUR LA LORRAINE ET	10	138549	18,44	8,32

MIDI-PYRENEES

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	2 038 106				2 037 904		
Abstentions	983 383	48,25			930 238	45,65	
Votants	1 054 723	51,75			1 107 666	54,35	
Blancs et nuls	40 513	1,99	3,84		66 699	3,27	6,02
Exprimés	1 014 210	49,76	96,16		1 040 967	51,08	93,98

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. MALVY Martin	POUR VOUS REGION FORTE	0	415099	40,93	20,37
LMAJ	Mme BAREGES Brigitte	BRIGITTE BAREGES OSONS	0	220625	21,75	10,83
LVEC	M. ONESTA Gérard	EUROPE ÉCOLOGIE MIDI-PYRÉ	0	136557	13,46	6,7
LFN	M. CABROLIER Frédéric	FRONT NATIONAL	0	95693	9,44	4,7
LCOP	M. PICQUET Christian	ENSEMBLE POUR UNE REGION	0	70074	6,91	3,44
LCMD	M. LAFON Arnaud	MIDI-PYRENEES EN ACTION	0	38290	3,78	1,88
LEXG	Mme MARTIN Myriam	TOUT CHANGER RIEN LACHER	0	29322	2,89	1,44
LEXG	Mme TORREMOCHA Sandra	LUTTE OUVRIERE	0	8550	0,84	0,42

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. MALVY Martin	POUR VOUS, REGION RASSEMB	69	705449	67,77	34,62
LMAJ	Mme BAREGES Brigitte	BRIGITTE BAREGES OSONS	22	335518	32,23	16,46

NORD-PAS-DE-CALAIS

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	2 872 081				2 872 198		
Abstentions	1 594 906	55,53			1 461 431	50,88	
Votants	1 277 175	44,47			1 410 767	49,12	
Blancs et nuls	48 811	1,7	3,82		53 892	1,88	3,82
Exprimés	1 228 364	42,77	96,18		1 356 875	47,24	96,18

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. PERCHERON Daniel	RESISTER, RASSEMBLER	0	358200	29,16	12,47
LMAJ	Mme LETARD Valérie	MA VIE, MA REGION	0	233867	19,04	8,14
LFN	Mme LE PEN Marine	FRONT NATIONAL	0	224878	18,31	7,83
LCOP	M. BOCQUET Alain	L'HUMAIN D'ABORD	0	131940	10,74	4,59
LVEC	M. CARON Jean-François	EUROPE ECOLOGIE	0	126982	10,34	4,42
LCMD	M. HENNO Olivier	VOTEZ JUSTE	0	48241	3,93	1,68
LDVD	M. DUBOUT François	LA LISTE CH'TI	0	37051	3,02	1,29
LEXG	Mme MONTEL Pascale	NPA	0	36865	3	1,28
LEXG	M. PECQUEUR Eric	LUTTE OUVRIERE	0	17692	1,44	0,62
LAUT	M. POILLION Mickaël	JEUNES AGRICULTEURS	0	12648	1,03	0,44

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. PERCHERON Daniel	FORCES DE GAUCHE	73	704181	51,9	24,52
LMAJ	Mme LETARD Valérie	MA VIE, MA REGION	22	350476	25,83	12,2
LFN	Mme LE PEN Marine	FRONT NATIONAL	18	302218	22,27	10,52

BASSE-NORMANDIE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 066 971				1 066 735		
Abstentions	564 791	52,93			518 734	48,63	
Votants	502 180	47,07			548 001	51,37	
Blancs et nuls	20 112	1,88	4		29 756	2,79	5,43
Exprimés	482 068	45,18	96		518 245	48,58	94,57

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. BEAUVAIS Laurent	LA GAUCHE SOLIDAIRE	0	156959	32,56	14,71
LMAJ	M. LE GRAND Jean-François	POUR NOTRE RÉGION	0	133451	27,68	12,51
LVEC	M. DUFOUR François	EUROPE ECOLOGIE BASSE-N.	0	57879	12,01	5,42
LCMD	M. THOMAS Rodolphe	LA NORMANDIE	0	42924	8,9	4,02
LFN	Mme DUPONT Valérie	LISTE FRONT NATIONAL	0	41938	8,7	3,93
LEXG	Mme COULON Christine	LISTE UNITAIRE ANTICAPIT.	0	24044	4,99	2,25
LEXD	M. LE RACHINEL Fernand	LE PARTI DE LA FRANCE	0	17888	3,71	1,68
LEXG	M. CASEVITZ Pierre	LUTTE OUVRIERE	0	6985	1,45	0,65

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. BEAUVAIS Laurent	LISTE UNION DE LA GAUCHE	32	296192	57,15	27,77
LMAJ	M. LE GRAND Jean-François	POUR NOTRE RÉGION	15	222053	42,85	20,82

HAUTE-NORMANDIE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 278 914				1 278 856		
Abstentions	685 811	53,62			626 890	49,02	
Votants	593 103	46,38			651 966	50,98	
Blancs et nuls	21 423	1,68	3,61		22 872	1,79	3,51
Exprimés	571 680	44,7	96,39		629 094	49,19	96,49

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. LE VERN Alain	A GAUCHE AVEC LE VERN	0	199345	34,87	15,59
LMAJ	M. LE MAIRE Bruno	NOUVELLE NORMANDIE	0	142927	25	11,18
LFN	M. BAY Nicolas	LISTE FN MARINE LE PEN	0	67419	11,79	5,27
LVEC	M. TALEB Claude	EUROPE ECOLOGIE	0	52164	9,12	4,08
LCOP	M. JUMEL Sébastien	LA GAUCHE COMBATIVE	0	47959	8,39	3,75
LCMD	Mme JEANNE Danielle	HAUTE NORMANDIE DEMOCRATE	0	16460	2,88	1,29
LEXG	Mme POUPIN Christine	LISTE NPA (BESANCENOT)	0	14633	2,56	1,14
LDVD	Mme BRIERE Brigitte	DEBOUT LA NORMANDIE	0	10237	1,79	0,8
LEXD	M. LANG Carl	PARTI DE LA FRANCE	0	8363	1,46	0,65
LAUT	M. FRAU Bernard	ALLIANCE NORMANDIE	0	6487	1,13	0,51
LEXG	Mme LAPEYRE Gisèle	LO ARLETTE LAGUILLER	0	5686	0,99	0,44

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. LE VERN Alain	J'AIME MA REGION	37	346633	55,1	27,1
LMAJ	M. LE MAIRE Bruno	NOUVELLE NORMANDIE	12	193128	30,7	15,1
LFN	M. BAY Nicolas	LISTE FN MARINE LE PEN	6	89333	14,2	6,99

PAYS DE LA LOIRE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	2 551 765				2 552 023		
Abstentions	1 321 012	51,77			1 230 636	48,22	
Votants	1 230 753	48,23			1 321 387	51,78	
Blancs et nuls	51 868	2,03	4,21		76 155	2,98	5,76
Exprimés	1 178 885	46,2	95,79		1 245 232	48,79	94,24

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. AUXIETTE Jacques	LA GAUCHE EN ACTION	0	405105	34,36	15,88
LMAJ	M. BECHU Christophe	AGIR VRAIMENT	0	386479	32,78	15,15
LVEC	M. MAGNEN Jean-Philippe	EUROPE ECOLOGIE	0	160831	13,64	6,3
LFN	Mme NEVEUX Brigitte	FRONT NATIONAL	0	83159	7,05	3,26
LCOP	M. GICQUEL Marc	TOUS ENSEMBLE	0	58901	5	2,31
LCMD	Mme GALLERNEAU Patricia	DEMOCRATES	0	53879	4,57	2,11
LEXG	M. LE BELLER Eddy	LUTTE OUVRIERE	0	18861	1,6	0,74
LREG	M. FLIPPOT Jacky	NOUS TE FERONS BRETAGNE	0	11670	0,99	0,46

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. AUXIETTE Jacques	LA GAUCHE ET L'ECOLOGIE	63	702163	56,39	27,51
LMAJ	M. BECHU Christophe	AGIR VRAIMENT	30	543069	43,61	21,28

PICARDIE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 321 514				1 321 077		
Abstentions	719 284	54,43			645 373	48,85	
Votants	602 230	45,57			675 704	51,15	
Blancs et nuls	27 736	2,1	4,61		32 188	2,44	4,76
Exprimés	574 494	43,47	95,39		643 516	48,71	95,24

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	M. GEWERC Claude	AVEC LA GAUCHE RASSEMBLEE	0	153044	26,64	11,58
LMAJ	Mme CAYEUX Caroline	ENVIE DE PICARDIE	0	149007	25,94	11,28
LFN	M. GUINIOT Michel	LISTE FRONT NATIONAL	0	90802	15,81	6,87
LVEC	M. PORQUIER Christophe	EUROPE ECOLOGIE PICARDIE	0	57343	9,98	4,34
LDVG	M. GREMETZ Maxime	COLERE ET ESPOIR	0	35643	6,2	2,7
LCOP	M. AURY Thierry	LISTE FRONT DE GAUCHE	0	30721	5,35	2,32
LCMD	Mme MATHIEU France	FORCE PICARDE MODEM	0	21486	3,74	1,63
LEXG	M. DESBUREAUX Sylvain	TOUT CHANGER RIEN LACHER	0	17269	3,01	1,31
LEXD	M. JOLY Thomas	LE PARTI DE LA FRANCE	0	11624	2,02	0,88
LEXG	M. SZPIRKO Roland	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	7555	1,32	0,57

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. GEWERC Claude	GAUCHE ET ECOLOGISTES	35	310674	48,28	23,52
LMAJ	Mme CAYEUX Caroline	ENVIE DE PICARDIE	14	208665	32,43	15,8
LFN	M. GUINIOT Michel	LISTE FRONT NATIONAL	8	124177	19,3	9,4

POITOU-CHARENTES

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 284 492				1 284 403		
Abstentions	641 143	49,91			597 907	46,55	
Votants	643 349	50,09			686 496	53,45	
Blancs et nuls	25 419	1,98	3,95		39 248	3,06	5,72
Exprimés	617 930	48,11	96,05		647 248	50,39	94,28

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LSOC	Mme ROYAL Ségolène	UNE ENERGIE D'AVANCE	0	240885	38,98	18,75
LMAJ	M. BUSSEREAU Dominique	AVEC DOMINIQUE BUSSEREAU	0	182011	29,45	14,17
LVEC	Mme COUTANT Françoise	EUROPE ECOLOGIE	0	73644	11,92	5,73
LFN	M. DE LACOSTE LAREYMONDIE Jean-Marc	FRONT NATIONAL	0	47728	7,72	3,72
LCOP	Mme JEAN Gisèle	FRONT DE GAUCHE POITOU-CH	0	28801	4,66	2,24
LCMD	M. MONIER Pascal	L'AMBICTION PARTAGEE	0	26980	4,37	2,1
LEXG	Mme ROSSIGNOL Myriam	ALTERNATIVE A GAUCHE	0	11431	1,85	0,89
LEXG	M. GAILLARD Ludovic	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	6450	1,04	0,5

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	Mme ROYAL Ségolène	UNE ENERGIE D'AVANCE	39	392291	60,61	30,54
LMAJ	M. BUSSEREAU Dominique	AVEC DOMINIQUE BUSSEREAU	16	254957	39,39	19,85

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	3 347 258				3 347 088		
Abstentions	1 845 298	55,13			1 599 789	47,8	
Votants	1 501 960	44,87			1 747 299	52,2	
Blancs et nuls	42 128	1,26	2,8		53 224	1,59	3,05
Exprimés	1 459 832	43,61	97,2		1 694 075	50,61	96,95

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. MARIANI Thierry	LA FRANCE CHANGE	0	388365	26,6	11,6
LSOC	M. VAUZELLE Michel	NOTRE REGION RASSEMBLEE	0	376601	25,8	11,25
LFN	M. LE PEN Jean-Marie	FRONT NATIONAL	0	296283	20,3	8,85
LVEC	Mme VICHNIEVSKY Laurence	EUROPE ECOLOGIE	0	159426	10,92	4,76
LCOP	M. COPPOLA Jean-Marc	FRONT DE GAUCHE	0	89256	6,11	2,67
LEXD	M. BOMPARD Jacques	LIGUE DU SUD	0	39284	2,69	1,17
LCMD	Mme LEVRAUD Catherine	AU CENTRE AVEC F. BAYROU	0	36699	2,51	1,1
LAUT	M. MIRAN Patrice	PROVENCE ECOLOGIE MEDIT.	0	34076	2,33	1,02
LEXG	M. GODARD Pierre	GAUCHE SOCIALE ECOLOGISTE	0	30814	2,11	0,92
LEXG	Mme BONNET Isabelle	LUTTE OUVRIERE	0	9028	0,62	0,27

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. VAUZELLE Michel	NOTRE REGION RASSEMBLEE	72	747396	44,12	22,33
LMAJ	M. MARIANI Thierry	LA FRANCE CHANGE	30	559349	33,02	16,71
LFN	M. LE PEN Jean-Marie	FRONT NATIONAL	21	387330	22,86	11,57

RHONE-ALPES

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	4 094 169				4 094 267		
Abstentions	2 328 240	56,87			2 067 147	50,49	
Votants	1 765 929	43,13			2 027 120	49,51	
Blancs et nuls	57 235	1,4	3,24		67 940	1,66	3,35
Exprimés	1 708 694	41,73	96,76		1 959 180	47,85	96,65

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	Mme GROSSETETE Françoise	ENSEMBLE POUR RHÔNE-ALPES	0	450914	26,39	11,01
LSOC	M. QUEYRANNE Jean-Jack	UNE REGION D'AVANCE	0	433964	25,4	10,6
LVEC	M. MEIRIEU Philippe	EUROPE ECOLOGIE	0	304541	17,82	7,44
LFN	M. GOLLNISCH Bruno	FRONT NATIONAL	0	239301	14	5,84
LCOP	Mme MARTIN Elisa	ENSEMBLE A GAUCHE	0	107761	6,31	2,63
LCMD	M. BEGAG Azouz	RHÔNE-ALPES DÉMOCRATE	0	73920	4,33	1,81
LEXG	Mme COMBET Myriam	ANTICAPITALISTES	0	41539	2,43	1,01
LAUT	M. DULAC Michel	SPARTACUS	0	32467	1,9	0,79
LEXG	Mme ARTHAUD Nathalie	LUTTE OUVRIÈRE	0	24287	1,42	0,59

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. QUEYRANNE Jean-Jack	GAUCHE ET ECOLOGISTES	100	994381	50,75	24,29
LMAJ	Mme GROSSETETE Françoise	ENSEMBLE POUR RHÔNE-ALPES	40	666526	34,02	16,28
LFN	M. GOLLNISCH Bruno	FRONT NATIONAL	17	298273	15,22	7,29

ILE DE FRANCE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	6 764 110				6 764 120		
Abstentions	3 802 108	56,21			3 575 369	52,86	
Votants	2 962 002	43,79			3 188 751	47,14	
Blancs et nuls	72 681	1,07	2,45		153 059	2,26	4,8
Exprimés	2 889 321	42,72	97,55		3 035 692	44,88	95,2

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	Mme PECRESSE Valérie	MAJORITE PRESIDENTIELLE	0	802123	27,76	11,86
LSOC	M. HUCHON Jean-Paul	PARTI SOCIALISTE	0	729898	25,26	10,79
LVEC	Mme DUFLOT Cécile	LISTE EUROPE ECOLOGIE	0	479047	16,58	7,08
LFN	Mme ARNAUTU Marie-Christine	LISTE FRONT NATIONAL	0	268318	9,29	3,97
LCOP	M. LAURENT Pierre	FRONT DE GAUCHE	0	189195	6,55	2,8
LDVD	M. DUPONT-AIGNAN Nicolas	LISTE GAULLISTE	0	119844	4,15	1,77
LCMD	M. DOLIUM Alain	LISTE MODEM	0	114983	3,98	1,7
LEXG	M. BESANCENOT Olivier	LISTE NPA	0	90319	3,13	1,34
LAUT	M. GOVERNATORI Jean Marc	ECOLOGISTES INDEPENDANTS	0	40405	1,4	0,6
LAUT	M. DE BOER Axel	LA LISTE CHRETIENNE	0	24661	0,85	0,36
LEXG	M. MERCIER Jean-Pierre	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	18286	0,63	0,27
LAUT	M. KANOUTE Almamy	EMERGENCE	0	12242	0,42	0,18

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. HUCHON Jean-Paul	UNION DE LA GAUCHE	142	1720993	56,69	25,44
LMAJ	Mme PECRESSE Valérie	MAJORITE PRESIDENTIELLE	67	1314699	43,31	19,44

CENTRE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	1 779 660				1 779 395		
Abstentions	953 662	53,59			849 673	47,75	
Votants	825 998	46,41			929 722	52,25	
Blancs et nuls	42 345	2,38	5,13		43 100	2,42	4,64
Exprimés	783 653	44,03	94,87		886 622	49,83	95,36

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. NOVELLI Hervé	UMP	0	227392	29,02	12,78
LSOC	M. BONNEAU François	PARTI SOCIALISTE	0	221168	28,22	12,43
LVEC	M. DELAVERGNE Jean	EUROPE ECOLOGIE	0	91365	11,66	5,13
LFN	M. LOISEAU Philippe	FRONT NATIONAL	0	87872	11,21	4,94
LCOP	Mme BEAUFILS Marie-France	PARTI COMMUNISTE	0	59034	7,53	3,32
LCMD	M. FESNEAU Marc	MODEM	0	39803	5,08	2,24
LEXD	M. VERDON Jean	LE PARTI DE LA FRANCE	0	27844	3,55	1,56
LEXG	M. LASSERRE Michel	NPA (SOUTIEN BESANCENOT)	0	20338	2,6	1,14
LEXG	Mme MEGDOUD Farida	LUTTE OUVRIERE	0	8837	1,13	0,5

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LUG	M. BONNEAU François	UNION DE LA GAUCHE	49	443323	50	24,91
LMAJ	M. NOVELLI Hervé	UMP	21	323293	36,46	18,17
LFN	M. LOISEAU Philippe	FRONT NATIONAL	7	120006	13,54	6,74

CORSE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	213 282				213 312		
Abstentions	80 221	37,61			66 105	30,99	
Votants	133 061	62,39			147 207	69,01	
Blancs et nuls	2 286	1,07	1,72		3 396	1,59	2,31
Exprimés	130 775	61,32	98,28		143 811	67,42	97,69

Tour 1

Nuance	Liste	Voix	%_ins	%_exp
LMAJ	RASSEMBLER POUR LA CORSE	27 903	13,08	21,34
LREG	LISTA SIMEONI	24 057	11,28	18,4
LDVG	PAUL GIACOBBI	20 242	9,49	15,48
LCOP	FRONT DE GAUCHE	13 107	6,15	10,02
LREG	CORSICA LIBERA	12 236	5,74	9,36
LDVG	LISTE GAUCHE RÉPUBLICAINE	10 523	4,93	8,05
LDVG	REUSSIR ENSEMBLE	8 688	4,07	6,64
LCMD	JEAN TOMA	5 554	2,6	4,25
LFN	FN	5 438	2,55	4,16
LAUT	LISTE ÉCOLOGISTE	2 428	1,14	1,86
LAUT	DEMAIN LA CORSE	599	0,28	0,46

Tour 2

Nuance	Liste	Sièges	%	Voix	%_ins	%_exp
LUG	L'ALTERNANCE	24	47,06	52 663	24,69	36,62
LMAJ	RASSEMBLER POUR LA CORSE	12	23,53	39 765	18,64	27,65
LREG	LISTA SIMEONI	11	21,57	37 224	17,45	25,88
LREG	CORSICA LIBERA	4	7,84	14 159	6,64	9,85

MARTINIQUE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	301 244				301 249		
Abstentions	167 278	55,53			135 384	44,94	
Votants	133 966	44,47			165 865	55,06	
Blancs et nuls	4 547	1,51	3,39		4 126	1,37	2,49
Exprimés	129 419	42,96	96,61		161 739	53,69	97,51

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LDVG	M. LETCHIMY Serge	EMN	0	51793	40,02	17,19
LREG	M. MARIE-JEANNE Alfred	PAT MART SYMP	0	41642	32,18	13,82
LMAJ	M. LESUEUR André	RM	0	13586	10,5	4,51
LDVG	Mme DE GRANDMAISON Madeleine	RDM	0	8875	6,86	2,95
LDVG	M. SAMOT Pierre	LISTE DIVERS GAUCHE	0	5131	3,96	1,7
LAUT	Mme JOACHIM-ARNAUD Ghislaine	COMB OUV	0	3514	2,72	1,17
LDVG	M. LORDINOT Guy	LMPT	0	2446	1,89	0,81
LCMD	M. ORVILLE Max	MODEM	0	1350	1,04	0,45
LAUT	M. GRANIER Jean-Claude	RMPF	0	1082	0,84	0,36

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LDVG	M. LETCHIMY Serge	EMN	26	78193	48,35	25,96
LREG	M. MARIE-JEANNE Alfred	PAT MART SYMP	12	66359	41,03	22,03
LMAJ	M. LESUEUR André	RM	3	17187	10,63	5,71

GUYANE

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	69 657				69 655		
Abstentions	38 701	55,56			34 480	49,5	
Votants	30 956	44,44			35 175	50,5	
Blancs et nuls	911	1,31	2,94		1 041	1,49	2,96
Exprimés	30 045	43,13	97,06		34 134	49	97,04

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. ALEXANDRE Rodolphe	GUYANE 73	0	12202	40,61	17,52
LDVG	Mme TAUBIRA Christiane	DEUX ANS ...	0	6916	23,02	9,93
LAUT	Mme PREVOT MADERE Joëlle	CONSTRUISONS LA GUYANE	0	2225	7,41	3,19
LDVG	M. SERVILLO Gabriel	PSG	0	1845	6,14	2,65
LAUT	M. GAILLOU José	GUYANE ECO	0	1582	5,27	2,27
LDVG	Mme BERTHELOT Chantal	AGEG	0	1532	5,1	2,2
LDVG	M. HORTH Gil	FDG	0	1443	4,8	2,07
LDVD	M. AREL Roger	UNE DROITE DYNAMIQUE	0	1274	4,24	1,83
LAUT	M. FOSSE Gilbert	GUYANE ESPERANCE	0	725	2,41	1,04
LSOC	M. JEAN-BAPTISTE-EDOUARD Léon	LE RENOUVEAU	0	301	1	0,43

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. ALEXANDRE Rodolphe	GUYANE 73	21	19152	56,11	27,5
LDVG	Mme TAUBIRA Christiane	DEUX ANS	10	14982	43,89	21,51

LA REUNION

.	Tour 1	%ins	%vot	.	Tour 2	%ins	%vot
Inscrits	550 399				550 480		
Abstentions	301 211	54,73			221 856	40,3	
Votants	249 188	45,27			328 624	59,7	
Blancs et nuls	12 161	2,21	4,88		13 005	2,36	3,96
Exprimés	237 027	43,06	95,12		315 619	57,34	96,04

Tour 1

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LDVG	M. VERGES Paul	L'ALLIANCE	0	71638	30,22	13,02
LMAJ	M. ROBERT Didier	LA REUNION EN CONFIANCE	0	62643	26,43	11,38
LSOC	M. VERGOZ Michel	REUNION PLUS JUSTE	0	30970	13,07	5,63
LDVD	M. VIRAPOULLE Jean-Paul	LA REUNION NOUT'FIERTE	0	15959	6,73	2,9
LAUT	Mme RAMASSAMY Nadia	AMPR	0	14023	5,92	2,55
LDVD	M. THIEN AH KOON André	MOUVEMENT DIVERS DROITE	0	12734	5,37	2,31
LAUT	M. MAGAMOOTOO Eric	LE CHANGEMENT	0	11818	4,99	2,15
LVEC	M. DEFAUD Vincent	EUROPE ECOLOGIE	0	11700	4,94	2,13
LREG	M. BOYER Aniel	NASION RENIONE	0	2097	0,88	0,38
LEXG	M. PAYET Jean-Yves	LISTE LUTTE OUVRIERE	0	1945	0,82	0,35
LAUT	M. ARNACHELLUM Johny	POUR L'EGALITE TOTALE	0	1269	0,54	0,23
LAUT	M. POUNY Daniel	DANIEL POUNY	0	231	0,1	0,04

Tour 2

Nuance	Tête de liste	Liste	Nb sièges	Nb voix	% Exp	% Ins
LMAJ	M. ROBERT Didier	LA REUNION EN CONFIANCE	27	143485	45,46	26,07
LDVG	M. VERGES Paul	LISTE DE L'ALLIANCE	12	112201	35,55	20,38
LSOC	M. VERGOZ Michel	REUNION PLUS JUSTE	6	59933	18,99	10,89

- Vous trouverez les résultats détaillés des élections régionales 2010 sur le site : www.data.gouv.fr aux liens suivants :

<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/elections-regionales-2010-resultats-572148/>

<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/elections-regionales-2010-resultats-572146/>

Annexe 9
Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2004
Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	27,09
74	LIMOUSIN	22,32
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	22,14
83	AUVERGNE	21,88
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	21,42
73	MIDI-PYRENEES	21,34
72	AQUITAINE	20,31
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	20,11
43	FRANCHE-COMTE	20,07
54	POITOU-CHARENTES	19,87
24	CENTRE	19,55
26	BOURGOGNE	19,29
23	HAUTE NORMANDIE	18,68
53	BRETAGNE	18,16
22	PICARDIE	17,63
52	PAYS DE LOIRE	17,52
41	LORRAINE	17,09
82	RHONE-ALPES	16,81
11	ILE DE FRANCE	16,44
31	NORD-PAS DE CALAIS	16,24
25	BASSE NORMANDIE	16,07
42	ALSACE	14,35

Total : 22 Régions

Moyenne : 18,48 %



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	64,22
74	LIMOUSIN	57,59
73	MIDI-PYRENEES	55,47
54	POITOU-CHARENTES	54,44
83	AUVERGNE	54,14
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	53,99
72	AQUITAINE	53,95
53	BRETAGNE	51,99
22	PICARDIE	51,91
23	HAUTE NORMANDIE	51,72
52	PAYS DE LOIRE	51,26
43	FRANCHE-COMTE	51,24
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	50,92
24	CENTRE	50,83
25	BASSE NORMANDIE	49,94
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	49,50
26	BOURGOGNE	48,41
31	NORD-PAS DE CALAIS	48,36
41	LORRAINE	47,51
82	RHONE-ALPES	46,27
11	ILE DE FRANCE	43,68
42	ALSACE	43,05

Total : 22 Régions

Moyenne : 49,66 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	22,71
83	AUVERGNE	21,33
74	LIMOUSIN	19,63
43	FRANCHE-COMTE	19,04
73	MIDI-PYRENEES	18,76
26	BOURGOGNE	18,69
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	18,53
54	POITOU-CHARENTES	18,22
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	18,03
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	17,98
72	AQUITAINE	17,55
52	PAYS DE LOIRE	17,16
24	CENTRE	16,77
82	RHONE-ALPES	16,55
23	HAUTE NORMANDIE	16,39
53	BRETAGNE	16,23
22	PICARDIE	15,72
41	LORRAINE	15,51
25	BASSE NORMANDIE	15,29
31	NORD-PAS DE CALAIS	14,18
11	ILE DE FRANCE	14,02
42	ALSACE	13,31

Total : 22 Régions

Moyenne : 16,55 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	65,68
83	AUVERGNE	58,41
74	LIMOUSIN	57,32
54	POITOU-CHARENTES	56,15
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	56,04
53	BRETAGNE	55,31
43	FRANCHE-COMTE	54,32
23	HAUTE NORMANDIE	53,93
73	MIDI-PYRENEES	53,82
52	PAYS DE LOIRE	53,68
72	AQUITAINE	53,45
24	CENTRE	52,79
22	PICARDIE	52,52
25	BASSE NORMANDIE	52,34
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	52,33
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	52,18
26	BOURGOGNE	51,44
31	NORD-PAS DE CALAIS	49,87
41	LORRAINE	49,49
82	RHONE-ALPES	48,16
11	ILE DE FRANCE	44,99
42	ALSACE	42,36

Total : 22 Régions

Moyenne : 51,24 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
32	GERS	31,88
2A	CORSE SUD	28,07
24	DORDOGNE	27,93
2B	HAUTE CORSE	26,27
48	LOZERE	25,94
23	CREUSE	25,72
12	AVEYRON	25,67
09	ARIEGE	24,99
84	VAUCLUSE	24,81
40	LANDES	24,76
15	CANTAL	24,63
19	CORREZE	24,13
70	HAUTE SAONE	24,00
63	PUY DE DOME	23,37
05	HAUTES ALPES	23,36
46	LOT	23,33
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	22,79
66	PYRENEES ORIENTALES	22,70
11	AUDE	22,64
83	VAR	22,42
65	HAUTES PYRENEES	22,20
72	SARTHE	22,11
81	TARN	21,94
34	HERAULT	21,81
13	BOUCHES DU RHONE	21,80
36	INDRE	21,78
18	CHER	21,49
30	GARD	21,49
79	DEUX SEVRES	21,41
86	VIENNE	21,40
51	MARNE	21,17
82	TARN ET GARONNE	21,11
78	YVELINES	20,83
47	LOT ET GARONNE	20,68
29	FINISTERE	20,57
71	SAONE ET LOIRE	20,41
16	CHARENTE	20,40
26	DROME	20,39
03	ALLIER	20,21
10	AUBE	20,00
08	ARDENNES	19,89
42	LOIRE	19,87

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
28	EURE ET LOIR	19,72
87	HAUTE VIENNE	19,70
39	JURA	19,57
07	ARDECHE	19,52
53	MAYENNE	19,50
58	NIEVRE	19,42
56	MORBIHAN	19,39
41	LOIR ET CHER	19,35
21	COTE D'OR	19,20
76	SEINE MARITIME	19,11
22	COTES D'ARMOR	18,98
45	LOIRET	18,97
80	SOMME	18,83
73	SAVOIE	18,81
25	DOUBS	18,75
54	MEURTHE ET MOSELLE	18,60
77	SEINE ET MARNE	18,51
43	HAUTE LOIRE	18,48
06	ALPES MARITIMES	18,25
55	MEUSE	18,25
90	TERRITOIRE DE BELFORT	18,25
37	INDRE ET LOIRE	18,00
02	AISNE	18,00
85	VENDEE	17,98
62	PAS DE CALAIS	17,95
33	GIRONDE	17,89
52	HAUTE MARNE	17,77
27	EURE	17,71
17	CHARENTE MARITIME	17,52
89	YONNE	17,43
64	PYRENEES ATLANTIQUES	17,20
88	VOSGES	17,13
31	HAUTE GARONNE	16,91
50	MANCHE	16,87
69	RHONE	16,86
75	PARIS	16,63
60	OISE	16,45
01	AIN	16,43
95	VAL D'OISE	16,15
61	ORNE	16,13
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,99
57	MOSELLE	15,86

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
91	ESSONNE	15,75
94	VAL DE MARNE	15,75
14	CALVADOS	15,40
68	HAUT RHIN	15,36
49	MAINE ET LOIRE	15,30
59	NORD	15,20
74	HAUTE SAVOIE	15,14
35	ILLE ET VILAINE	14,65
93	SEINE SAINT-DENIS	13,98
67	BAS RHIN	13,64
92	HAUTS DE SEINE	12,90
38	ISERE	12,75

Total : 96 Départements

Moyenne : 18,48 %



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	16,43
02	AISNE	18,00
03	ALLIER	20,21
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	22,79
05	HAUTES ALPES	23,36
06	ALPES MARITIMES	18,25
07	ARDECHE	19,52
08	ARDENNES	19,89
09	ARIEGE	24,99
10	AUBE	20,00
11	AUDE	22,64
12	AVEYRON	25,67
13	BOUCHES DU RHONE	21,80
14	CALVADOS	15,40
15	CANTAL	24,63
16	CHARENTE	20,40
17	CHARENTE MARITIME	17,52
18	CHER	21,49
19	CORREZE	24,13
2A	CORSE SUD	28,07
2B	HAUTE CORSE	26,27
21	COTE D'OR	19,20
22	COTES D'ARMOR	18,98
23	CREUSE	25,72
24	DORDOGNE	27,93
25	DOUBS	18,75
26	DROME	20,39
27	EURE	17,71
28	EURE ET LOIR	19,72
29	FINISTERE	20,57
30	GARD	21,49
31	HAUTE GARONNE	16,91
32	GERS	31,88
33	GIRONDE	17,89
34	HERAULT	21,81
35	ILLE ET VILAINE	14,65
36	INDRE	21,78
37	INDRE ET LOIRE	18,00
38	ISERE	12,75
39	JURA	19,57
40	LANDES	24,76
41	LOIR ET CHER	19,35

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	19,87
43	HAUTE LOIRE	18,48
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,99
45	LOIRET	18,97
46	LOT	23,33
47	LOT ET GARONNE	20,68
48	LOZERE	25,94
49	MAINE ET LOIRE	15,30
50	MANCHE	16,87
51	MARNE	21,17
52	HAUTE MARNE	17,77
53	MAYENNE	19,50
54	MEURTHE ET MOSELLE	18,60
55	MEUSE	18,25
56	MORBIHAN	19,39
57	MOSELLE	15,86
58	NIEVRE	19,42
59	NORD	15,20
60	OISE	16,45
61	ORNE	16,13
62	PAS DE CALAIS	17,95
63	PUY DE DOME	23,37
64	PYRENEES ATLANTIQUES	17,20
65	HAUTES PYRENEES	22,20
66	PYRENEES ORIENTALES	22,70
67	BAS RHIN	13,64
68	HAUT RHIN	15,36
69	RHONE	16,86
70	HAUTE SAONE	24,00
71	SAONE ET LOIRE	20,41
72	SARTHE	22,11
73	SAVOIE	18,81
74	HAUTE SAVOIE	15,14
75	PARIS	16,63
76	SEINE MARITIME	19,11
77	SEINE ET MARNE	18,51
78	YVELINES	20,83
79	DEUX SEVRES	21,41
80	SOMME	18,83
81	TARN	21,94
82	TARN ET GARONNE	21,11
83	VAR	22,42



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	24,81
85	VENDEE	17,98
86	VIENNE	21,40
87	HAUTE VIENNE	19,70
88	VOSGES	17,13
89	YONNE	17,43
90	TERRITOIRE DE BELFORT	18,25
91	ESSONNE	15,75
92	HAUTS DE SEINE	12,90
93	SEINE SAINT-DENIS	13,98
94	VAL DE MARNE	15,75
95	VAL D'OISE	16,15

Total : 96 Départements

Moyenne : 18,48 %



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2A	CORSE SUD	65,91
48	LOZERE	62,95
2B	HAUTE CORSE	62,81
24	DORDOGNE	62,36
32	GERS	61,52
23	CREUSE	61,43
81	TARN	61,42
65	HAUTES PYRENEES	60,74
19	CORREZE	60,64
46	LOT	60,45
79	DEUX SEVRES	60,18
11	AUDE	59,27
15	CANTAL	58,98
09	ARIEGE	58,75
80	SOMME	58,12
12	AVEYRON	57,83
36	INDRE	57,18
82	TARN ET GARONNE	57,07
70	HAUTE SAONE	57,00
63	PUY DE DOME	56,81
72	SARTHE	56,30
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	56,08
66	PYRENEES ORIENTALES	55,87
40	LANDES	55,69
05	HAUTES ALPES	55,58
56	MORBIHAN	54,94
84	VAUCLUSE	54,71
16	CHARENTE	54,70
86	Vienne	54,52
47	LOT ET GARONNE	54,16
87	HAUTE VIENNE	53,90
62	PAS DE CALAIS	53,47
33	GIRONDE	52,24
30	GARD	52,13
37	INDRE ET LOIRE	52,00
22	COTES D'ARMOR	52,00
29	FINISTERE	51,94
55	MEUSE	51,86
76	SEINE MARITIME	51,85
61	ORNE	51,81
34	HERAULT	51,70
85	VENDEE	51,67

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
27	EURE	51,44
83	VAR	51,41
49	MAINE ET LOIRE	51,37
25	DOUBS	51,36
53	MAYENNE	51,30
50	MANCHE	51,27
10	AUBE	51,00
13	BOUCHES DU RHONE	50,77
45	LOIRET	50,69
17	CHARENTE MARITIME	50,67
64	PYRENEES ATLANTIQUES	50,64
03	ALLIER	50,58
58	NIEVRE	50,52
51	MARNE	50,36
07	ARDECHE	50,04
18	CHER	49,99
52	HAUTE MARNE	49,67
35	ILLE ET VILAINE	49,66
60	OISE	49,50
71	SAONE ET LOIRE	49,48
21	COTE D'OR	49,40
54	MEURTHE ET MOSELLE	49,21
43	HAUTE LOIRE	49,01
26	DROME	48,82
31	HAUTE GARONNE	48,70
44	LOIRE ATLANTIQUE	48,57
77	SEINE ET MARNE	48,56
02	AISNE	48,51
41	LOIR ET CHER	48,48
42	LOIRE	48,44
90	TERRITOIRE DE BELFORT	48,25
28	EURE ET LOIR	48,04
14	CALVADOS	47,97
06	ALPES MARITIMES	47,94
73	SAVOIE	47,94
39	JURA	46,78
88	VOSGES	46,68
78	YVELINES	46,54
08	ARDENNES	46,19
01	AIN	46,03
57	MOSELLE	45,90
67	BAS RHIN	45,89



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
69	RHONE	45,83
95	VAL D'OISE	45,29
59	NORD	45,26
38	ISERE	45,00
91	ESSONNE	44,41
89	YONNE	43,76
75	PARIS	43,10
74	HAUTE SAVOIE	42,43
94	VAL DE MARNE	42,04
93	SEINE SAINT-DENIS	40,23
92	HAUTS DE SEINE	39,23
68	HAUT RHIN	39,05

Total : 96 Départements

Moyenne : 49,66 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	46,03
02	AISNE	48,51
03	ALLIER	50,58
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	56,08
05	HAUTES ALPES	55,58
06	ALPES MARITIMES	47,94
07	ARDECHE	50,04
08	ARDENNES	46,19
09	ARIEGE	58,75
10	AUBE	51,00
11	AUDE	59,27
12	AVEYRON	57,83
13	BOUCHES DU RHONE	50,77
14	CALVADOS	47,97
15	CANTAL	58,98
16	CHARENTE	54,70
17	CHARENTE MARITIME	50,67
18	CHER	49,99
19	CORREZE	60,64
2A	CORSE SUD	65,91
2B	HAUTE CORSE	62,81
21	COTE D'OR	49,40
22	COTES D'ARMOR	52,00
23	CREUSE	61,43
24	DORDOGNE	62,36
25	DOUBS	51,36
26	DROME	48,82
27	EURE	51,44
28	EURE ET LOIR	48,04
29	FINISTERE	51,94
30	GARD	52,13
31	HAUTE GARONNE	48,70
32	GERS	61,52
33	GIRONDE	52,24
34	HERAULT	51,70
35	ILLE ET VILAINE	49,66
36	INDRE	57,18
37	INDRE ET LOIRE	52,00
38	ISERE	45,00
39	JURA	46,78
40	LANDES	55,69
41	LOIR ET CHER	48,48

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	48,44
43	HAUTE LOIRE	49,01
44	LOIRE ATLANTIQUE	48,57
45	LOIRET	50,69
46	LOT	60,45
47	LOT ET GARONNE	54,16
48	LOZERE	62,95
49	MAINE ET LOIRE	51,37
50	MANCHE	51,27
51	MARNE	50,36
52	HAUTE MARNE	49,67
53	MAYENNE	51,30
54	MEURTHE ET MOSELLE	49,21
55	MEUSE	51,86
56	MORBIHAN	54,94
57	MOSELLE	45,90
58	NIEVRE	50,52
59	NORD	45,26
60	OISE	49,50
61	ORNE	51,81
62	PAS DE CALAIS	53,47
63	PUY DE DOME	56,81
64	PYRENEES ATLANTIQUES	50,64
65	HAUTES PYRENEES	60,74
66	PYRENEES ORIENTALES	55,87
67	BAS RHIN	45,89
68	HAUT RHIN	39,05
69	RHONE	45,83
70	HAUTE SAONE	57,00
71	SAONE ET LOIRE	49,48
72	SARTHE	56,30
73	SAVOIE	47,94
74	HAUTE SAVOIE	42,43
75	PARIS	43,10
76	SEINE MARITIME	51,85
77	SEINE ET MARNE	48,56
78	YVELINES	46,54
79	DEUX SEVRES	60,18
80	SOMME	58,12
81	TARN	61,42
82	TARN ET GARONNE	57,07
83	VAR	51,41

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 21 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	54,71
85	VENDEE	51,67
86	VIENNE	54,52
87	HAUTE VIENNE	53,90
88	VOSGES	46,68
89	YONNE	43,76
90	TERRITOIRE DE BELFORT	48,25
91	ESSONNE	44,41
92	HAUTS DE SEINE	39,23
93	SEINE SAINT-DENIS	40,23
94	VAL DE MARNE	42,04
95	VAL D'OISE	45,29

Total : 96 Départements

Moyenne : 49,66 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2A	CORSE SUD	26,49
32	GERS	25,59
24	DORDOGNE	25,42
19	CORREZE	23,65
15	CANTAL	23,27
70	HAUTE SAONE	22,75
48	LOZERE	22,66
84	VAUCLUSE	22,10
12	AVEYRON	22,00
82	TARN ET GARONNE	21,68
40	LANDES	21,54
23	CREUSE	21,39
81	TARN	21,33
63	PUY DE DOME	21,32
05	HAUTES ALPES	21,21
43	HAUTE LOIRE	21,00
46	LOT	20,64
03	ALLIER	20,61
72	SARTHE	20,53
83	VAR	20,36
65	HAUTES PYRENEES	20,23
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	20,00
09	ARIEGE	19,97
71	SAONE ET LOIRE	19,83
79	DEUX SEVRES	19,65
2B	HAUTE CORSE	19,59
30	GARD	19,51
16	CHARENTE	19,30
51	MARNE	19,14
18	CHER	19,08
85	VENDEE	19,03
66	PYRENEES ORIENTALES	19,01
55	MEUSE	18,98
29	FINISTERE	18,89
39	JURA	18,87
36	INDRE	18,86
41	LOIR ET CHER	18,77
58	NIEVRE	18,40
86	Vienne	18,15
89	Yonne	18,01
21	COTE D'OR	17,96
42	LOIRE	17,88

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
74	HAUTE SAVOIE	17,87
78	YVELINES	17,71
07	ARDECHE	17,70
47	LOT ET GARONNE	17,62
53	MAYENNE	17,61
34	HERAULT	17,60
11	AUDE	17,56
08	ARDENNES	17,40
25	DOUBS	17,20
73	SAVOIE	17,18
52	HAUTE MARNE	17,17
56	MORBIHAN	17,12
10	AUBE	17,10
80	SOMME	17,05
54	MEURTHE ET MOSELLE	16,84
17	CHARENTE MARITIME	16,72
06	ALPES MARITIMES	16,67
76	SEINE MARITIME	16,54
88	VOSGES	16,45
50	MANCHE	16,38
62	PAS DE CALAIS	16,28
01	AIN	16,22
45	LOIRET	16,19
69	RHONE	16,12
87	HAUTE VIENNE	16,10
27	EURE	16,06
02	AISNE	16,01
22	COTES D'ARMOR	16,00
38	ISERE	15,99
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,88
33	GIRONDE	15,75
13	BOUCHES DU RHONE	15,67
28	EURE ET LOIR	15,42
49	MAINE ET LOIRE	14,97
14	CALVADOS	14,78
37	INDRE ET LOIRE	14,78
77	SEINE ET MARNE	14,62
61	ORNE	14,51
60	OISE	14,50
68	HAUT RHIN	14,27
26	DROME	14,21
31	HAUTE GARONNE	14,13

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
75	PARIS	14,10
95	VAL D'OISE	13,87
94	VAL DE MARNE	13,61
57	MOSELLE	13,59
91	ESSONNE	13,52
64	PYRENEES ATLANTIQUES	13,51
35	ILLE ET VILAINE	13,00
59	NORD	12,88
67	BAS RHIN	12,62
92	HAUTS DE SEINE	12,26
93	SEINE SAINT-DENIS	11,79

Total : 95 Départements

Moyenne : 16,55 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	16,22
02	AISNE	16,01
03	ALLIER	20,61
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	20,00
05	HAUTES ALPES	21,21
06	ALPES MARITIMES	16,67
07	ARDECHE	17,70
08	ARDENNES	17,40
09	ARIEGE	19,97
10	AUBE	17,10
11	AUDE	17,56
12	AVEYRON	22,00
13	BOUCHES DU RHONE	15,67
14	CALVADOS	14,78
15	CANTAL	23,27
16	CHARENTE	19,30
17	CHARENTE MARITIME	16,72
18	CHER	19,08
19	CORREZE	23,65
2A	CORSE SUD	26,49
2B	HAUTE CORSE	19,59
21	COTE D'OR	17,96
22	COTES D'ARMOR	16,00
23	CREUSE	21,39
24	DORDOGNE	25,42
25	DOUBS	17,20
26	DROME	14,21
27	EURE	16,06
28	EURE ET LOIR	15,42
29	FINISTERE	18,89
30	GARD	19,51
31	HAUTE GARONNE	14,13
32	GERS	25,59
33	GIRONDE	15,75
34	HERAULT	17,60
35	ILLE ET VILAINE	13,00
36	INDRE	18,86
37	INDRE ET LOIRE	14,78
38	ISERE	15,99
39	JURA	18,87
40	LANDES	21,54
41	LOIR ET CHER	18,77

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	17,88
43	HAUTE LOIRE	21,00
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,88
45	LOIRET	16,19
46	LOT	20,64
47	LOT ET GARONNE	17,62
48	LOZERE	22,66
49	MAINE ET LOIRE	14,97
50	MANCHE	16,38
51	MARNE	19,14
52	HAUTE MARNE	17,17
53	MAYENNE	17,61
54	MEURTHE ET MOSELLE	16,84
55	MEUSE	18,98
56	MORBIHAN	17,12
57	MOSELLE	13,59
58	NIEVRE	18,40
59	NORD	12,88
60	OISE	14,50
61	ORNE	14,51
62	PAS DE CALAIS	16,28
63	PUY DE DOME	21,32
64	PYRENEES ATLANTIQUES	13,51
65	HAUTES PYRENEES	20,23
66	PYRENEES ORIENTALES	19,01
67	BAS RHIN	12,62
68	HAUT RHIN	14,27
69	RHONE	16,12
70	HAUTE SAONE	22,75
71	SAONE ET LOIRE	19,83
72	SARTHE	20,53
73	SAVOIE	17,18
74	HAUTE SAVOIE	17,87
75	PARIS	14,10
76	SEINE MARITIME	16,54
77	SEINE ET MARNE	14,62
78	YVELINES	17,71
79	DEUX SEVRES	19,65
80	SOMME	17,05
81	TARN	21,33
82	TARN ET GARONNE	21,68
83	VAR	20,36

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	22,10
85	VENDEE	19,03
86	Vienne	18,15
87	HAUTE VIENNE	16,10
88	VOSGES	16,45
89	Yonne	18,01
91	ESSONNE	13,52
92	HAUTS DE SEINE	12,26
93	SEINE SAINT-DENIS	11,79
94	VAL DE MARNE	13,61
95	VAL D'OISE	13,87

Total : 95 Départements

Moyenne : 16,55 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2A	CORSE SUD	67,44
2B	HAUTE CORSE	64,23
48	LOZERE	62,98
24	DORDOGNE	62,13
46	LOT	62,03
70	HAUTE SAONE	61,00
19	CORREZE	60,85
12	AVEYRON	60,55
43	HAUTE LOIRE	60,17
81	TARN	60,08
15	CANTAL	59,72
79	DEUX SEVRES	59,16
11	AUDE	59,12
63	PUY DE DOME	58,51
82	TARN ET GARONNE	58,48
84	VAUCLUSE	57,90
86	Vienne	57,86
22	COTES D'ARMOR	57,77
66	PYRENEES ORIENTALES	57,75
30	GARD	57,70
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	57,40
16	CHARENTE	57,30
80	SOMME	57,09
72	SARTHE	57,01
23	CREUSE	56,88
56	MORBIHAN	56,75
36	INDRE	56,56
03	ALLIER	56,47
05	HAUTES ALPES	56,24
40	LANDES	56,13
09	ARIEGE	55,98
65	HAUTES PYRENEES	55,50
29	FINISTERE	55,32
87	HAUTE VIENNE	55,00
18	CHER	54,84
55	MEUSE	54,69
83	VAR	54,66
61	ORNE	54,54
76	SEINE MARITIME	54,50
85	VENDEE	54,35
52	HAUTE MARNE	54,34
62	PAS DE CALAIS	54,32

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
47	LOT ET GARONNE	53,91
37	INDRE ET LOIRE	53,88
32	GERS	53,77
07	ARDECHE	53,66
41	LOIR ET CHER	53,44
44	LOIRE ATLANTIQUE	52,86
51	MARNE	52,77
27	EURE	52,67
25	DOUBS	52,57
49	MAINE ET LOIRE	52,52
35	ILLE ET VILAINE	52,50
14	CALVADOS	52,45
17	CHARENTE MARITIME	52,38
34	HERAULT	52,34
53	MAYENNE	52,25
71	SAONE ET LOIRE	52,24
58	NIEVRE	52,13
54	MEURTHE ET MOSELLE	52,12
10	AUBE	52,10
02	AISNE	51,87
42	LOIRE	51,60
33	GIRONDE	51,49
21	COTE D'OR	51,13
39	JURA	51,12
50	MANCHE	50,94
45	LOIRET	50,59
13	BOUCHES DU RHONE	50,41
88	VOSGES	50,31
08	ARDENNES	50,20
89	YONNE	50,09
77	SEINE ET MARNE	50,06
28	EURE ET LOIR	50,00
64	PYRENEES ATLANTIQUES	49,76
26	DROME	49,63
60	OISE	49,50
73	SAVOIE	49,09
38	ISERE	48,52
06	ALPES MARITIMES	48,35
01	AIN	48,01
91	ESSONNE	47,54
78	YVELINES	47,47
59	NORD	47,09

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
57	MOSELLE	46,43
31	HAUTE GARONNE	46,42
69	RHONE	46,01
95	VAL D'OISE	45,64
74	HAUTE SAVOIE	44,04
92	HAUTS DE SEINE	43,63
75	PARIS	43,00
67	BAS RHIN	42,96
94	VAL DE MARNE	41,96
68	HAUT RHIN	41,51
93	SEINE SAINT-DENIS	41,05

Total : 95 Départements

Moyenne : 51,24 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	48,01
02	AISNE	51,87
03	ALLIER	56,47
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	57,40
05	HAUTES ALPES	56,24
06	ALPES MARITIMES	48,35
07	ARDECHE	53,66
08	ARDENNES	50,20
09	ARIEGE	55,98
10	AUBE	52,10
11	AUDE	59,12
12	AVEYRON	60,55
13	BOUCHES DU RHONE	50,41
14	CALVADOS	52,45
15	CANTAL	59,72
16	CHARENTE	57,30
17	CHARENTE MARITIME	52,38
18	CHER	54,84
19	CORREZE	60,85
2A	CORSE SUD	67,44
2B	HAUTE CORSE	64,23
21	COTE D'OR	51,13
22	COTES D'ARMOR	57,77
23	CREUSE	56,88
24	DORDOGNE	62,13
25	DOUBS	52,57
26	DROME	49,63
27	EURE	52,67
28	EURE ET LOIR	50,00
29	FINISTERE	55,32
30	GARD	57,70
31	HAUTE GARONNE	46,42
32	GERS	53,77
33	GIRONDE	51,49
34	HERAULT	52,34
35	ILLE ET VILAINE	52,50
36	INDRE	56,56
37	INDRE ET LOIRE	53,88
38	ISERE	48,52
39	JURA	51,12
40	LANDES	56,13
41	LOIR ET CHER	53,44

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	51,60
43	HAUTE LOIRE	60,17
44	LOIRE ATLANTIQUE	52,86
45	LOIRET	50,59
46	LOT	62,03
47	LOT ET GARONNE	53,91
48	LOZERE	62,98
49	MAINE ET LOIRE	52,52
50	MANCHE	50,94
51	MARNE	52,77
52	HAUTE MARNE	54,34
53	MAYENNE	52,25
54	MEURTHE ET MOSELLE	52,12
55	MEUSE	54,69
56	MORBIHAN	56,75
57	MOSELLE	46,43
58	NIEVRE	52,13
59	NORD	47,09
60	OISE	49,50
61	ORNE	54,54
62	PAS DE CALAIS	54,32
63	PUY DE DOME	58,51
64	PYRENEES ATLANTIQUES	49,76
65	HAUTES PYRENEES	55,50
66	PYRENEES ORIENTALES	57,75
67	BAS RHIN	42,96
68	HAUT RHIN	41,51
69	RHONE	46,01
70	HAUTE SAONE	61,00
71	SAONE ET LOIRE	52,24
72	SARTHE	57,01
73	SAVOIE	49,09
74	HAUTE SAVOIE	44,04
75	PARIS	43,00
76	SEINE MARITIME	54,50
77	SEINE ET MARNE	50,06
78	YVELINES	47,47
79	DEUX SEVRES	59,16
80	SOMME	57,09
81	TARN	60,08
82	TARN ET GARONNE	58,48
83	VAR	54,66

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 28 Mars 2004

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	57,90
85	VENDEE	54,35
86	Vienne	57,86
87	HAUTE Vienne	55,00
88	VOSGES	50,31
89	Yonne	50,09
91	ESSonne	47,54
92	HAUTS DE SEINE	43,63
93	SEINE SAINT-DENIS	41,05
94	VAL DE MARNE	41,96
95	VAL D'OISE	45,64

Total : 95 Départements

Moyenne : 51,24 %

Annexe 10
Les taux de participation au scrutin des élections régionales 2010
Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	25,21
74	LIMOUSIN	19,41
83	AUVERGNE	19,32
73	MIDI-PYRENEES	19,23
54	POITOU-CHARENTES	18,72
72	AQUITAINE	17,98
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	17,77
25	BASSE-NORMANDIE	17,60
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	17,59
43	FRANCHE-COMTE	17,39
24	CENTRE	17,15
23	HAUTE-NORMANDIE	17,12
26	BOURGOGNE	16,88
52	PAYS DE LA LOIRE	16,61
22	PICARDIE	16,39
82	RHONE-ALPES	16,38
31	NORD-PAS-DE-CALAIS	15,62
53	BRETAGNE	15,56
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	14,71
41	LORRAINE	14,20
11	ILE-DE-FRANCE	12,06
42	ALSACE	11,76

Total : 22 Régions

Moyenne : 16,07 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	57,54
54	POITOU-CHARENTES	46,18
73	MIDI-PYRENEES	45,21
74	LIMOUSIN	45,08
83	AUVERGNE	44,14
43	FRANCHE-COMTE	43,06
53	BRETAGNE	42,75
72	AQUITAINE	42,70
52	PAYS DE LA LOIRE	41,79
25	BASSE-NORMANDIE	41,76
24	CENTRE	41,00
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	40,77
26	BOURGOGNE	40,03
31	NORD-PAS-DE-CALAIS	39,97
23	HAUTE-NORMANDIE	39,75
22	PICARDIE	38,59
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	38,27
82	RHONE-ALPES	37,21
41	LORRAINE	37,16
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	35,69
42	ALSACE	34,86
11	ILE-DE-FRANCE	32,71

Total : 22 Régions

Moyenne : 39,29 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	28,32
83	AUVERGNE	22,84
74	LIMOUSIN	22,77
54	POITOU-CHARENTES	21,49
43	FRANCHE-COMTE	21,22
73	MIDI-PYRENEES	20,98
72	AQUITAINE	20,68
26	BOURGOGNE	20,52
52	PAYS DE LA LOIRE	20,08
82	RHONE-ALPES	19,83
53	BRETAGNE	19,82
24	CENTRE	19,77
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	19,70
22	PICARDIE	19,59
25	BASSE-NORMANDIE	19,31
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	19,16
23	HAUTE-NORMANDIE	18,57
41	LORRAINE	18,07
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	17,84
31	NORD-PAS-DE-CALAIS	16,30
42	ALSACE	14,47
11	ILE-DE-FRANCE	13,53

Total : 22 Régions

Moyenne : 18,57 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Régions - Métropole

Code	Désignation	%
94	CORSE	61,09
43	FRANCHE-COMTE	49,65
83	AUVERGNE	49,06
54	POITOU-CHARENTES	48,99
74	LIMOUSIN	48,11
53	BRETAGNE	47,83
73	MIDI-PYRENEES	46,89
72	AQUITAINE	46,71
25	BASSE-NORMANDIE	46,25
26	BOURGOGNE	45,99
24	CENTRE	45,86
52	PAYS DE LA LOIRE	45,31
23	HAUTE-NORMANDIE	44,81
22	PICARDIE	44,41
93	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	44,25
91	LANGUEDOC-ROUSSILLON	44,20
82	RHONE-ALPES	43,25
31	NORD-PAS-DE-CALAIS	42,44
41	LORRAINE	41,05
21	CHAMPAGNE-ARDENNE	40,50
42	ALSACE	40,03
11	ILE-DE-FRANCE	35,30

Total : 22 Régions

Moyenne : 43,47 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2A	CORSE SUD	25,45
2B	HAUTE CORSE	25,00
48	LOZERE	23,34
12	AVEYRON	23,23
15	CANTAL	23,17
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	22,43
24	DORDOGNE	22,40
41	LOIR ET CHER	22,05
03	ALLIER	21,62
07	ARDECHE	21,03
32	GERS	20,81
40	LANDES	20,60
87	HAUTE VIENNE	20,18
83	VAR	20,10
46	LOT	20,10
82	TARN ET GARONNE	20,04
84	VAUCLUSE	19,75
42	LOIRE	19,66
09	ARIEGE	19,62
17	CHARENTE MARITIME	19,57
49	MAINE ET LOIRE	19,30
16	CHARENTE	19,30
19	CORREZE	19,14
70	HAUTE SAONE	18,95
90	TERRITOIRE DE BELFORT	18,86
11	AUDE	18,80
43	HAUTE LOIRE	18,70
31	HAUTE GARONNE	18,63
66	PYRENEES ORIENTALES	18,60
36	INDRE	18,59
79	DEUX SEVRES	18,53
89	YONNE	18,45
61	ORNE	18,42
34	HERAULT	18,16
76	SEINE MARITIME	18,11
71	SAONE ET LOIRE	18,10
26	DROME	18,09
23	CREUSE	17,87
64	PYRENEES ATLANTIQUES	17,84
73	SAVOIE	17,82
50	MANCHE	17,73
38	ISERE	17,73

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
81	TARN	17,73
60	OISE	17,63
39	JURA	17,54
80	SOMME	17,49
72	SARTHE	17,36
56	MORBIHAN	17,31
63	PUY DE DOME	17,16
14	CALVADOS	17,14
86	VIENNE	17,09
06	ALPES MARITIMES	17,04
37	INDRE ET LOIRE	16,95
18	CHER	16,91
55	MEUSE	16,48
65	HAUTES PYRENEES	16,43
33	GIRONDE	16,42
22	COTES D'ARMOR	16,34
05	HAUTES ALPES	16,33
58	NIEVRE	16,31
85	VENDEE	16,26
28	EURE ET LOIR	16,16
25	DOUBS	16,13
13	BOUCHES DU RHONE	15,95
88	VOSGES	15,87
08	ARDENNES	15,84
59	NORD	15,76
47	LOT ET GARONNE	15,70
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,50
62	PAS DE CALAIS	15,39
01	AIN	15,30
27	EURE	15,01
54	MEURTHE ET MOSELLE	14,97
69	RHONE	14,86
45	LOIRET	14,85
51	MARNE	14,77
30	GARD	14,76
35	ILLE ET VILAINE	14,74
77	SEINE ET MARNE	14,70
21	COTE D'OR	14,62
91	ESSONNE	14,58
29	FINISTERE	14,43
52	HAUTE MARNE	14,40
53	MAYENNE	13,80



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
10	AUBE	13,70
02	AISNE	13,40
95	VAL D'OISE	13,25
92	HAUTS DE SEINE	13,11
78	YVELINES	12,86
57	MOSELLE	12,62
67	BAS RHIN	11,94
68	HAUT RHIN	11,50
74	HAUTE SAVOIE	10,62
75	PARIS	10,04
94	VAL DE MARNE	9,53
93	SEINE SAINT-DENIS	8,97

Total : 96 Départements

Moyenne : 16,07 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	15,30
02	AISNE	13,40
03	ALLIER	21,62
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	22,43
05	HAUTES ALPES	16,33
06	ALPES MARITIMES	17,04
07	ARDECHE	21,03
08	ARDENNES	15,84
09	ARIEGE	19,62
10	AUBE	13,70
11	AUDE	18,80
12	AVEYRON	23,23
13	BOUCHES DU RHONE	15,95
14	CALVADOS	17,14
15	CANTAL	23,17
16	CHARENTE	19,30
17	CHARENTE MARITIME	19,57
18	CHER	16,91
19	CORREZE	19,14
2A	CORSE SUD	25,45
2B	HAUTE CORSE	25,00
21	COTE D'OR	14,62
22	COTES D'ARMOR	16,34
23	CREUSE	17,87
24	DORDOGNE	22,40
25	DOUBS	16,13
26	DROME	18,09
27	EURE	15,01
28	EURE ET LOIR	16,16
29	FINISTERE	14,43
30	GARD	14,76
31	HAUTE GARONNE	18,63
32	GERS	20,81
33	GIRONDE	16,42
34	HERAULT	18,16
35	ILLE ET VILAINE	14,74
36	INDRE	18,59
37	INDRE ET LOIRE	16,95
38	ISERE	17,73
39	JURA	17,54
40	LANDES	20,60
41	LOIR ET CHER	22,05

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	19,66
43	HAUTE LOIRE	18,70
44	LOIRE ATLANTIQUE	15,50
45	LOIRET	14,85
46	LOT	20,10
47	LOT ET GARONNE	15,70
48	LOZERE	23,34
49	MAINE ET LOIRE	19,30
50	MANCHE	17,73
51	MARNE	14,77
52	HAUTE MARNE	14,40
53	MAYENNE	13,80
54	MEURTHE ET MOSELLE	14,97
55	MEUSE	16,48
56	MORBIHAN	17,31
57	MOSELLE	12,62
58	NIEVRE	16,31
59	NORD	15,76
60	OISE	17,63
61	ORNE	18,42
62	PAS DE CALAIS	15,39
63	PUY DE DOME	17,16
64	PYRENEES ATLANTIQUES	17,84
65	HAUTES PYRENEES	16,43
66	PYRENEES ORIENTALES	18,60
67	BAS RHIN	11,94
68	HAUT RHIN	11,50
69	RHONE	14,86
70	HAUTE SAONE	18,95
71	SAONE ET LOIRE	18,10
72	SARTHE	17,36
73	SAVOIE	17,82
74	HAUTE SAVOIE	10,62
75	PARIS	10,04
76	SEINE MARITIME	18,11
77	SEINE ET MARNE	14,70
78	YVELINES	12,86
79	DEUX SEVRES	18,53
80	SOMME	17,49
81	TARN	17,73
82	TARN ET GARONNE	20,04
83	VAR	20,10



Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	19,75
85	VENDEE	16,26
86	VIENNE	17,09
87	HAUTE VIENNE	20,18
88	VOSGES	15,87
89	YONNE	18,45
90	TERRITOIRE DE BELFORT	18,86
91	ESSONNE	14,58
92	HAUTS DE SEINE	13,11
93	SEINE SAINT-DENIS	8,97
94	VAL DE MARNE	9,53
95	VAL D'OISE	13,25

Total : 96 Départements

Moyenne : 16,07 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2B	HAUTE CORSE	60,26
2A	CORSE SUD	54,32
12	AVEYRON	51,97
86	Vienne	48,64
15	CANTAL	48,60
82	TARN ET GARONNE	48,56
79	DEUX SEVRES	48,53
48	LOZERE	48,32
09	ARIEGE	47,86
40	LANDES	47,24
81	TARN	47,08
87	HAUTE VIENNE	46,80
70	HAUTE SAONE	46,03
03	ALLIER	45,74
17	CHARENTE MARITIME	45,67
24	DORDOGNE	45,65
90	TERRITOIRE DE BELFORT	45,50
32	GERS	45,21
49	MAINE ET LOIRE	45,01
46	LOT	44,95
41	LOIR ET CHER	44,80
56	MORBIHAN	44,72
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	44,48
19	CORREZE	44,28
64	PYRENEES ATLANTIQUES	44,28
11	AUDE	44,05
14	CALVADOS	43,86
35	ILLE ET VILAINE	43,50
54	MEURTHE ET MOSELLE	43,32
63	PUY DE DOME	43,24
36	INDRE	43,07
31	HAUTE GARONNE	42,99
07	ARDECHE	42,52
84	VAUCLUSE	42,28
66	PYRENEES ORIENTALES	42,11
25	DOUBS	42,10
26	DROME	42,08
34	HERAULT	42,05
29	FINISTERE	42,03
23	CREUSE	41,97
16	CHARENTE	41,80
42	LOIRE	41,76

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
85	VENDEE	41,45
61	ORNE	41,20
44	LOIRE ATLANTIQUE	40,96
43	HAUTE LOIRE	40,96
72	SARTHE	40,95
28	EURE ET LOIR	40,85
39	JURA	40,78
37	INDRE ET LOIRE	40,63
62	PAS DE CALAIS	40,44
71	SAONE ET LOIRE	40,42
33	GIRONDE	40,37
22	COTES D'ARMOR	40,31
80	SOMME	40,30
76	SEINE MARITIME	40,15
21	COTE D'OR	40,12
89	YONNE	39,72
47	LOT ET GARONNE	39,69
59	NORD	39,69
83	VAR	39,60
45	LOIRET	39,50
53	MAYENNE	39,50
05	HAUTES ALPES	39,43
65	HAUTES PYRENEES	39,38
50	MANCHE	39,35
58	NIEVRE	39,33
08	ARDENNES	39,25
60	OISE	39,16
18	CHER	39,15
27	EURE	38,90
77	SEINE ET MARNE	38,20
88	VOSGES	37,82
38	ISERE	37,70
73	SAVOIE	37,59
13	BOUCHES DU RHONE	37,40
55	MEUSE	37,15
69	RHONE	36,99
10	AUBE	36,40
02	AISNE	35,90
67	BAS RHIN	35,46
30	GARD	35,40
52	HAUTE MARNE	35,37
06	ALPES MARITIMES	35,24

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
91	ESSONNE	35,00
68	HAUT RHIN	34,00
01	AIN	33,80
51	MARNE	33,60
92	HAUTS DE SEINE	33,56
78	YVELINES	33,54
57	MOSELLE	32,84
95	VAL D'OISE	31,49
75	PARIS	31,38
94	VAL DE MARNE	30,80
74	HAUTE SAVOIE	28,65
93	SEINE SAINT-DENIS	27,36

Total : 96 Départements

Moyenne : 39,29 %

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	33,80
02	AISNE	35,90
03	ALLIER	45,74
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	44,48
05	HAUTES ALPES	39,43
06	ALPES MARITIMES	35,24
07	ARDECHE	42,52
08	ARDENNES	39,25
09	ARIEGE	47,86
10	AUBE	36,40
11	AUDE	44,05
12	AVEYRON	51,97
13	BOUCHES DU RHONE	37,40
14	CALVADOS	43,86
15	CANTAL	48,60
16	CHARENTE	41,80
17	CHARENTE MARITIME	45,67
18	CHER	39,15
19	CORREZE	44,28
2A	CORSE SUD	54,32
2B	HAUTE CORSE	60,26
21	COTE D'OR	40,12
22	COTES D'ARMOR	40,31
23	CREUSE	41,97
24	DORDOGNE	45,65
25	DOUBS	42,10
26	DROME	42,08
27	EURE	38,90
28	EURE ET LOIR	40,85
29	FINISTERE	42,03
30	GARD	35,40
31	HAUTE GARONNE	42,99
32	GERS	45,21
33	GIRONDE	40,37
34	HERAULT	42,05
35	ILLE ET VILAINE	43,50
36	INDRE	43,07
37	INDRE ET LOIRE	40,63
38	ISERE	37,70
39	JURA	40,78
40	LANDES	47,24
41	LOIR ET CHER	44,80

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	41,76
43	HAUTE LOIRE	40,96
44	LOIRE ATLANTIQUE	40,96
45	LOIRET	39,50
46	LOT	44,95
47	LOT ET GARONNE	39,69
48	LOZERE	48,32
49	MAINE ET LOIRE	45,01
50	MANCHE	39,35
51	MARNE	33,60
52	HAUTE MARNE	35,37
53	MAYENNE	39,50
54	MEURTHE ET MOSELLE	43,32
55	MEUSE	37,15
56	MORBIHAN	44,72
57	MOSELLE	32,84
58	NIEVRE	39,33
59	NORD	39,69
60	OISE	39,16
61	ORNE	41,20
62	PAS DE CALAIS	40,44
63	PUY DE DOME	43,24
64	PYRENEES ATLANTIQUES	44,28
65	HAUTES PYRENEES	39,38
66	PYRENEES ORIENTALES	42,11
67	BAS RHIN	35,46
68	HAUT RHIN	34,00
69	RHONE	36,99
70	HAUTE SAONE	46,03
71	SAONE ET LOIRE	40,42
72	SARTHE	40,95
73	SAVOIE	37,59
74	HAUTE SAVOIE	28,65
75	PARIS	31,38
76	SEINE MARITIME	40,15
77	SEINE ET MARNE	38,20
78	YVELINES	33,54
79	DEUX SEVRES	48,53
80	SOMME	40,30
81	TARN	47,08
82	TARN ET GARONNE	48,56
83	VAR	39,60

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
1er tour 14 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	42,28
85	VENDEE	41,45
86	VIENNE	48,64
87	HAUTE VIENNE	46,80
88	VOSGES	37,82
89	YONNE	39,72
90	TERRITOIRE DE BELFORT	45,50
91	ESSONNE	35,00
92	HAUTS DE SEINE	33,56
93	SEINE SAINT-DENIS	27,36
94	VAL DE MARNE	30,80
95	VAL D'OISE	31,49

Total : 96 Départements

Moyenne : 39,29 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2B	HAUTE CORSE	30,25
15	CANTAL	26,70
2A	CORSE SUD	26,04
40	LANDES	25,81
12	AVEYRON	25,71
03	ALLIER	25,40
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	24,25
48	LOZERE	24,08
70	HAUTE SAONE	23,91
49	MAINE ET LOIRE	23,76
32	GERS	23,75
87	HAUTE VIENNE	23,56
24	DORDOGNE	23,56
42	LOIRE	23,50
41	LOIR ET CHER	23,39
36	INDRE	23,28
89	YONNE	23,20
11	AUDE	22,97
07	ARDECHE	22,84
26	DROME	22,81
19	CORREZE	22,61
09	ARIEGE	22,45
90	TERRITOIRE DE BELFORT	22,02
82	TARN ET GARONNE	22,02
17	CHARENTE MARITIME	21,87
46	LOT	21,86
79	DEUX SEVRES	21,84
64	PYRENEES ATLANTIQUES	21,70
61	ORNE	21,70
16	CHARENTE	21,70
83	VAR	21,70
43	HAUTE LOIRE	21,64
80	SOMME	21,41
72	SARTHE	21,17
71	SAONE ET LOIRE	21,06
23	CREUSE	20,96
35	ILLE ET VILAINE	20,94
56	MORBIHAN	20,90
60	OISE	20,89
81	TARN	20,80
84	VAUCLUSE	20,76
63	PUY DE DOME	20,75

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
55	MEUSE	20,71
08	ARDENNES	20,48
86	VIENNE	20,43
25	DOUBS	20,34
37	INDRE ET LOIRE	20,30
38	ISERE	20,12
73	SAVOIE	20,00
88	VOSGES	19,97
39	JURA	19,90
14	CALVADOS	19,80
69	RHONE	19,75
28	EURE ET LOIR	19,56
01	AIN	19,50
22	COTES D'ARMOR	19,50
66	PYRENEES ORIENTALES	19,41
58	NIEVRE	19,30
34	HERAULT	19,26
31	HAUTE GARONNE	19,23
18	CHER	19,04
05	HAUTES ALPES	19,00
47	LOT ET GARONNE	18,99
06	ALPES MARITIMES	18,95
54	MEURTHE ET MOSELLE	18,92
44	LOIRE ATLANTIQUE	18,79
85	VENDEE	18,67
65	HAUTES PYRENEES	18,61
76	SEINE MARITIME	18,60
21	COTE D'OR	18,60
27	EURE	18,50
13	BOUCHES DU RHONE	18,30
33	GIRONDE	18,15
29	FINISTERE	18,04
50	MANCHE	17,30
10	AUBE	17,30
53	MAYENNE	17,30
51	MARNE	17,15
77	SEINE ET MARNE	17,10
52	HAUTE MARNE	16,78
62	PAS DE CALAIS	16,69
45	LOIRET	16,42
30	GARD	16,28
57	MOSELLE	16,28

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
59	NORD	16,06
78	YVELINES	15,87
02	AISNE	15,75
68	HAUT RHIN	15,64
91	ESSONNE	14,31
92	HAUTS DE SEINE	14,20
67	BAS RHIN	13,64
95	VAL D'OISE	12,93
94	VAL DE MARNE	12,35
74	HAUTE SAVOIE	12,30
93	SEINE SAINT-DENIS	11,03
75	PARIS	10,94

Total : 96 Départements

Moyenne : 18,57 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	19,50
02	AISNE	15,75
03	ALLIER	25,40
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	24,25
05	HAUTES ALPES	19,00
06	ALPES MARITIMES	18,95
07	ARDECHE	22,84
08	ARDENNES	20,48
09	ARIEGE	22,45
10	AUBE	17,30
11	AUDE	22,97
12	AVEYRON	25,71
13	BOUCHES DU RHONE	18,30
14	CALVADOS	19,80
15	CANTAL	26,70
16	CHARENTE	21,70
17	CHARENTE MARITIME	21,87
18	CHER	19,04
19	CORREZE	22,61
2A	CORSE SUD	26,04
2B	HAUTE CORSE	30,25
21	COTE D'OR	18,60
22	COTES D'ARMOR	19,50
23	CREUSE	20,96
24	DORDOGNE	23,56
25	DOUBS	20,34
26	DROME	22,81
27	EURE	18,50
28	EURE ET LOIR	19,56
29	FINISTERE	18,04
30	GARD	16,28
31	HAUTE GARONNE	19,23
32	GERS	23,75
33	GIRONDE	18,15
34	HERAULT	19,26
35	ILLE ET VILAINE	20,94
36	INDRE	23,28
37	INDRE ET LOIRE	20,30
38	ISERE	20,12
39	JURA	19,90
40	LANDES	25,81
41	LOIR ET CHER	23,39

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	23,50
43	HAUTE LOIRE	21,64
44	LOIRE ATLANTIQUE	18,79
45	LOIRET	16,42
46	LOT	21,86
47	LOT ET GARONNE	18,99
48	LOZERE	24,08
49	MAINE ET LOIRE	23,76
50	MANCHE	17,30
51	MARNE	17,15
52	HAUTE MARNE	16,78
53	MAYENNE	17,30
54	MEURTHE ET MOSELLE	18,92
55	MEUSE	20,71
56	MORBIHAN	20,90
57	MOSELLE	16,28
58	NIEVRE	19,30
59	NORD	16,06
60	OISE	20,89
61	ORNE	21,70
62	PAS DE CALAIS	16,69
63	PUY DE DOME	20,75
64	PYRENEES ATLANTIQUES	21,70
65	HAUTES PYRENEES	18,61
66	PYRENEES ORIENTALES	19,41
67	BAS RHIN	13,64
68	HAUT RHIN	15,64
69	RHONE	19,75
70	HAUTE SAONE	23,91
71	SAONE ET LOIRE	21,06
72	SARTHE	21,17
73	SAVOIE	20,00
74	HAUTE SAVOIE	12,30
75	PARIS	10,94
76	SEINE MARITIME	18,60
77	SEINE ET MARNE	17,10
78	YVELINES	15,87
79	DEUX SEVRES	21,84
80	SOMME	21,41
81	TARN	20,80
82	TARN ET GARONNE	22,02
83	VAR	21,70

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 12 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	20,76
85	VENDEE	18,67
86	Vienne	20,43
87	HAUTE Vienne	23,56
88	VOSGES	19,97
89	Yonne	23,20
90	TERRITOIRE DE BELFORT	22,02
91	ESSONNE	14,31
92	HAUTS DE SEINE	14,20
93	SEINE SAINT-DENIS	11,03
94	VAL DE MARNE	12,35
95	VAL D'OISE	12,93

Total : 96 Départements

Moyenne : 18,57 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
2B	HAUTE CORSE	63,24
2A	CORSE SUD	58,54
70	HAUTE SAONE	55,03
15	CANTAL	54,34
12	AVEYRON	53,51
82	TARN ET GARONNE	53,27
48	LOZERE	52,50
79	DEUX SEVRES	52,00
86	Vienne	51,83
03	ALLIER	51,80
40	LANDES	51,15
09	ARIEGE	51,08
41	LOIR ET CHER	50,60
24	DORDOGNE	50,34
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	50,01
36	INDRE	49,76
23	CREUSE	48,85
35	ILLE ET VILAINE	48,83
39	JURA	48,72
11	AUDE	48,64
64	PYRENEES ATLANTIQUES	48,57
90	TERRITOIRE DE BELFORT	48,45
32	GERS	48,33
87	HAUTE VIENNE	48,23
17	CHARENTE MARITIME	48,08
29	FINISTERE	48,07
07	ARDECHE	47,87
84	VAUCLUSE	47,78
56	MORBIHAN	47,75
25	DOUBS	47,72
42	LOIRE	47,58
19	CORREZE	47,57
63	PUY DE DOME	47,50
21	COTE D'OR	47,29
46	LOT	47,20
49	MAINE ET LOIRE	47,13
26	DROME	47,02
28	EURE ET LOIR	46,97
05	HAUTES ALPES	46,91
14	CALVADOS	46,80
83	VAR	46,60
80	SOMME	46,53

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
81	TARN	46,48
61	ORNE	46,07
22	COTES D'ARMOR	46,05
71	SAONE ET LOIRE	45,78
50	MANCHE	45,63
76	SEINE MARITIME	45,54
58	NIEVRE	45,40
43	HAUTE LOIRE	45,27
72	SARTHE	45,26
44	LOIRE ATLANTIQUE	45,08
73	SAVOIE	44,93
89	YONNE	44,90
37	INDRE ET LOIRE	44,80
08	ARDENNES	44,73
38	ISERE	44,61
66	PYRENEES ORIENTALES	44,51
02	AISNE	44,50
85	VENDEE	44,46
31	HAUTE GARONNE	44,22
16	CHARENTE	44,20
34	HERAULT	44,18
47	LOT ET GARONNE	44,11
33	GIRONDE	43,94
62	PAS DE CALAIS	43,88
53	MAYENNE	43,70
88	VOSGES	43,64
45	LOIRET	43,36
69	RHONE	43,30
27	EURE	43,27
18	CHER	43,15
13	BOUCHES DU RHONE	42,94
54	MEURTHE ET MOSELLE	42,91
55	MEUSE	42,82
60	OISE	42,72
10	AUBE	42,70
59	NORD	41,56
77	SEINE ET MARNE	41,40
65	HAUTES PYRENEES	41,38
06	ALPES MARITIMES	41,09
30	GARD	40,72
67	BAS RHIN	40,29
52	HAUTE MARNE	39,97

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	39,90
68	HAUT RHIN	39,66
57	MOSELLE	38,50
91	ESSONNE	38,05
51	MARNE	37,35
92	HAUTS DE SEINE	36,72
78	YVELINES	35,48
95	VAL D'OISE	35,31
94	VAL DE MARNE	33,33
74	HAUTE SAVOIE	33,14
75	PARIS	33,03
93	SEINE SAINT-DENIS	29,32

Total : 96 Départements

Moyenne : 43,47 %

Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
01	AIN	39,90
02	AISNE	44,50
03	ALLIER	51,80
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	50,01
05	HAUTES ALPES	46,91
06	ALPES MARITIMES	41,09
07	ARDECHE	47,87
08	ARDENNES	44,73
09	ARIEGE	51,08
10	AUBE	42,70
11	AUDE	48,64
12	AVEYRON	53,51
13	BOUCHES DU RHONE	42,94
14	CALVADOS	46,80
15	CANTAL	54,34
16	CHARENTE	44,20
17	CHARENTE MARITIME	48,08
18	CHER	43,15
19	CORREZE	47,57
2A	CORSE SUD	58,54
2B	HAUTE CORSE	63,24
21	COTE D'OR	47,29
22	COTES D'ARMOR	46,05
23	CREUSE	48,85
24	DORDOGNE	50,34
25	DOUBS	47,72
26	DROME	47,02
27	EURE	43,27
28	EURE ET LOIR	46,97
29	FINISTERE	48,07
30	GARD	40,72
31	HAUTE GARONNE	44,22
32	GERS	48,33
33	GIRONDE	43,94
34	HERAULT	44,18
35	ILLE ET VILAINE	48,83
36	INDRE	49,76
37	INDRE ET LOIRE	44,80
38	ISERE	44,61
39	JURA	48,72
40	LANDES	51,15
41	LOIR ET CHER	50,60

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
42	LOIRE	47,58
43	HAUTE LOIRE	45,27
44	LOIRE ATLANTIQUE	45,08
45	LOIRET	43,36
46	LOT	47,20
47	LOT ET GARONNE	44,11
48	LOZERE	52,50
49	MAINE ET LOIRE	47,13
50	MANCHE	45,63
51	MARNE	37,35
52	HAUTE MARNE	39,97
53	MAYENNE	43,70
54	MEURTHE ET MOSELLE	42,91
55	MEUSE	42,82
56	MORBIHAN	47,75
57	MOSELLE	38,50
58	NIEVRE	45,40
59	NORD	41,56
60	OISE	42,72
61	ORNE	46,07
62	PAS DE CALAIS	43,88
63	PUY DE DOME	47,50
64	PYRENEES ATLANTIQUES	48,57
65	HAUTES PYRENEES	41,38
66	PYRENEES ORIENTALES	44,51
67	BAS RHIN	40,29
68	HAUT RHIN	39,66
69	RHONE	43,30
70	HAUTE SAONE	55,03
71	SAONE ET LOIRE	45,78
72	SARTHE	45,26
73	SAVOIE	44,93
74	HAUTE SAVOIE	33,14
75	PARIS	33,03
76	SEINE MARITIME	45,54
77	SEINE ET MARNE	41,40
78	YVELINES	35,48
79	DEUX SEVRES	52,00
80	SOMME	46,53
81	TARN	46,48
82	TARN ET GARONNE	53,27
83	VAR	46,60

**Elections CONS. RÉGIONAL/ASS. DE CORSE**
second tour 21 Mars 2010

Message Participation - A 17 heures

Départements - Métropole

Code	Désignation	%
84	VAUCLUSE	47,78
85	VENDEE	44,46
86	VIENNE	51,83
87	HAUTE VIENNE	48,23
88	VOSGES	43,64
89	YONNE	44,90
90	TERRITOIRE DE BELFORT	48,45
91	ESSONNE	38,05
92	HAUTS DE SEINE	36,72
93	SEINE SAINT-DENIS	29,32
94	VAL DE MARNE	33,33
95	VAL D'OISE	35,31

Total : 96 Départements

Moyenne : 43,47 %

Annexe 11

Statistiques concernant les élus à l'issue des élections de 2010

Nombre de conseillers régionaux par tranche d'âge

	hommes	femmes	Total
entre 21 et 29 ans	16	33	49
entre 30 et 39 ans	142	164	306
entre 40 et 49 ans	248	264	512
entre 50 et 59 ans	355	316	671
entre 60 et 69 ans	199	119	318
entre 70 et 79 ans	16	5	21
80 ans et plus	2	1	3
TOTAL	978	902	1880

Femmes élues conseillères régionales par régions

	effectif global	femmes	% des femmes
ALSACE	47	23	48,94%
AQUITAINE	85	39	45,88%
AUVERGNE	47	22	46,81%
BOURGOGNE	57	24	42,11%
BRETAGNE	83	41	49,40%
CHAMPAGNE-ARDENNE	49	21	42,86%
FRANCHE-COMTE	43	20	46,51%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	67	30	44,78%
LIMOUSIN	43	22	51,16%
LORRAINE	73	35	47,95%
MIDI-PYRENEES	91	46	50,55%
NORD-PAS DE CALAIS	113	56	49,56%
BASSE NORMANDIE	47	23	48,94%
HAUTE NORMANDIE	55	27	49,09%
PAYS DE LOIRE	93	45	48,39%
PICARDIE	57	28	49,12%
POITOU-CHARENTES	55	26	47,27%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	123	58	47,15%
RHONE-ALPES	157	75	47,77%
ILE DE FRANCE	209	104	49,76%
CENTRE	77	35	45,45%
CORSE	51	25	49,02%
GUADELOUPE	41	20	48,78%
MARTINIQUE	41	20	48,78%
GUYANE	31	15	48,39%
LA REUNION	45	22	48,89%
TOTAL	1880	902	47,98%

Répartition par catégorie socioprofessionnelle des conseillers régionaux

	Hommes	Femmes	Total
Agriculteur-propriétaire exploit.	37	17	54
Salarié agricole	1		1
Industriel-Chef entreprise	46	21	67
Administrateur de sociétés	13	8	21
Agent d'affaires	2		2
Agent immobilier	3	4	7
Commerçant	2	10	12
Artisan	4	4	8
Entrepreneur en bâtiments	1	2	3
Propriétaire		2	2
Ingénieur	19	6	25
Agent technique et technicien	7	5	12
Agent d'assurances		1	1
Contremaitre	3		3
Représentant de commerce	4		4
Cadre supérieur (secteur privé)	51	35	86
Autre cadre (secteur privé)	55	68	123
Employé (secteur privé)	19	46	65
Ouvrier (secteur privé)	6		6
Assistante sociale	1	10	11
Salarié du secteur médical	3	17	20
Médecin	26	18	44
Chirurgien	2		2
Dentiste	2		2
Vétérinaire	4		4
Pharmacien	6	7	13
Avocat	27	23	50
Notaire	1	1	2
Huissier	1		1
Conseiller juridique	2	5	7
Agent général d'assurances	1	1	2
Expert comptable	2	1	3
Ingénieur conseil	4	5	9
Architecte	5	4	9
Journaliste et autre média	11	5	16
Homme de lettres et Artiste	5	2	7
Autre profession libérale	21	17	38
Etudiant	3	10	13
Professeur de faculté	33	18	51
Professeur du secondaire et techn.	56	76	132
Enseignant 1er deg.-directeur école	15	37	52
Profession rattachée à l'enseignt.	29	27	56
Magistrat	1	2	3
Grands corps de l'état	23	6	29
Fonctionnaire de catégorie A	93	67	160
Fonctionnaire de catégorie B	21	32	53
Fonctionnaire de catégorie C	13	24	37

Cadre sup. (entreprises publiques)	24	11	35
Cadre (entreprises publiques)	17	15	32
Employé (autres entrep. publiques)	16	12	28
Agent subalterne (entr. publiques)	1	1	2
Permanent politique	40	41	81
Autre profession	58	41	99
Sans profession déclarée	27	63	90
Retraité agricole	3	4	7
Retr.artis.commerc.chef entrep.	7	2	9
Retraité des professions libérales	2		2
Retraité salarié privé	16	16	32
Retraité de l'enseignement	39	24	63
Retraité fonct.publique (sf enseig.)	17	22	39
Retraité des entreprises publiques	18	1	19
Autre retraité	9	5	14
TOTAL	978	902	1880

Sur 1880 élus, 757 étaient déjà conseillers régionaux, soit 40,26% de conseillers régionaux réélus.

Annexe 12

Les présidents des conseils régionaux (au 1^{er} septembre 2015)

	Nom de l' élu	Prénom de l' élu
ALSACE	RICHERT	Philippe
AQUITAINE	ROUSSET	Alain
AUVERGNE	SOUCHON	René
BOURGOGNE	PATRIAT	François
BRETAGNE	MASSIOT	Pierrick
CENTRE – VAL DE LOIRE	BONNEAU	François
CHAMPAGNE-ARDENNE	BACHY	Jean-Paul
FRANCHE-COMTÉ	DUFAY	Marie-Guite
GUADELOUPE	LUREL	Victorin
GUYANE	ALEXANDRE	Rodolphe
ÎLE-DE-FRANCE	HUCHON	Jean-Paul
LANGUEDOC-ROUSSILLON	ALARY	Damien
LIMOUSIN	VANDENBROUCKE	Gérard
LORRAINE	MASSERET	Jean-Pierre
MARTINIQUE	LETCHIMY	Serge
MIDI-PYRÉNÉES	MALVY	Martin
NORD-PAS-DE-CALAIS	PERCHERON	Daniel
BASSE-NORMANDIE	BEAUVAIS	Laurent
HAUTE-NORMANDIE	MAYER-ROSSIGNOL	Nicolas
PAYS DE LA LOIRE	AUXIETTE	Jacques
PICARDIE	GEWERC	Claude
POITOU-CHARENTES	MACAIRE	Jean-François
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	VAUZELLE	Michel
LA RÉUNION	ROBERT	Didier
RHÔNE-ALPES	QUEYRANNE	Jean-Jack

Assemblée territoriale de Corse (au 1^{er} septembre 2015)

	Nom de l' élu	Prénom de l' élu
Assemblée de Corse	BUCCHINI	Dominique
Conseil exécutif de Corse	GIACOBBI	Paul

Annexe 13**Coordonnées utiles****Ministère de l'Intérieur****(Secrétariat général – Délégation à l'information et à la communication - Porte-parolat)**

11 rue des Saussaies, 75008 PARIS

Tél : 01 40 07 26 78 / unitemedias-dicom@interieur.gouv.fr**Plus d'informations :**

> Sur nos réseaux sociaux :



@Place_Beauvau

www.facebook.com/ministere.interieur> Sur notre site internet : www.interieur.gouv.fr / rubrique « élections » pour trouver :

- Des informations spécifiques aux élections régionales et à l'Assemblée de Corse et notamment :
 - les mémentos à l'usage des candidats ;
 - les résultats des élections de 1998, 2004 et 2010.
- Des informations permanentes sur le droit électoral en France et notamment :
 - le fonctionnement d'un bureau de vote ;
 - l'inscription sur les listes électorales ;
 - le vote par procuration ;
 - les cartes électorales ;
 - les différentes élections ;
 - les modalités d'élection en France ;
 - le cumul des mandats électoraux.

Ministère des outre-mer**(Cabinet du directeur général des outre-mer)**

27 rue Oudinot, 75358 PARIS SP

Tél : 01 53 69 20 00

Fax : 01 47 83 25 54

www.outre-mer.gouv.fr**Commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques**

36 rue du Louvre

75 042 Paris Cedex 01

Tél : 01 44 09 45 09

Fax : 01 44 09 45 17

service-juridique@cncfp.frwww.cncfp.fr ; cette commission a notamment élaboré un guide du candidat et du mandataire, disponible sur son site Internet, pour établir le compte de campagne.**Haute autorité pour la transparence de la vie publique**

98/102 rue de Richelieu CS 80202 75082 PARIS CEDEX 02

secretariat.declarations@hatvp.frwww.hatvp.fr/contacter-la-haute-autorite.html